

# ABREGÉ

PRINCIPAUX TRAITÉS.



### ABREGÉ

DÈS PRINCIPAUX

TRAITES,
CONCLUS depuis le commencement du
quatorzième siècle jusqu'à présent, entre lès
différentes Puissances de l'Europe de rue

DISPOSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

SECONDE Partie de la BIBLIOTHEQUE POLITIQUE, à l'usage dès Sujets déstinés aux Négociations:

### DÉDIÉ A MONSIEUR.

PAR LE VICOMTE DE LA MAILLAR DIÉRE, Lieutenant Général pour le Roi en Vermandois & Thièrrache, Capitaine de Cavalerie, &.c. Honoraire de l'Académie Royale des Sciences & Arts de Dijon, de celle de Lyon, &c. dès Sociétés Royales d'Agriculture de Paris, Rouen, &c.

Les passions surieuses naquirent, & attirérent contre l'Homme un animal plus séroce, '-oumne même.... Ce que la guerre pourroit savir, le commèrce peut le ronner; au lieu d'être énnemi, on devient ami.

Pope. Essai sur l'Homme, Esti. III.

TOME I. DE LA SECONDE PARTIE.



#### A PARIS,

Chez la Veuve DUCHESNE & VALADE, Libraires, rue Saint-Jacques.

M. D C C. L X X V I I I,

AVEC APPROBATION ET PRIVILEGE DU ROI.

JX 152 M3 1778 Plie. 2 L. 1



# ÉPITRE DEDICATOIRE. A MONSIEUR.

MONSEIGNEUR,

'AIMANT lès Lèttres, & retraçant sous cèt autre aspèct

l'auguste Père qui Vous sit héritier de sès qualités du cœur & de l'ésprit, puisse un Ouvrage que Vous m'avez pèrmis d'offrir à vos regards, en être digne, & m'obtenir de votre part l'honneur d'un suffrage auquèl je pourrois devoir aussi celui de votre Protèction.

Puisse, Monseigneur, ,
la Bibliothèque Politique étre
utile, en même temps qu'au
Négociateur, aux Princes appellés à gouverner lès Nations,
dont èlle leur éxpose également

lès intérêts & lès engagemens rèspèctifs.

De quèlque manière, & dans quèlques mains qu'èlle le fût, èlle auroit par-là rempli la principale fin de ma tentative en cètte carrière d'affaires, où lès miens, depuis cinq siècles, eurent le bonheur de s'èrvir utilement leurs Rois.

Déja je me vois de nouveau récompensé de l'application que j'y ai donnée, par l'honneur qu'èlle m'occassionne aujourd'hui de vous présenter dans ce foible

hommage de mon travail, celui du très - profond rèspèct avec lequèl je suis,

Monseigneur,

Votre très - humble, très-foumis; & très - dévoué serviteur le Vie.

DE LA MAILLARDIERE.

### ME NEGOTA PROGRAMMENTAL SERVICE AND THE SERVIC

## DISCOURS

### PRÉLIMINAIRE.

ONSACRER la seconde partie de la Bibliotheque Politique à l'Abrégé dès Traités entre lès Puissances, n'est pas seulement ce qui nous a semblé le plus conforme à son but d'instruction; c'est aussi ce qui suit le plus à propos le Précis du Droit dès Gens, par ce rapport qu'on aime à voir entre lès Loix naturèlles, & lès conventions de la Société.

Là nous avons, par le Précis, mis à la portée dès sujèts cès Pussendorf & cès Grotius, dont Voltaire a remarqué qu'on se fait quèlque violence pour lès lire; ici, par l'Abrégé, nous rassemblons pour eux dès Traités

tèllement épars, & dont lès Recueils sont si volumineux, qu'ils demeuroient souvent ignorés de ceux même à qui la convoissance en est la plus indispensable.

On n'aura pas trouvé trop de précision dans le Précis, pour peu qu'on ait résléchi qu'on le donne uniquement comme un guide à qui est dans le cas, par état, d'approsondir cès matières; & qu'il tient lieu de cès Ecrivains qui lès ont épuisées au Lecteur qu'èlles intéressoint moins particulièrement, ou qui ne les envisageroit que comme a fait ce même Voltaire, en parlant de ce qu'en a traduit & commenté Barbeyrac.

"Il femble, dit-il, que cès
"Codes, qui n'ont jamais servi
"à aucun Traité de Paix, ni
"Déclaration de Guèrre, ni à
"assurer le droit d'aucun hom"me, soient une consolation
"pour lès Peuples, dès maux

PRÉLIMINAIRE. 1jj » que font la politique, & la » force : ils donnent l'idée de la » justice, comme lès portraits » cèlle dès pèrsonnes qu'on ne

L'exclusion est trop généralisée pour que nous l'adoptions; & qu'à cèt égard le système moral ne soit pas chez nous d'accord avec le plan politique : alliances & pacifications dérivent, à nos yeux, dès devoirs mutuèls dès l'euples, assez souvent du moins, pour rendre utile un enseignement de cès devoirs consigné dans le droit de la nature & dès gens.

Lès Traités, qui sont d'un effet plus réèl, n'en auroient pas davantage que lès Loix, si la politique & la force inspiroient seules aux Etats la paix ou la guèrre. Contre un petit nombre où la soiblesse est vistime de l'ambition, quelle quantité de-

### iv Discours

Traités ne voyons-nous pas être en partie la conséquence, ou la consirmation de ceux antérieurs? Quiconque a médité sur lès différends entre lès nations depuis qu'èlles se sont civilisées, en a, comme nous, vu la plûpart, en cela semblables aux procèdures entre lès Citoyens, discutés, & décidés lès titres en main.

Si donc, comme il est le plus général, lès Traités sont au Négociateur ce que sont à l'Avocat lès pieces du procès, on sent assez sous cètaspèct, à quèl point ce dèrnier doit en posseder l'enfemble: il manquoit un Ouvrage où leur réunion lui fît micux saisir tous leurs rapports: il le trouvera dans cètte seconde partie, pour qui nous avons moins à le prévenir, portant avec soi, par cela même, une recommandation égale à tout ce qu'èlle a coûté de recherches, & de travaux.

Analyser lès Traités, en rendoit à l'Auteur la compilation plus aisée, plus intéressante; au Lècteur, l'étude, encore simplisée, plus agréable à tous ègards: mais une considération qui doit l'emporter sur cèlles-là, ne nous a permis que de lès réduire, & nous a contraint de faire, au lieu d'une analyse, un abrégé.

Dans lès stipulations d'un Traité, le mot est sacramental: réflexion qui, plus étendue quand nous en serons aux devoirs & talens du Négociateur, est ici bornée à ce que d'autres termes offriroient souvent un autre sens; & qu'ainti l'Analyste induiroit en erreur celui que l'Abréviateur éclaire avec plus de sécurité. La même contidération a voulu, pour lès Traités en Latin, que cèt abrégé lès y laissat, à l'instandès Recueils qui

l'ont précédé sur cètte partie.

Nous citons Rousset, comme le plus moderne & le plus connu de leurs Auteurs. Dans cinq volumes de sès Intérêts dès Puissances & vingt dès Actes & Négociations, où l'on n'a lès principaux Traités que de cent ans, une quantité passés encore en Latin, sont consèrvés dans cètte langue mère, aussi fréquemment employée, que l'est depuis la Françoise à pareille sin.

L'Éurope littéraire accorde à si peu de Traducteurs d'avoir exactement rendu la pensée de l'original, que, dans une matière aussi délicate, un Politique évitera toujours cèt écueil, & sans que sa production perde aucunoment de son unité.

nement de son utilité.

Tout Sujèt à qui le Latin ne fera pas assez samilier pour s'assurer, le Dictionnaire en main, du sens d'une stipulation, ne PRÉLIMINAIRE. vij doit pas entrer dans la carrière où l'appelleroit, sous la seule accèption d'homme d'esprit, la faveur dès Cours: il en compromèttroit lès intérêts au premier Traité dans cètte langue avec un Plénipotentiaire aussi rafiné que l'étoit, par exemple, un Cardinal Mazarin.

L'expression destinés, suppofant ici pour lès négociations le savoir en droit de prétendre à cès emplois, qui ne l'a point, n'est pas dans le cas de prositer de notre ouvrage: il ne doit remplir son but qu'avec celui chez qui l'étude politique est précédée fructueusement de celles ordinaires à la meilleure éducation.

Sur ce qu'on y dit de la précaution aux termes, il suffit de renvoyer pour l'instant à Wicquesort, tome 2, page 164 & suivantes, où sont détaillés lès vijj D 1 s c o v R s
préjudices ensuivis du trop de confiance à cèt égard. Une obsèrvation qu'il croyoit, peut-être, étrangère à songenre, & que nous devons à l'humanité, c'est qu'un tèrme équivoque, en occasionnant la guèrre, a coûté quèlquefois la vie à dès milliers de Citoyens, par une suite de l'impéritie du Chargé de pouvoirs.

Comme on vient d'assimiler pour la discussion lès affaires politiques aux civiles, on assimilera pour la diction lès Traités entre lès Puissances aux Arrêts & contrats sur lès intérêts particuliers, L'on pourroit à beaucoup de cès divers actes, appliquer ce que disoit Despreaux au Duc d'Enguien, sur lès pièces d'un Auteur du temps : « Cela » est clair, cela dit bien ce » que cela veut dire; cela ne » laisse pas d'être le plus plat » du monde. » Aussi dans tous

PRÉLIMINAIRE. ix s'attache-t-on plus au lumineux, qu'à l'ingénieux dès dispositions; &, loin de s'y modéler sur lès ouvrages de goût, dèscend-on même exprès à la portée de tout ce Public dont èlles doivent être entendues.

Il ne faut pas plus chèrcher dans lès Traités lès grâces de l'élocution: ce n'est point par cèt endroit qu'on en admirera quèlques-uns, qui sont dès chefd'œuvres politiques à servir d'exemple à tous lès Négociateurs. La propriété dès tèrmes y tient lieu d'une élégance, en pareil cas au moins superflue.

Nous savons trop avec combien plus de fruit lès sera lire un Précis dès négociations qui lès ont amenés, pour ne le pas saire entrer dans la suite de l'Ouvrage. Analysant, & rapprochant là dès causes de cès divèrs Traités lèsquèlles ont donné le branle aux

opérations ultérieures, on développera dans cèt ensemble, & comme par degrés, le système ancien & présent dès Puissances: on y renvèrra pour lès stipulations générales à cètte seconde partie, où l'ordre chronologique offre aussi-tôt au Lècteur tout ce qu'il peut chercher d'èssentièl dans cès mêmes Traités.

On verra peut-être à leur tête, avec d'autant plus d'intérêt, la Confédération de Républicains du Continent, qu'èlle est le modèle adopté par cès Peuplades d'outre-mer qui fixent en ce moment lès regards de l'Europe.

Avec cètte seconde partie, avec ce que nous venons d'en annoncer la suite, on sera de notre Histoire politique d'Allemagne & dès Etats circonvoisins, une lècture encore plus utile à la négociation auprès dès Princes d'Allemagne, & d'Italie. Nous

PRÉLIMINAIRE. xì n'avons pu qu'y citer tout Traité qui scèlla leurs révolutions, qu'y donner l'idée de leur Gouvèrnement intérieur; mais nous venons, par cèt autre Ouvrage, au secours d'un Lècteur dans le cas d'en approsondir tous lès rapports.

Avant de s'imaginer connoître assez l'intérêt présent dès
Nations, & pouvoir diriger conséquemment sa négociation, l'on
a dû se faire un Tableau général, & de leur Constitution, &
de leur Histoire, & de leurs
Traités: toute autre connoissance est secondaire; & ne l'at-on point établie sur cètte bâse,
un Négociateur, dès qu'il faut
agir, s'alarme à contre-temps,
ou se voit éconduit au sein d'une
consiance mal fondée.

S'il étoit un seul Pays où la présomption ait introduit dans cètte carrière un Sujèt neuf pour xij Discovr s
èlle, où nos Conseils obviassent
à dès inconvéniens de l'inèxpérience aussi fréquens qu'ils sont
peu manisèstés, une politique
amie du genre humain auroit
trop à s'applaudir de leur avoir
donné plus d'étendue, dans un
Ouvrage où nous montrons influer sur sa prospérité lès qualités
accomplies du Négociateur.

Un de nos Compatriotes a dit de cèt art de négocier, dont il traita: « Qu'il est si important, » que la fortune dès plus grands » États dépend souvent de la » bonne ou de la mauvaise con-» duite, & du degré de capacité » dès Négociateurs qu'on y em-» ploie; qu'il n'est pas surprenant » que des hommes qui s'enga-» gent dans cès emplois pour » jouir du titre & dès appointe-» mens, & qui n'ont pas la moin-» dre idée de tous lès devoirs » qui y sont attachés, y fassent PRÉLIMINAIRE. xijj » un apprentissage souvent très-» préjudiciable aux affaires qu'on » leur confie. »

Mais on ne peut s'appuier de raisonnemens plus profonds sur ce qu'une négociation habile a d'avantageux, mal-adroite, a de fatal pour lès Princes, & pour leurs Sujèts, que ceux de l'immortèl Richelieu, dans lès Chapitres VI & VII de son Tèstament politique: il est tèl Lècteur, peut-être, à qui nous aurons rendus fèrvice en lès indiquant.

Si, faisant abstraction du bien public, on ne s'attachoit qu'à l'intérêr privé, celui ci voudroit encore, ou qu'on acquît lès talens dès places, ou qu'on cessât d'y prétendre, autant du moins qu'on seroit sensible au véritable

honneur.

L'Incapable, après avoir promené sa honte dans lès Cours, rappelé de la siènne ennuiée de xiv D 1 s c o v r s
fon impéritie, ne fait plus que
languir dans un rebut qui réjaillit què quefois sur toute sa Maifon: mais que le Négociateur
habile attend un sort bien différent!

Du second ordre où sa capacité s'est annoncée, passé sans brigue au premier qui la mèt dans son plus grand lustre, à la considération dès Etrangers, à la confiance, à l'affèction de son Souverain, il joint un retour privé, peut être aussi satisfaisant, sur ce qui lès mérita chez lui. S'agit-il de mèttre à la tête dès affaires, auxquelles il a pris part, un nouveau Sujet, c'est parmi cès Politiques consommés dont il fait partie, que lès Citoyens en désignent aussi tôt plusieurs. S'il en est le plus digne aux yeux du Souverain, son choix, s'arrêtant sur lui, l'élevera dès le milieu souvent de sa carrière,

PRÉLIMINAIRE. XV au plus haut point où chacun d'eux eût ambitionné.

Puissent ici dès exemples aussi frappans, inspirer cette constante application, qu'on n'y craint point de dire indispensable au Négociateur, puisqu'èlle, décide en général, du succès dès affaires d'Etat dont il

est chargé.

Si l'on a justement défini l'émulation la mère dès talens & dès vertus, si c'est l'exciter que de promèttre un grand prix à de grands efforts, le patriotisme exigeoit encore ici de nous cètte autre invitation à l'acquit, lequèl, dans dès Candidats plus aptes à la politique, offriroit à la Nation dès Sèrviteurs plus utiles, & plus précieux.

Il n'y a guère autre différence entre lès talens du Ministre Public, & ceux du Ministre d'Etat, pour cètte partie, que cèlle d'une xvi Discours administration générale ou particulière dès mêmes intérêts. L'un, d'ailleurs, conduisant à l'autre aussi fréquemment que cètte marche est dans l'ordre naturel, l'émulation doit appercevoir en cès rapports communs un puifsant motif d'embrasser leur univèrsalité dans lès études analogues. En étendant ainsi ses lumières, èlle augmenteroit tout ensemble & la capacité dans lès affaires publiques, & cès droits que le succès y donne à se voir enfin confier ce qu'èlles ont de

Ebauchons-nous donc le tableau de ce qu'on attend d'un Ministre d'Etat; ce sera, sur ce principe, indiquer ce dont un Ministre Public a tout sujèt de se rendre également capable. Or, nous allons, sous cèt aspèct; en tracer què ques traits conformes aux regles adoptées généra-

lement.

plus important.

PRÉLIMINAIRE. xvij

A la connoissance de l'histoire dès Nations, ajouter cèlle de la manière de penser, d'agir, & de traiter tant dès Princes étrangers, que de leurs Ministres & de leurs Négociateurs; connoître à fond l'intérieur du Gouvernement, & prèsque au même degré celui dès autres Etats; peser lès intérêts rèspèctifs dès Couronnes; en posséder le système général, non moins que celui propre à sa Nation.

Garder dans lès affaires qui le demandent un secret impénetrable; éviter le plus qu'on peut d'en confier la conduite qu'à dès gens à la fois heureux & circonpècts; savoir s'ouvrir ou dissimuler, selon lès circonstances, & connoître aussi bien lès hommes avec qui l'on est en relation, que se garder qu'ils nous pénétrent à leur tour; pour cela joindre à l'art de maîtriser dès moudere à l'art de maîtriser dès moudes.

vxijj D 1 s c o v R s vemens qui trahiroient, ce coup d'œil fixe & sûr, qui découvre en autrui lès imprèssions de l'âme au travers dès signes extérieurs

au travers dès signes extérieurs. Savoir s'assurer lès hommes & lès conduire à son but, en flattant leurs passions, en se pliant à leurs préjugés, lorsqu'il seroit moins expédient de lès contrarier; s'acquérir l'heureux don de se rendre maître dès cœurs, & d'en tirer le parti le plus savorable aux intérêts qu'il saut soutenir; pouvoir également manier lès esprits par une prosondeur de lumières, une sagèsse de raisonnemens, une sécondité de moyens.

Discèrner le mérite apparent du mérite réel, pour ne sonder sa prédilèction que sur une connoissance éxacte, & du caractère & de l'habileté du Postulant. N'oublier jamais qu'on répond du choix qu'on a fait saire, & dès Sujèts qu'on a placés; n'em-

PRÉLIMINAIRE. XIX ployer dans lès négociations que ceux d'une capacité reconnue, d'une trempe également éloignée, soit de trahir la Nation par dès condèscendances avilisfantes ou préjudiciables, soit de l'engager témérairement par dès prétentions outrées, à dès guèrres injustes, ou plus désavanta-

geuses que lès privations.

Réunir cès lumières heureuses qui développent aux yeux de l'esprit toute la chaîne dès événemens, qui mèttent à portée de lès maîtriser par la force ou par le conseil; avec cètte éloquence aussi duë aux talens naturèls qu'aux talens acquis, posséder dès qualités du cœur dont la considération lui donne encore plus d'éfficace; sacrifier tout ce qui n'est qu'intérêts ou sentimens particuliers à la maxime transcendante du bien public, y diriger toutes sès vues, toutes sès

xx D i s c o v R s actions, embrasser tous les moyens à sa portée de concourir pour une si belle cause.

Combiner le degré de puisfance avantageux aux Corps politiques, & l'envisager toujours dans sès différentes opérations; suivre habilement, malgré lès disticultés, le projèt heureux que la persévérance est dans le cas de réaliser; savoir quand l'on doit sacrifier l'objèt des maximes reçues, pour ne pas s'engager dans ce qu'auroient d'embarrassant lès inconvéniens particuliers; modifier dans la pratique cèlles qui seroient trop ambitieuses en certains cas, lès envisager dans leur conséquence, ainsi que dans leur principe; enfin, rapporter constamment à la maxime générale cèlles de détail, en quoi l'on s'abuseroit souvent sa is cètte liaison.

Si nous n'avons donné qu'une

PRÉLIMINAIRE. XXI foible idée de ce que doit réunit le Négociateur, combien ne jugera-t-on pas qu'il faut à cèt effet d'acquis joint aux dons na naturèls? Concentré d'abord dans la seule Italie, l'art de la Politique a passé chez nous avec lès Lèttres dont cètte contrée fut le berceau ponr lès modèrnes: il est très-composé sans doute, & n'est cependant pas au dessus de la portée commune, en y apportant une suffisante application. A partir du règne d'Henri IV, on auroit, sur ce qu'on vient d'avancer, dès exemples affez nombreux.

Nous n'entendons point qu'une étude isolée donne en cèt art la pèrsèction, mais qu'èlle y dispose, & qu'èlle est un préas lable èssentièl à cet expreice, avec quoi seul on y parvient L'un doit toujours être une suite de l'autre : en essèt, si l'on ne se

xxij D i s c o v r s mèt, par l'usage, à portée d'appliquer lès précèptes abstraits de la Politique, ils ne font souvent qu'égarer l'Adèpte enthousiasmé de son savoir, rendre inutiles ou pèr nicieux lès moyens qu'il

a cru devoir employer. Tantil est vrai que la pratique est pour le moins aussinécèssaire à joindre à la théorie dans cètte partie de l'administration, que dans aucune! Avant que de prendre en main lès intérêts d'un Etat, il faut, dans le fait, comme dans le droit, si l'on peut ainsi parler, se mèttre au pair sur lès principes qu'on doit adopter, sur la voie qu'on doit suivre, eu égard nonseulementau plan formé par sès prédécesseurs, mais encore à cès vicissitudes ordinaires en tout ce qui est ouvrage humain.

C'est pour l'avenir un guide si peu sûr que le passé; lès circonstances ont tant de variétés; Préliminaire. xxiij la divèrsité d'intérêts se reproduit sous tant de faces; on trouve, & dans lès affaires, & dans lès hommes appèllés à lès négocier, tant de changemens, tant d'inégalités, que le seul Maître à la suite dès premiers élémens, ce sont lès affaires èlles-mêmes, une pratique étudiée de cèlles du temps, précédée toujours d'une notion & de cèlles antérieures, & de de leur conclusion, tèlles que nous la mettons sous lès yeux par ce présent Abrégé.

Aux talens naturels & acquis, il faut absolument joindre ici l'expérience; une connoissance égale, & de l'ensemble, & dès détails; un discèrnement éclairé sur lès moyens adaptés aux temps, aux lieux, aux inclinations, aux conjonêtures, enfin, à tous lès divers rapports, qu'avoient pratiqué sès prédécèsseurs dans la gestion dès mêmes inté-

xxiv D I s c o v R s

rêts: c'est ce que doit encore trouver l'Etat chez un Négociateur, rendu l'arbitre de son sort par cètte gèstion, à laquèlle il

n'est que trop souvent lié.

Oui, de toutes lès parties d'administration exèrcées au nom de cèt Etat, la corrèspondance avec lès Cours étrangères est cèlle, peut-être, exigeant au plus haut degré les qualités du cœur, & lès talens de l'ésprit. Le Souverain doit porter sur cètte portion de Gouvernement une d'autant plus scrupuleuse attention, que lès opérations y sont pour sa satisfaction, pour sa gloire propre, pour la paix, pour le bonheur de son peuple, d'une conséquence toujours la plus importante, sou? vent la plus dangereuse, & la moins facile à prévenir.

Il ne seroit que trop de malheureuses suites à citer dès dèstinations où la sayeur a tenu Préliminaire. XXV lieu du mérite; on ne peut donc, pour porter lès Sujèts à ne s'appuyer que sur ce dèrnier, revenir assez sur la nécèssité pour un Etat de s'assurer de la façon de penser, de voir & d'agir de ceux à qui, soit en chef, sois en sous ordre, il consie une dirèction de s'es intérêts, partout si délicate, & partout maniée souvent avec peu de dextérité.

Si quèlquefois le Négociateur se montra sacrisser cès mêmes intérêts à celui de son ambition & ou de sa cupidité, plus fréquemment encore le vit-on adopter, condine utile, un parti suneste à sa Nation, sui préjudicier le plus de ce dont il croyoit la sèrvir le mieux, la mèttre au sein de la bonne soi dans lès embarras que sui susciteroit ailleurs l'insidélité.

N'étant point affez en garde, ici contre un raisonnement saux,

xxvi Discours là contre un avis dicté par l'inté, rêt; surpris par dès éxposés infidèles, ou dès résultats captieux; jetté par un défaut de lumières, une confiance indiscrète, une aveugle crédulité dans l'erreur qui s'offre à lui sous l'apparence contraire, il est sans cèsse entraîné si ce n'est par son intérêt propre, ou par celui sensible ou secret de sès plus familiers; c'est soit par sès prétentions, soit par sès méprises; & lorsque le Prince & son Conseil n'auront pu voir que par sès yeux, cèlles-ci lès entraîneront à leur tour dans le mauvais parti qui aura fait prendre à cèt Incapable, ou la foiblesse de l'âme, ou l'inconséquence de l'esprit.

Que résultera-t-il de sès saux pas pour l'Etat qu'il avoit à sèrvir > Tantôt l'abandon sorcé dès prétentions lès plus sondées de ce même Etat, tantôt dès guèrres PRÉLIMINAIRE. XXVIJ aussi propres à tarir sès rèssources en tous lès cas, qu'èlles le seroient encore en celui d'insériorité relative, à hausser le courage à dès voisins plus savorisés du destin, à le réduire à tèl point de soiblèsse à leur égard, qu'il ne s'en releveroit qu'à la longue, & que très dissicilement.

Lorsque nous aurions tant de preuves à fournir dès sunèstes essets de l'inaptitude, animé du desir de lès voir moins fréquens, nous n'avons pas cru nous devoir moins étendre ici sur leur cause: on n'y pouvoit trop inculquer tout ce que la négligence à ce sujèt a de désavorable, & pour l'intérêt dès Princes, & pour le véritable intérêt de leurs Ministres publics.

La plupart de cès observations fur l'étude politique auroient, nous le sentons, été placées plus naturèllement à la première qu'à xxvijj Discours, &c.
cètte seconde partie: mais d'autres occupations empêchèrent alors dans tout ce qui s'en trouve à la tête, un fini que nous regretâmes après de n'y pas voir: au surplus, ce qui s'en pouvoit réparer, l'est dans ce Discours préliminaire: on en a fait comme l'introduction à cès deux parties, autant que l'ont pèrmis lès bornes où, dans tèl cas, il convient de se resserve.

Si ce cours d'instruction, fruit d'un travail de huit années, est mis à prosit, nous redoublerons de zèle à lui donner sa pèrsection; ayant consacré ce que le fort nous en réserve à tout ce qui peut concourir au sèrvice de la Patrie.





## ORDRE

## CHRONOLOGIQUE DĖS PRINCIPAUX

## TRAITÉS.

7. A LLIANCE dès trois Pays ou Cantons d'Ury, Schwitz & Unterwarden, en François; à Brumens dans le Canton de Schwitz, le 7 Décembre 1315, page

II. Alliance dès quatre Cantons, Lucerne, Ury, Schwitz & Unterwarden, en François; à Lucerne, le 8 Novembre 1332,

III. Traité de Charles VII, Roi de France, avec lès Suisses, (c'est le premier Traité que la France sit avec eux) en Latin; le 28 Mars 1453.

IV. Alliance & Confédération perpétuèlle dès sept Cantons de Zurich, Lucetne, Ury, Schwitz, Unterwarden, Zug & Glaris, d'une part; & lès Grisons ou Ligues Grises, d'autre part, en François; le 22 Juin 1497, 8

V. Traité de Paix entre Henri II, Roi de France, & Philippe II, Roi d'Espagne, en François; à Château-Cambresis, le 3 Avril 1559,

VI. Traité particulier ensuite du Traité général, entre lès Rois Henri II & Philippe II, en François; à Château-Cambresis, le 3 Avril 1559,

VII. Traité de Paix entre l'Empéreur

## XXX ORDRE CHRONOLOGIQUE

Fèrdinand II, & Louis XIII, touchant le différend pour la succèssion dès Duchés de Mantoue & de Montferrat, en François; à Ratisbonne, le 13 Octobre 1630,

VIII. Traité entre l'Empéreur & le Roi Louis XIII, pour l'exécution de la paix d'Italie, en François; à Quiérasque, le 6 Avril 1631,

IX. Etat dès Tèrres assignées audit Duc de Savoie, dans le Montserrat, consormément au Traité précédent, en François, à Quièrasque, le 6 Avril 1631,

X. Traité entre le Roi & le Duc de Savoie, par Icquèl le Duc cède au Roi la Ville & Château de Pignerol, en François; à Saint-Germain-en-Laye, le 7 Mai 1632,

XI. Traité de Paix entre l'Empéreur & la Suède, ou première partie de la Paix de Westphalie; (cette partie regarde lès Protèstans) en Latin; à Osnabruch, le 6 Août 1648,

XII. Traité de Paix entre l'Empéreur & la France, ou seconde partie de la Paix de Westphalie, en Latin; à Munster, le 24 Octobre 1648,

XIII. Traité de Paix entre Philippe, Roi d'Espagne, & lès Etats Généraux dès Provinces-Unies, qui y furent reconnus libres & indépendans, en Latin; à Munster, le 30 Janvier 1648,

XIV. Traité de Marine, conclu entre Philippe IV, Roi d'i spagne, & les Provinces-Unics, en François; à la Haye, le 17 Décembre 1650,

#### DES PRINCIP. TRAITÉS. XXXI

XV. Traité de Paix entre lès Cantons Suisses Catholiques & Protestans, en Latin; à Baden en Suisse, le 7 Mars 1656, 111

XVI. Traité & Convention entre Jean Cassimir, Roi de Pologne, & la République de Pologne, d'une part, & Fréderic-Guillaume, Elècteur de Brandebourg, d'autre part, en Latin; à Velau en Prusse, le 19 Sèptembre 1657,

XVII. Traité de Paix entre le Roi de Suède & le Roi de Danemarck, en Latin; à Roschied, le 26 Février 1658,

XVIII. Traité de Paix entre lès Coutonnes d'Espagne & de France, appelié communément Paix dès Pyrénées, conclue par le Cardinal Mazarin & Dom Louis de Haro, premiers Ministres dès deux Rois, en François, dans l'Isle dès Faisans, sur la rivière de Bidassoa, le 7 Novembre 1659, 124

XIX. Traité de Paix entre Sa Majèsté le Roi & le Royaume de Suède, d'une part; & Sa Majèsté & la République de Pologne, & se fès Alliés l'Empéreur & l'Elécteur de Brandebourg, d'autre part, en Latin; à Oliva, qui est une Abbaye près de Dantzick, le 10 Mai 1660,

XX. Traité de Paix entre Sa Majèsté le Roi & le Royaume de Suède, le Roi & le Royaume de Danemarck; (on appèlle ce Traité la Pacification du Nord) en Latin; à Coppenhague, le 27 Mai 1660, 177

XXI. Traité de Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, d'une part; & Sa Majesté Czarienne de Russie, d'autre part, en

xxxij	Ordre	CHRONOLOGIQUE
-------	-------	---------------

Latin; à Pleissemunde, le premier Juislet 1661, 187 XXII. Traité de Paix entre Alphonse,

Roi de Pottugal, & lès Etats Généraux dès Provinces-Unies, en Latin; à la Haye, le 14 Mars 1663,

XXIII. Traité & Accommodement entre le Souverain Pontife Alexandre VII & Louis XIV, Roi de France, en Latin; à Pise le

22 Février 1664,

XXIV. Traité de Paix entre lès Etat3 Généraux, d'une part, & Monssigneur Christophle Bernard, Evêque & Prince de Munster, de l'autre part, en Latin; à Clèves, le 18 Avril 1666,

XXV. Traité de Paix entre Charles II, Roi de la Grande - Bretagne, & lès Etats Généraux dès Provinces-Unies, en Latin; à Bréda, le 31 Juillet 1667,

XXVI. Articles séparés, convenus entre Charles II, Roi de la Grande-Bretagne, & lès Etats Généraux, en Latin; à Breda, le 31 Juillet 1667,

XXVII. Traité de Paix & d'Alliance entre Louis XIV, Roi de France & de Navarre, & Charles II, Roi de la Grande Bretagne, qui y prend encore le titre de Roi de France, en Latin; à Breda le 31 Juillet 1667, 229

XXVIII. Traité de Paix entre Fréderic III, Roi de Danemarck & de Portugal, & Charles II, Roi de la Grande-Bretagne, en Latin; à Bréda, le 31 Juillet 1667, 235

XXIX. Traité de Paix entre le Royaume d'Espagne & le Royaume de Portugal, en

## DES PRINCIP. TRAITÉS. XXXIII

Latin; à Lisbonne, le 3 Fézrier 1668, 239 XXX. Traité de Paix entre Louis XIV, Roi de France, & Charles II, Roi d'Espagne, de même qu'Anne d'Autriche, Reine & Régente des Espagnes, en Latin, à Aixla-Chapèlle, le 2 Mai 1668.

XXXI. Traité de Commèrce & d'Alliance entre le Royaume de Portugal & la République de Hollande, en Latin; à la Haye, le 31 Juillet 1669,

XXXII. Traité de Paix entre Michèl, Roi de Pologne, & Alexius Michaelovitzt, Czar, & Grand Duc de Russie, en Latin; à Moscou, le 9 Avril 1672, 249

X X X I I I. Traité de Paix entre Charles II, Roi de la Grande-Bretagne, & la Hollande, en Latin; à la Haye, le 19 Février 1674,

XXXIV. Traité de Paix, entre les Erais Généraux, & Monseigneur Christophle Bèrnard, Evêque & Prince de Munster en Westphalie, en Latin; à Cologne, le 22 Avril 1674, 260

XXXV. Traité entre Sa Majèsté Impériale, & l'Évêque Prince de Munster, en Latin; à Cologne, le 22 Avril 1674,

XXXVI. Traité de Paix entre Maximilien-Henry, Elècteur de Cologne, & lès Etats Généraux dès Provinces Unies, en Latin; à Cologne, le 11 Mai 1674,

XXXVII. Traité de Paix entre le Royaume de France & la République de Hollande, en Latin; à Nimégue le 10 Août 1678, 267

XXXVIII. Traité de Commètce & de

## XXXIV ORDRE CRONOLOGIQUE

Navigation, entre Sa Majèsté Très Chrétiènne; & lès Etats Généraux dès Provinces-Unies, en Latin; à Nimégue, le 10 Août 1678, 274

XXIX. Traité de Paix entre Louis XIV, Roi de France, & Charles II, Roi d'Efpagne, en Latin; à Nimégue, le 17 Sèptembre 1678,

X L. Traité de Paix entre lès Rois de France & de Suéde, d'une part, & la Maifon de Brunswick-Lunébourg, d'autre part, en Latin; à Celles dans la Basse-Saxe, le 26 Janvier 1679,

XLI. Articles séparés conclus entre lès Rois de France & de Suède, & la Maison de Brunswick, en Latin; à Celles, le 30 Janvier 1679.

XLII. Protestation des Ambassadeurs de l'Empéreur au sujet du Traité de Paix qui se sit à Nimègue entre la France & l'Empéreur, en Latin; à Nimégue le 3 Février 1679,

XIIII. Traité de Paix entre l'Empéreur Léopold, & Louis XIV, par la médiation de Charles II, Roi de la Grande Bretague, en Latin; à Nimégue, le 5 Février 1679, 301

XLIV. Traité de Paix entre l'Empéreur Léopold, & Charles, Roi de Suède, en Latin; à Nimégue, le 5 Février 1670, 207

XLV. Ratification de l'Empéreur dès Traités faits entre lui & lès François, joints aux Suédois, en Latin, échangée à Nimégue le 19 Avril, faite à Viènne le 19 Mars 1670, 309 XLVI. Ratification que fit Louis XIV de

fon Traité de Paix avec l'Empéreur, en Latin;

#### DES PRINCIP. TRAITÉS. XXXV

échangée à Nimégue le 19 Avril, faite à Saint-Gèrmain-en-Laye le 26 Février 1679, 310

XLVII. Protestation du Piésident Canon, Plénipotentiaire du Duc de Lorraine, contre le Traité conslu à Nimégue entre la France & l'Empire, en Latin; à Nimégue, le 20 Avril 1675,

XLVIII. Traité de Paix entre Louis XIV, & le Prince Evêque de Munster & Padèrborn, en Latin; à Nimégue, le 19 Mais 1679, 312

XLIX. Traité de Paix entre le Roi & le Royaume de Snède, & le Prince Evèque de Munster & Padèrborn, en Latin; à Nimégue, le 19 Mars 1679,

L. Traité de Paix entre Sa Majésté Très-Chrétiènne & le Roi de Suède, d'une part, & l'Elècteur de Brandebourg, d'atre part, en Latin; à Saint-Germain-en-Laye, le 29 Juin 1679,

L I. Traité de Paix conclu entre lès Royaumes de France, de Suéde & de Danemarck, en Latin; à Fontainebleau, le 2 Sèptembre 1679,

LII. Traité de Paix entre le Roi de Suéde & le Roi de Danemarck, en Latin; à Lunden en Scanie, le 16 Sèptembre 1679,

LIII. Traité de Paix entre le Roi de Suéde & lès Etats Généraux dès Provinces Unies, en Latin; à Nimégue, le 12 Octobre 1679, 328

LIV. Amnistie ou Suspension d'armes contenue en vingt Atticles, conclue pour vingt ans, entre Sa Majèsté impériale & le Saint-Empire Romain, d'une part, & Sa Majèsté

## xxxvi Ordre chronolog. &c.

Très-Chrétiènne, d'autre part, en Latin; à Ratisbonne, le 16 Août 1684, 330 LV. Traité de Paix entre le Roi Très-Chré-

tien, & la République de Gênes, en Latin; à Vèrsailles, le 12 Février 1685, 334

LVI. Traité de Paix & de Neutralité d'Italie, entre Sa Majèsté Très-Chrétiènne & M. le Duc de Savoie, en François, conclu à Turin, délivré à la Hayele 15 Août 1697,

LVII. Traité de Paix entre Sa Majesté Très-Chrétiènne, & lès Etats Généraux dès Provinces - Unies, en François; à Riswick en Hollande, le 20 Séptembre 1697, 344

LVIII. Traité de Commèrce, Navigation & Marine, concluentre la France, & la Hollande, en François; à Riswick, le 20 Sèptembre 1697.

LIX. Traué de Paix entre Louis XÍV, Roi de France, & Guillaume III, Roi d'Angletèrre, en Latin; à Riswick, le 20 Sèptembre 1697,

LX. Traité de Paix entre Sa Maiésté Très-Chrétiènne, & Sa Majésté Catholique, en François; à Riswick, le 20 Sèptembre 1697.

LXI. Traité de Paix entre l'Empéreur Léopold Maximilien, & Louis XIV, Roi de France, en Latin; à Riswick, le 30 Octobre 1657, 371





# A B R É G É DÈS PRINCIPAUX

## TRAITÉS

CONCLUS depuis le commencement du quatorzième siècle jusqu'à présent, entre les différentes Puissances de l'Europe.

## L'ALLIANCE

Dès trois Pays d'Ury, Schwitz, et Unierwarden.

## S. 1.00

Nous, les Paysans d'Ury, de Schwitz & d'Unterwarden, faisons à favoir à tous ceux qui liront ou ouiront cès présentes, que nous 2 ABREGÉ DES PRINC.

avons perpétuèllement promis & juré de nous affister lès uns lès autres, avec corps & biens à nos dépens, dedans & hors de nos Pays, contre tous ceux qui usent de force, ou voudroient user à l'endroit des personnes & biens de nous, ou des nôtres.

## S. I I.

Nous nous fommes aussi résolus, que nul de nous désdits Pays n'endurera être gouverné par Seigneur, ne recevoir aucun Prince & Seigneur, sans l'avis & conseil de l'autre; toutesois un chacun, soit homme ou semme, sera tenu rendre le devoir & obéissance raisonnablement à son vrai Prince ou Seigneur.

## S. III.

Nous avons aussi accordé que nul désdits Pays, ne aucun de nous désdits Alliés, de soi-même ne devra faire serment, ne aucune alliance avec les autres, sans le confeil des autres Pays & Alliés.

## §. V.

Nous avons aussi arrêté non recevoir ou avoir aucun Juge, qui par argent ou autres biens, achetera l'Office, & qui ne soit de notre Pays.

## S. VII.

SURVENANT différend entre nous lèsdits trois Pays, & que l'un d'eux qui auroit différend n'en voudroit condèscendre à la Justice, ou amiablement, en ce cas le troisième assistera l'autre, soit par Justice, ou amiablement.

## S. XII.

Nous lès susdits Paysans & Alliés d'Ury, de Schwitz & Unterwaeden, avons fait pendre nos Sceaux à cès présentes, qui surent faites à Brumen, l'an après la Nativité de Notre Seigneur, treize cent quinze, le premier Mardi après le jour de St. Nicolas.

## L'ALLIANCE

DES quatre Cantons Lucerne, Ury, Schwitz & Unterwaeden.

I.

Nous les Voyers, les Conseillers, & généralement les Bourgeois de la Ville de Lucerne; les Paysans d'Ury, Schiwitz & Unterwaeden, faisons savoir que nous nous sommes ensemble conjoints, & assurés pèrpétuellement, de manière que par serment avons promis de nous assister & aider lès uns lès autres de nos corps & biens.

#### II.

Nous lèsdits de Lucèrne, d'Ury, de Schwitz & d'Unterwaeden, nous avons résèrvé notre très - honoré Sieur l'Empéreur, le Saint-Empire Romain, & les droitures que nous TRAITĖS, &c.

leur sommes tenus, ainsi que du passé nous avons bonne coutume.

A Lucerne, le Samedi devant le jour de Saint Martin, l'an après la Nativité de Notre Seigneur, courrant treize cent trente-deux.



## FOD US

CAROLI VII cum Helvetia anno 1453: (est primus Tractatum, inter Galliam & Helvetios initum.)

> CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex.

> > S. 11. S. 111.

Cum Magistri Civium, Schulteli, Ammanni, Consules, Cives, Communitates & Patriotæ Civitatum, oppidarum & tenarum Liguæ veteris Allemanicæ altæ, videlicet de Bern, Solodero, Lucerna, Urania, Schwitz, Unterwaeden, suprà & sub sylvà, Zug & Glaris, in regno nostro convenari affectantes, apud nos nuper intercesserint, ut illos amicitiam nostram complecti vellemus; nos pro nobis nostrisque successoribus, promisimus contrà profatos Magistros Civium, Schultelos Ammannos, Consules, Cives,

TRAITÉS, &c.

7

Communitates & Patriotas cuiquam personnarum contrà ipsos facere volenti subsidium non præstare, nec consentire per ditiones nostras id attentare volenti.

## S. I V.

ITEM, quod prædicti, prædictarum Civitatum, oppidærum & terrarum incolæ fubditi, Legati, Nobiles, Mercatores, Habitatores quicumque cum omnibus bonis transire possint secure per Regnum, & ditiones nostras, gentes armigeræ, & non armigeræ, quacumque molestià cessante.

## S V.

DATUM feria quarta post Festum Paschæ, anno Domini millesimo quadragentesimo quinquagesimotertio.



## ALLIANCE

Et Confederation pèrpétuelle dès Sèpt Cantons de Zurich, Lucerne, Ury, Schwiltz, Unterwaeden, & Claris, d'une part; & les Grifons, d'autre, du Mercredi devant la St. Jean, mil quatre cent quatre-vingtdix-sept.

L'ESDITES parties promèttront l'une à l'autre laisser aller & venir par leurs tèrres toutes marchandises vendables; & des deux côtés seront les chemins publics ouverts & libres aux parties, sans aucune imposition de nouveaux péages, ni autres innovations.

#### S. VII.

St l'une dès susdites deux parties avoit guèrre avec aucuns, ne pourra prendre, ni accèpter paix, ni trève, que l'autre partie n'y soit aussi comprise. Nous lès susdits sept Cantons dès Ligues; & nous ladite Ligue Grise du haut Pays des Grisons, avons résèrvé & résèrvons en cètte pèrpétuèlle alliance, en premier lieu, le Saint-Siège de Rome, le Saint-Empire Romain, & toutes lès consédérations anciènnes.



## TRAITÉ DE PAIX

ENTRE Henri II, Roi de France, & Phillippe II, Roi d'Espagne, à Château-Cambresis, le 3 Avril 1359.

S ans déroger aucunement aux trois Traités précédens, lèsquèls demeureront en tèlle force qu'ils étoient auparavant lès guèrres commencées entre l'Empéreur Charles V& lès Rois Très-Chrétiens modèrnes, l'an 1551, & continués depuis entre lès deux Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, est conyenu;

T.

QUE dorénavant entre lèsdits Seigneurs Rois, mèsdits Seigneurs leurs entans, succèsseurs, héritiers, leurs Royaumes, Pays & Etats, y aura bonne & stable paix & amitié.

II.

Pour le singulier desir que les

deux Princes ont toujours eu au bien de la Chrétienté, ont accordé qu'ils s'emploieront de tout leur pouvoir, à la convocation & célébration d'un Saint Concile Univèrfèl, tant nécéssaire à la réformation & réduction de toute l'Eglise Chrétiènne, en une vraie union & concorde.

#### I I 1.

Lès Villes, Sujèts, Manans & Habitans dès Comtés de Flandre & d'Artois, jouiront dès priviléges, franchifes & libèrtés qui leur ont été accordées par ledit Roi Très-Chrétien & fès prédécèsseurs Rois de France; & pareillement lès Villes, Manans, Habitans & Sujèts du Roi de France jouiront aussi des priviléges, franchises & libèrtés, qu'ils ont au Pays-Bas d'icelui Roi Très-Catholique.

IV.

LE Roi Dauphin entrera le jour de la publication du présent Traité en la possèssion de la Seigneurie de Crèvecœur, pour en jouir comme

#### 12 ABREGÉ DES PRINC.

il faisoit auparavant la guèrre, sans préjudice du droit prétendu par le Seigneur de Crunighem.

#### V.

La Reine Très - Chrétiènne Madame Eléonore décédée, délaissa l'Infante de Portugal, Madame Marie sa fille unique: ladite Dame Infante jouira de la dot que ladite feue Reine avoit en France, ainsi que ladite Dame faitoit à son trépas; & quand à ce qui peut lui être dû de son douaire jusqu'au jour de sondit trépas, lui en sera faite tèlle raison qu'èlle aura occasion de contentement.

#### VI.

Lèsdits Seigneurs Rois rèstitueront, savoir ledit Seigneur Roi d'Espagne audit Seigneur Roi de France, sès Villes, Places & Châteaux de Saint-Quentin le Câtelet & Ham, ensemble tous lès autres Châteaux, Lieux, Bourgs, Forts & Villages à lui & sès Sujèts appartenans, dont ils jouissoient ayant lès dèrnières guèrres. Ledit Seigneur Roi de France rèstituera aussi audit Seigneur Roi d'Espagne lès Places, Villes, Châteaux de Thionville, Marienbourg, Yvoix, Damvilliers & Montmédy, & généralement tous lès autres Châteaux, Lieux, Bourgs, Forts & Places par lui & sès Sujèts occupés sur ledit Seigneur Roi d'Espagne, & sès Sujèts.

#### VII.

Pour ce que, lorsque la Ville & Cité de Térouanne fut prise sur ledit Seigneur Roi de France, èlle fut démolie, a été convenu que le lieu & tèrritoire ou a été assife ladite Ville sera remis en son obéisfance, & fera loifible audit Seigneur Très-Chrétien, attendu lèsdites démolitions, faire démolir lès fortifications de la Ville d'Yvoix, laquèlle Ville le Seigneur Roi Catholique ne pourra fortifier; comme aussi ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, faire aucun Fort au pourpris (dans l'enceinte ) dudit Térouanne.

## 14 ABREGÉ DES PRINC.

#### VIII.

L'on députera pour le premier du mois de Juin prochain, de chacun côté, deux Commissaires, lèsquèls, avec l'intèrvention de celui que députera l'Archevêque de Reims Métropolitain, se trouveront à Aire, pour faire éxactement répartie de toute la rente de la Table, tant Episcopale, que Capitulaire, & généralement de tous les biens & revenus appartenans à l'Evêché, Chapitre & Eglise dudit Térouanne & dès dignités, Offices, Prébendes & autre Bénéfices, dès droits, tant de collation qu'autres, & aussi de tout le Diocèse, pour attribuer la moitié à l'Evêché qui s'érigera ès Pays dudit sieur Seigneur Roi Très-Chrétien, foit à Boulogne où ailleurs, où bon lui femblera: & l'autre moitié à l'Evêché qui s'érigera à Saint - Omer ou autres Villes & Pays du fussit Roi Très-Catholique que bon lui semblera; & porteront les uns & les autres la moitié des charges; supplieront lesdits SeiTRAITĖS, &c.

19

gneurs Rois notre St. Père le Pape d'approuver ladite division, & de faire l'érèction dès deux Evêchés,

#### IX.

Aussi se rendra la Ville de Bovines (ou Bovignes) à M. de Liége, & Fromel, & généralement ce que présentement s'occupe par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, de ce que devant le commencement de cètte guèrre possédoit l'Evêque, le Cha-pitre, l'Eglise & Pays de Liége, & spécialement le Château de Bouillon, fans y rien démolir; y délaiffant l'artillerie trouvée dedans au temps de l'occupation dèrnière, & ce sans préjudice du droit que le Sieur de Sedan & ceux de la Maison de la Mark y peuvent prétendre; & auxdits Evêques & Chapitres demeureront résèrvées leurs excèptions, pour, par voie de Justice, s'en pouvoir fervir rèspèctivement lès uns lès autres, & non autrement. Pour vuider lès différends se choifiront deux arbitres, l'un par ledit Sieur Evêque, Chapitre & Com-

## 16 ABREGÉ DES PRINC.

munauté de Liége; & l'autre par lèsdits Sieurs de Sedan, lèsquèls se dénommeront par lès parties dans deux mois, pour se trouver dans la Ville de Cambray le premier Septembre, & pour ce que Madame la Comtèsse de Breuner & sès cohéritiers prétendent plusieurs choses à l'encontre du corps de ladite Communauté de Liége, s'estaussiaccordé que lès mêmes Arbitres auront pouvoir de vuider lès dissérends d'entr'eux.

#### X.

HESDIN & le Bailliage, avec toutes ses appartenances & dépendances, demeurera audit Seigneur Roi Catholique en la forme & manière que ses prédécèsseurs le possédoient avant qu'il sût occupé par le seu Roi François.

#### XI.

Pour tèrminer lès querèlles pour l'Abbaye de Saint-Jean-au Mont, les Princes pourront ch isser quatre Arbitres pour le proces par eux infTRAITÉS, &c.

17

truit, & même un super-Arbitre en cas de discorde.

#### XII.

Au regard dès choses qui, dès le Traité de Crèspy, se prétendent être faites d'un côté & d'autre, au préjudice de l'un ou de l'autre; & lès différends entre lès deux Seigneurs Princes, tant sur lès limites que autres, se remèttront à la décision dès Ministres qui, dès deux partis, s'assembleront pour vuider iceux en ce lieu de Château-Cambress, le premier Sèptembre prochain.

#### XIII.

La Dame d'Estouteville reprendra le Comté de Saint Pol du Roi Catholique, pour en jouir comme ses prédécèsseurs en ont joui avant l'échange fait dudit Comté de Saint-Pol avec celui de Montsort l'an 1536. Quant au droit de reprise que le Roi Très Chrétien prétend lui appartenir, ses actions lui demeureront réservées, comme audit Roi

#### 18 ABREGE DES PRINC.

Catholique lès siènnes; & pour en connoître, se députeront dans six mois deux Commis de chacun côté dèsdits Princes pour instruire le procès sur ce, & le vuider, s'ils peuvent: sinon que dans un an après le procès instruit lèsdits Seigneurs Princess'accorderont d'un super-Arbitre.

#### XIV.

LE Roi d'Espagne rentrera en la possèssion du Comté de Charolois, pour en jouir sous la souverainete du Seigneur Roi de France.

#### x v.

Pour autant qu'il y a aucunes tèrres tenues en séance entre le Comté de Bourgogne, & lès tèrres possédées du Roi Très - Chrétien, l'on a accordé que de la part dèsdits Seigneurs Rois Très - Chrétien & Catholique se députeront Commis dès deux côtés, lèsquèls seront de commun consentement égal département dèsdites tèrres de surséance, pour mèttre la moitié d'icèlles plus proches sous l'obéissance dudit Roi Très - Chrétien, & l'autre moitié plus voisine au Comté de Bourgogne, sous l'obéissance du Roi Catholique. Lès Commis communiqueront aussi sur ce que ceux du Comté de Bourgogne prétendent devoir jouir de l'éxemption dès Gabèlles, & Impositions foraines qui se lèvent au Duché de Bourgogne, comme ceux dudit Duché ne lès paient pas audit Comté.

#### X V I.

SE rèstituera au Duc de Mantoue le Marquisat du Montsèrrat, sans rien résèrver de ce que lèsdits Rois Très - Chrétien & Catholique, ou qui que ce soit de leur côté, en occupent présentement; sans préjudice toutesois dès éxemptions ou actions que autres y pouvoient avoir, lèsquèlles ne pourront se poursuivre que par voie de Justice.

#### XVII.

AUSSI se départira le Roi Très-Chrétien de la Ville de Valence, 20 ABREGÉ DES PRINC. qui est du Duché de Milan, laquèlle sera remise ès mains du Roi Catholique.

XV1II.

Le Roi Très-Chrétien recèvra lès Génois en sa bonne grâce, & rèstituera toutes lès Places qu'il tient présentement dans l'isle de Corse, en l'état qu'èlles sont, sans rien démolir.

#### XIX.

LE Roi Très-Chrétien retirera tous lès gens de guèrre, qu'il a devant la Ville de Montalino & autres Places du Siènnois & Toscane, & se désistera de tous droits qu'il peut prétendre en cès Villes & Pays.

#### XX.

Tous Gentilshommes Siènnois & autres Sujèts dudit Etat qui se détèrmineront à se soumèttre au Magistrat établi au Gouvèrnement de la République de Siènne y seront reçus; & leur sera pardonné tout ce que l'on pouvoit prétendre à l'en-

contre d'eux, sans que pour avoir suivi le parti du Roi Très - Chrétien on lès puisse endommager; & pour sûreté de ce que ci-dèssus le Duc de Florence sera tenu de ratifier le contenu, & de même sera pardonné à tous ceux qui en Toscane auront en cètte guèrre suivi le parti du seu Empéreur Roi Catholique le sien ou dudit Duc.

## XXI.

Pour plus grande confirmation de cètte paix, lès Députés ayant dits en vertu de leurs pouvoirs au nom desdits Princes, & se faisant forts lès Députés du Roi Très-Chrétien de Madame Elisabeth, fille aînée dudit Roi, ontaccordé mariage, qui se fera par Procureur par parole de préfent, & au plutôt que faire le pourra, entre le Roi Catholique & Madame Elisabèth; & aura ladite Dame pour dot quatre cent mille écus foleil, pour tous droits patèrnèls & matèrnèls ; laquèlle fomme sera payée le tièrs au temps de la conformation du mariage, l'autre tièrs au bout

#### 22 ABREGÉ DES PRINC.

de l'an & jour de ladite confommation, & l'autre tièrs fix mois après, en la Ville d'Anvèrs, comptant, chacun dèfdits écus soleil au prix de quatre - vingt gros, monnoie de Flandre: & fera ladite dot assignée sur bons & sussiignaux; bien entendu que ladite assignation s'y fera si avant qu'èlle se contente de l'hypothèque sur Villes & Places pour sûreté de sès deniers, sans jouir dès assignaux par sès mains au denier quatorze, & si èlle en veut jouir par sès mains au denier dix-huit, soit au choix de ladite Dame.

Et ne pourra ladite Dame Elisabèth prétendre autre chose ès biens & succèssion du Roi Très-Chrétien son père, ni de la Reine sa mère, à quoi dès maintenant èlle renonnce, & si en baillera le lendemain de la consommation dudit mariage valable renonciation au prosit du Roi Très-Chrétien & dès siens, & pour ce saire sera suffisamment autorisée par le Roi Catholique, son sour époux, sauf toutesois à ladite Dame Elisabèth lès échutes & succèssions collatérales.

Et si sera ladite Dame Elisabèth, jouaillée par le Roi son sutur époux jusqu'à la somme de cinquante mille écus qui sortiront nature d'héritage, comme aussi feront lès autres bagues & joyaux qu'èlle portera, lèsquelles demeureront pour èlle, sès hoirs & ayant causes.

Et se donnera par le Roi Catholique à ladite Dame Elisabèth entretènement, tèl qu'à la fille & semme de si grands Rois appartient; & icelui duement assigné sur Villes & Places, dont èlle jouira par sès mains, y pourvoyant de tous offices & bénésices, pourvu que ce soit aux naturèls du Pays, & conformément

aux conflitutions d'icelui,

Et au lieu du douaire dont on a accoutumé d'user au Royaume d'Espagne, elle aura pour arrhes, selon l'usage dèsdits Pays du Roi Catholique cent trente - trois mille trois cent trente - trois écus & un tièrs d'écu, revenant au tièrs de sadite dot; lèsquèlles arrhes, dissolu le mariage, & icèlle Dame survivant, sortiront nature d'héritage pour èlle & lès siens; lorsqu'èlle en pourra

### 14 ABREGE DES PRINC.

disposer, soit entre-viss, soit en dèrnière volonté, lui sera ladite somme dès maintenant assignée, ledit cas d'arrhes advenant, en la même manière que dèssus a été dit de ladite dot.

Etsi pourra ladite Dame Elisabèth, ledit cas de dissolution de mariage advenant, précédant le Roi Catholique, se retirer dès Royaumes & Pays dudit Roi Catholique toutes & quantes sois il lui plaira, & avec èlle tous ses Officiers, Sèrviteurs & Familiers, & s'en retourner au Royaume de France, faire emporter avec èlle tous & chacun de sès biens, sans qu'aucun empêchement soit sait à la jouissance de sessibiles.

### XXII.

D'AUTANT que la plus grande partie dès guèrres qui ont eu cours depuis plusieurs années, sont procédées à cause dès prétentions que Sa Majèsté Très - Chrétiènne prétend avoir sur lès Pays de Savoie, Brèsse, Pièdmont & autres que tenoient lès Ducs de Savoie; & que Très-Excèllent fent Prince Emmanuel - Philibert, Duc de Savoie, lui a fait entendre la bonne intention qu'il a de lui en · faire raison, &, comme son trèshumble parent, le reconnoître de tout l'honneur & observance d'amitié qu'il lui fera possible ; le suppliant qu'il veuille, pour plus fer-mement établir cètte reconciliation, avoir agréable que le mariage de Très-Excèllente Princèsse Madame Marguerite de France, sa sœur unique, Duchèsse de Cherry, se puisse faire, ce que Sa Majesté a reçu à grand plaisir, desirant, de sa part, le gratifier dudit mariage; pour ces causes, ont lèsdits Députés, en vèrtu de leursdits pouvoirs, accordé que ledit Seigneur de Savoie aura à femme ladite Marguerite, à laquèlle Ladite Majesté Très - Chrétiènne laissera pour son entrene-ment la jouissance sa vie durant dudit Duché de Cherry, & autres Tèrres & autres revenus dont èlle jouit à présent ; & davantage lui baillera en dot pour tous sès droits patèrnèls & matèrnèls, & autres qui lui peuvent appartenir, auxquèls

èlle renoucera, la fomme de trois cent mille écus; à favoir, cent mille écus comptant le jour de la conformation dudit mariage, autres cent mille écus un an après ladite confommation, & lès autres cent mille écus six mois après ledit temps révolu; recevant laquèlle fomme, ou partie d'icèlle, ledit Seigneur de Savoie, il fera tenu l'assigner bien fur le Duché de Savoie, péage de Suze, & Gabèlle de Nice; & advenant que ledit Seigneur de Savoie aille de vie au trépas avant ladite Dame, èlle aura pour son douaire la fomme de trente mille livres par an, qui lui est, & lui sera assignée sur les Pays de Brèsse, Eugey, Val-romey & autres Pays dudit Seigneur de Savoie, dont èlle jouira par sès mains sa vie durant, avèc la disposition dès Offices & Bénéfices dèsdits lieux; & si aura pour fa demeure la maifon de Bourg en Brèsse, ou de Fantain, à son choix,

Sera ledit mar age folemnsé en face de Sainte Eglise, & consommé entr'eux dans deux mois prochain; à cètte fin s'obtiendra la dispense

de notre Saint-Père le Pape; & dèslors délaissée audit Seigneur de Savoie, pour lui, sès hoirs & ayans causes, l'entière & pleine possession paisible, tant du Duché de Savoie, Pays de Brèsse, Bugey, Valromey, Moriènne, Tarentaire, Vicairie de Barcelonète, comme de la Principauté de Piedmont, Comté d'Aste, Marquisat de Cevé (Ceva), le Comté de Canavèze & lès Tèrres de Lang-hen, de Gatières, & lès Tèrres de la Comté de Nices, de la Tèrre de Vaud, que de tout ce que le feu Duc Charles son père tenoit quand il fut mis hors de ses Pays du vivant du feu Roi François, éxcèpté lès Villes & Places de Turin, Quiers (Chirei), Pignerol, Chyvaz & Ville neuve d'Ast, avèc lès appartenances; pour icèlles Places, & dites appartenances tenir par le Roi Très-Chrétien, jusques à ce que lès différends sur lès droits par Sa Majesté prétendus contre ledit Duc de Savoie foient tèrminés, ce que lesdits Seigneurs s'obligent de faire dans trois ans; & iceux vuidés, & ledit temps de trois ans échu, en laissera Sa Majesté Très Chrétiènne la possèffion libre au Duc de Savoie, pour
en jouir, ainsi que dès autres Tèrres;
lèsquèls dissérends se vuiderond selon lès Concordats, & ainsi qu'il a
été acçoutumé, quand aucuns dissérends se sont ouverts entre la Maison de France & cèlle de Savoie; &
là où ils ne pourroient être détèrminés par ledit moyen, seront dans
six mois après la célébration dudit
mariage, choisis Arbitres à la détèrmination d'iceux dissérends.

Et, pour obvier à toute occasion de trouble, est convenu que ledit Seigneur de Savoie jurera & promèttra, de remèttre & pardonner toute haine qu'il pourroit avoir conçu à l'encontre dès Sujèts dès dits Pays pour avoir obéi & sèrvi lès dits Seigneurs Rois Très Chrétiens, durant le temps qu'ils ont possédés lès lès Pays, & en baillera dès Lèttres Patentes; & le semblable fera ledit Seigneur Roi Très - Chrétien réciproquement pour le regard de ceux qui ont sèrvi & suivi ledit Seigneur Duc de Savoie, & le seu Duc son père, autres que Sujèts naturèls

de Sa Majesté Très-Chrétiènne, qui demeureront éxclus du bénéfice de

ce présent Traité.

A été convenu qu'au même temps du mariage dudit Seigneur de Savoie & de madite Dame Marguerite, le Roi dès Espagnes laissera aussi ledit Seigneur de Savoie en l'entière possèssion de toutes lès Villes, Places & Forterèsses de sès Pays, èsquèlles ledit Seigneur Roi dès Espagnes tient Garnison qu'il en fera sortir, pour en jouir par ledit Duc de Savoie, sès hoirs & ayant causes, tout ainsi que faisoit avant le commencement de la guèrre le feu Duc son père, &c....

#### XXIII.

En cètte paix seront compris, 1.° de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, notre Saint-Père le Pape, l'Empéreur, lès Elècteurs, Princes & Etats du Saint-Empire, & lès Ducs Jean-Frédéric & Jean-Guillaume de Saxe de Wurteniberg, & le Landgrave de Hèsse, la Comtèsse de Frise orientale & son fils,

30 ABREGÉ DES PRINC. ensemble les Villes maritimes, le Roi Dauphin & la Reine Dauphine, Roi & Reine d'Ecosse, selon lès anciens Traités qui sont entre le Royaume de France & l'Ecosse; le Roi de Bohême, MM. lès Archiducs sès frères, enfans dudit Seigneur Empéreur ; lès Rois de Portugal, Pologne, Danemarck & Suède, la Reine Elifabèth, veuve du feu Roi Jean Vaivode, & le Roi fon fils; le Duc & la Seigneurie de Venise, lès treize Cantons dès Ligues Suisses, M. le Duc de Lorraine, M. le Duc de Savoie, le Duc de Fèrrare, la Marquise de Montferrat, le Duc de Mantouë, la République de Lucques, lès Evêques & Chapitres de Mètz, Toul & Vèrdun; l'Abbé de Gorre, (sans par cètte compréhension faire aucun préjudice à celui que de la part du Roi Catholique, ou prétend être Abbé de Gorre); lès Seigneurs de la Maison de la Mark, le Duc de Palliano, lès Ducs de la Mirandole. lès Comtes Pétigliane, lès Sieurs

Strozi, Salviati, Benti Voglio, Bail-

ons; que le consentement que ledit

Seigneur Roi Catholique donne à la Comtèsse de Frise orientale & de son sils, soit sans préjudice du droit que Sa Majèssé Catholique prétend sur lès Pays d'iceux.

Et, de la part dudit Seigneur Roi Catholique, notre Saint - Père le Pape, l'Empéreur dès Romains, MM. sès enfans, leurs Royaumes & Pays, lès Elècteurs Princes, & Etats du Saint - Empire ; spécialement l'Evêque de Liège, le Duc de Clèves, l'Evêque & Cité de Cambray & Pays Cambresis, lès Villes maritimes, les Comtes d'Ost-Frise, MM. lès Cantons dès Ligues dès hautes Allemagnes, & lès Ligues Grises; la Reine d'Angleterre, suivant ce qui a été stipulé entre ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, ledit Roi & Reine Dauphine, Roi & Reine d'Ecosse & Elle; le Roi de Portugal, le Roi de Pologne, le Roi de Danemarck, le Duc de Savoie, le Duc de Lorraine, le Duc & Seigneurie de Venife, lès Républiques de Gênes & de Lucques; lès Ducs de Florences & de Fèrrare, les Ducs de Mantouë, d'Urbin, le

### 32 ABREGÉ PES PRINC.

Duc de Parme & de Plaisance, le Seigneur de Monaco, le Marquis de

Spinal.

Pour plus grande sûreté de ce Traitè de Paix, ledit Seigneur Roi Très-Chretien fera jurer par Monseigneur le Roi Dauphin, son fils, le fera entériner en la Cour de Parlement à Paris, & en tous autres Parlemens de France; & fera aussi ledit Traité vérifié & enregistré en la Chambre dès Comptes de Paris, pour l'affèctuelle exécution d'icelui, & validation dès quittances, renonciations, & autres choses contenues audit Traité; lèsquèlles ratifications, entérinemens seront délivrés ès mains dudit Seigneur Roi Catholique dans trois mois; & ledit Seigneur Roi Catholique fera faire en son Grand Conseil, & autres fès Confeils & Chambres de Comptes, semblables entérinemens, & dans six mois lès fera aussi ratifier par Monseigneur le Prince dès Espagnes, son fils.

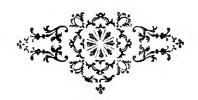
#### XXIV.

ET d'abondant ont accordé lèsdits

. TRAITĖS, &c.

33

Procureurs; favoir, ceux du Seigneur Roi Catholique, que le plutôt que convenablement faire se pourra, le Roi Catholique jurera sur la Croix & faint Evangile de Dieu & Canon de la Messe, & sur son honneur, d'obsèrver pleinement le contenu èsdits articles; & le semblable fera le Roi Très-Chrétien.



# TRAITÉ

#### PARTICULIER

Ensuite du Traité général, entre le Roi Henri II & le Roi d'Espagne, à Château-Cambresis, le 3 Avril 1339.

MESSIRE GUILLAUME, Prince d'Orange, héritier universel, institué par le testament de Messire René de Châlons, en fon vivant Prince d'Orange, sera institué en ladite possession de la Principauté d'Orange, souveraineté & dérnier rèffort d'icèlle; & fera fait défense à la Cour de Parlement de Grenoble, & à toutes autres Cours & Juges de ne rien attenter au préjudice désdits droits de souveraineté.

#### II.

SERA ledit Prince d'Orange reftitué en la jouissance dès Tèrres & Seigneuries d'Orpièrre, Tèrclus, Montoiron, Cuonier, la Parérie, Voveran, & autres appartenant à lui ès l'ays du Dauphiné; Cuifeaux, Varènnes & Beaurepaire, Aflifes & Vicomtés d'Auxonne, reffort de Saint - Laurent, Maifons, Vignes, &c. fera pareillement remis en tous lès autres droits, noms, raifons, actions qu'il avoit avant ladite guèrre.

III.

Tout ce qui fut traité à Crépy au Traité particulier, concèrnant la Princèsse de Gauze, sortira son éssèt en faveur du Comte d'Egmont, à présent Prince dudit Gauze, lequèl sera remis en la possèssion de tous lès biens que lui ou seu ladite Dame sa mère possédoient avant lès guèrres,

#### IV.

MESSIRE Philippe de Croui, Duc d'Archos, sera remis en la possession dès choses que le seu Duc son frère possédoit au Royaume de France à l'ouverture de la guèrre.

#### V.

Aussi sera faite bonne justice aux héritiers de la Maison de Vergy, en ce qu'ils prétendent sur Saint-Dizier, Vitry en Barois, la Seigneurie de Vergy & autres lieux.

#### VI.

SERA fait au Sieur Glajon bonne & briève justice au procès qu'il a pendant pour la Baronnie de Chaumont.

### VII.

LE Sieur de la Trouillère rentrera ès biens qu'il possède au Royaume de France.

#### VIII.

SERA aussi fait bonne & briève justice à Messire Charles de Poitiers, Sieur de Vaydans & à sès frères, de ce qu'ils prétendent ès biens de seu Messire de Poitiers.

#### IX.

QUANT à la rèstitution que le

Duc d'Albuquèrque demande d'aucune vaissèlle d'argent & autres meubles qu'il prétend lui avoir été pris par aucun Ministre du seu Roi Très-Chrétien en l'année 1545, après le Traité de Crepy, lui en sera fait bonne justice.

#### X.

LE Baron Nicolas de Polleviler, & fès frères seront compris au Traité de paix.

### XI.

MADAME Diane de Poitiers, Duchèffe de Valentinois, prétend le Marquifat de Crotone, le Comté de Catanzaro, & autres Tèrres au Royaume de Naples, Sa Majèfté Catholique lui fera faire bonne juftice.

#### XII.

Au Révérendissime Cardinal de Fèrrare seront rendus lès deniers qu'il prétend lui avoir été arrêtés au Duché de Milan.

#### XIII.

LE Général Albicio d'Elbène , Florentin, Officier du Roi Très-Chrétien, sera remis en la possèfion de tous lès biens à lui appartenans, en la Jurisdiction du Duc de Florence; & le semblable sera fait au regard dès autres Florentins demeurant au Royaume de France, autres que ceux qui auroient été bannis de l'Etat du Duc de Florence; à moins qu'il ne se trouve que le Duc d'Elbène ou autres Florentins eussent conspiré contre la pèrsonne du Duc, au préjudice de la République & Etat de Florence.

### XIV.

Le Comte Scipion Siecque & Octavien Frégoze, jouiront du bénéfice du Traite de paix; & quant à ce qu'ils prétendent leur être retenur de leurs biens, ils en feront pourfuite à Gênes & ailleurs; & tiendra ledit Seigneur Roi Catholique la main à ce qu'il leur soit fait bonne & briève justice.

#### X V.

Et généralement tous Sujèts, tant du Royaume de France, que dès-Pays du Seigneur Roi Catholique, feront réintégrés en tous lès biensdèsquèls ils ont été dépossédés à cause de ladite guèrre.

#### X V I.

La Sentence de ceux qui se commèttront du Traité de paix, aura décision du dissérend qui demeure entre lès Princes touchant Saint-Pol; ou à faute de se pourvoir, lès dits Commissaires accordés, le super-Arbitre choisi s'éxécutera, & aura torce, sans appèl ou réclamation quèlconque.



# TRAITÉ DE PAIX

ENTRE l'Empéreur Ferdinand II; & Louis XIII, touchant le différend pour la succèssion des Duchés de Mantouë & de Montferrat, fait à Ratisbonne le 13 Octobre 1630.

S A Sainteté voyant le foulevement d'armes survenu en Italie, à raison du différend mu pour la succèssion dès Duchés de Mantouë & de Montferrat, entre le très auguste Empéreur, d'une part, & les Rois & Princes armés sur ce sujet, d'autre; ayant intérposé sur ce son autorité; Sa Majesté l'Empéreur & le Roi Très-Chrétien, tant en leur nom, que comme se faisant fort dès Princes & Parties intérèssées de part & d'autre, ont passé lès articles de paix en la forme qui s'ensuit.

T.

LE Roi Très - Chrétien promèt qu'il n'offensera, dirèctement ni

indirèctement, l'Empéreur dès Romains, ni le facré Empire, ni lès Etats & Provinces héréditaires de Ladite Majesté Impériale; qu'il n'afsistera les énnemis de Sa Majesté Impériale & du facré Empire qui sont actuellement déclarés ou qui se déclareront ci-après; comme aussi, de son côté, l'Empéreur promèt qu'il n'offensera, directement ni indirèctement, le Roi Très-Chrétien, le Royaume de France, ni lès Etats & Domaines à lui appartenans; qu'il n'affistera lès énnemis du Roi Très-Chrétien, qui sont à présent déclarés ou qui se déclareront ciaprès.

II.

L'EMPEREUR déclare, & le Roi Très - Chrétien trouve bon, que, conformément au dèrnier Traité fait en Italie, entre le Duc de Savoie, d'une part, & le Duc de Nevers Charles Gonzague, de l'autre; l'on donne au Duc de Savoie pour tous lès droits qu'il a fur le Montfèrrat, Train, (Trino) & autres Places dans le Montfèrrat, de la valeur de dix42 ABREGÉ DES PRINC.

huit mille écus de revenu pèrpétuèl, & dèsquèlles Places sera sait choix, prisée & assignation au Duc de Savoie par le Commissaire de l'Empéreur & par lès Députés du Roi Très-Chrétien, lèsquèls jugeront de la valeur dèsdits écus, s'ils seront écus d'or.

#### III.

ET quant aux prétentions de la Duchèsse de Lorraine, Sa Majèssé Impériale consent qu'èlles se désinissent à l'amiable ou par compromis, ou qu'on lès remètte à la connoissance & jugement de Sadite Majèssé, laquèlle, après avoir communiqué lès titres dès Parties aux Princes & Elècteurs de l'Empire, pris sur ce leurs avis, rendra la Sentence désinitive, six mois après qu'aura été donnée l'invèssiture.

### I V.

AFIN que le Duc de Guastalle renonce à tous lès droits qu'il a sur le Duché de Mantoue en faveur du Duc Charles & de sès dèscendans mâles Sa Majèsté Impériale lui accorde six mille écus de rente en sonds de Tèrre par chacun an, pour le paiement dèsquèls il aura & possédera en toute supériorité, & à la façon qu'en ont joui ci-devant lès Ducs de Mantouë, une ou plusieurs Tèrres ci - dessous spécisées, à savoir, Dozoles, Lulcara, Zuzara & Regiolo.

#### V.

LEDIT Duc Charles demandera grâce à Sa Majèsté par écrit, en tèrmes de soumission & prières, tèls qu'ils ont été concèrtés.

#### VJ.

Et lors à la demande honnête du Duc Charles, qui sera faite par Agent exprès, & à la prière de sa Sainteté & du Roi Très-Chrétien, qui sera faite aussi par écrit en saveur du Duc Charles, Sa Majesté Impériale lui donnera six semaines après l'investiture dès Duchés de Mantouë & de Montserrat.

#### IX.

L'INVESTITURE de l'un & de l'autre Duché ayant été délivrée au Duc Charles de Gonzague, Sa Majesté Impériale retirera toutes sès Troupes d'Italie; èlle pourta néanmoins tenir garnison ordinaire dans la Ville & Čitadèlle de Mantouë, & dans Carreto, laissant lès autres Places en la libre disposition du Duc Charles; en même temps toutes lès Troupes du Roi Catholique se retireront de la Ville & Château de Cazal, du Duché de Montfèrrat & Principauté de Piedmont; dans ce même temps le Roi Très-Chrétien fera tenu de faire rentrer toutes sès Troupes de la Citadèlle de Cazal, de tout le Montsèrrat, Piedmont, Savoie, & généralement de touté l'Italie, éxcepté de Pignerol, Brigueras, Suze & Veillane, auxquèls lieux il pourra laisser garnison ordinaire; le Duc de Savoie pareillement retirera tous sès gens de guèrre du Montferrat, éxcepté ceux qu'il tient dans Trino, lequel lui demeurera en propriété en l'état qu'il est.

#### X.

Ensuite la Ville, Château & Citadèlle de Cazal & toutes lès autres Places du Montfèrrat, éxcèpté cèlles qui feront assignées au Duc de Savoie, feront mises ès mains du Duc Charles, èsquèlles il pourra mèttre garnison de sa part.

#### XI.

Tour ce qui est dit ayant été éxécuté, l'Empéreur sera remèttre ès mains du Duc Charles la Ville de Mantouë & le Fort de Porto, comme aussi Carreto, en laissera la libre disposition au Duc Charles; comme aussi en même temps le Roi de France retirera sès garnison de Pignerol, Brigueras, Suze & Veillane, & remèttra lèsdites Places ès mains du Duc de Savoie.

#### XII.

SA Majèsté Impériale abandonnera lès Pas de la Valteline & dès Grisons,

## 46 ABREGÉ DES PRINC.

& tous lès lieux & forts qu'èlle tient audit Pays, fera démolir toutes lès fortifications nouvellement faites, à la charge que toutes lès dites Places ne pourront être occupées ni fortisiées par qui que ce soit.

### XIV.

A la Très - instante prière du Roi Très - Chrétien, Sa Majèsté Impériale accorde que la République de Vénise entre dans cètte paix; consent que toutes lès Places que l'on a prises sur èlle lui soient rèstituées; à la charge que ladite République retirera toutes ses Troupes, & gardera tèl ordre en la quantité de sa Milice, que lès Princes voisins n'en puisse rentrer en aucun soupçon.

#### X V.

Les Commissaires de l'Empéreur ayant allégué qu'il y avoit du difsérend, & de nouvèlles entreprises faites ès tèrritoire & Evêchés, Cités impériales de Toul, Mètz & Vèrdun, & ès autres lieux & Fièss de l'Empire; & l'Ambassadeur de France ayant déclaré qu'il n'avoit ni charge ni connoissance de cela, Sa Majèssé Impériale a trouvé trèséxpédient, que dans cèrtains lieux soient nommés, de part & d'autre, Commissaires, qui traitent à l'amiable de tous cès dissérends, & que cependant l'on entreprènne rien contre les droits de l'Empire.

### XVI.

Ensuite l'Ambassadeur de France ayant fait grande instance pour la démolition du Fort de Moyenívic, & aussi afin de faire retirer les Troupes de l'Empéreur dès limites de France; & les Députés de l'Empéreur ayant requis que lès François eussent à démolir lès Citadèlles de Mètz & Vèrdun, & à rèstituer tous cès lieux & autres femblables par eux occupés, l'Ambassadeur de France demeurant & persistant en sès premières demandes, qu'il n'avoit point charge de traiter, qu'il ne savoit pas qu'èlle étoit la volonté du Roi sur ce sujet, a été con-

## 48 ABREGE DES PRINC.

venu de part & d'autre, que l'on feroit retirer toutes lès Troupes qui font sur les frontieres; & d'autant que le Duc de Lorraine durant ces troubles a levé quelque Gendarmerie pour garder ses Etats, Leurs Majèstés Impériale & Très-Chrétiènne ont trouvé bon qu'il soit compris en cètte paix.



## TRAITÉ

ENTRE l'Empéreur & le Roi Louis XIII, pour l'éxécution de la Paix d'Italie, fait à Quiérasque, le G Avril 1631.

ENCORE que par le Traité de Ratisbonne, il soit dit que ledit Sieur Duc de Savoie aura dix-huit mille écus de revenu, néanmoins, attendu la valeur & qualité de l'écu, & dès biens qui se donnent audit Sieur Duc de Savoie, Son Altesse de Savoie, pour soi & pour ses héritiers, Princes & Princesses de sa Maison, pour toutes lès prétentions, tant anciènnes, que nouvèlles, qu'il peut avoir sur lès Duchés & Tèrres de Mantouë & de Montfèrrat, auxquèls même Sadite Altèsse renonce en faveur de Son Altesse de Mantouë & de fès succèsseurs, se conventera de la somme de quinze mille écus d'or de revenu, à prendre sur autant de Tèrres qu'il appartiendra,

50 ABREGE DES PRINC.

du nombre de cèlles ci-après spécisiées dans un cahier à part, & signé dèsdits Sieurs Députés; que l'écu ne sera pas évalué à la valeur courante de l'écu d'or, mais réduit feulement à vingt-huit florins; & jugeant lèsdits Députés, n'être pas raisonnable que Son Altèsse de Mantouë perdre le surplus dès biens & émolumens provenans défdites Tèrres, Son Altesse de Savoie lès paiera à Son Altèsse de Mantouë de trois pour cent, & ce dans huit mois: pour assurance désdits deniers, Son Altèsse de Savoie déposera ès mains d'un notable Bourgeois de Lyon ou de Paris, des bagues ou joyaux, montant à ladite somme, avèc déclaration que ledit tèrme de huit mois passé, ledit Bourgeois sera obligé de vendre lèsdites bagues, & du prix en payer Son Altesse de Man-touë; se sera la consignation desdites bagues devant que son Altesse de Savoie prènne possèssion dès Tèrres qui lui seront adjugées, si ce n'étoit que d'ailleurs il pût assurer le paiement,

Et Son Altèsse de Savoie sera obli-

gée de payer à la Sérénissime Infante Marguerite, Duchèsse de Mantouë, la dot & l'augment de sa dot & de sès bagues, & tout ce qu'elle sauroit prétendre, & en acquittera le Duc de Mantouë & ses héritiers.

Le droit de patronage de l'Abbaye de Lucédio & la fouveraineté dès lieux dépendans de ladite Abbaye, enclavée dans l'étendue dès Tèrres que l'on donne au Duc de Savoie, demeureront au Duc de Mantouë & fès successeurs dans le Montserrat; & quant à la Justice dudit lieu de Lucédio, èlle demeurera à l'Abbé; & lès appèllations se vuideront par lès Députés de l'Abbé & du Sénat de Cazal, comme par le passé.

Son Altèsse de Savoie souffrira que l'on tire tous lès ans dix mille sacs de grain, pour la nécessité de Cazal, au prix qui courrera ès mar-

chés lès plus voisins.

Tous les droits de patronage que les Vassaux & Sujets du Duc de Mantouë avoient d ns les Terres que l'on donne au Duc de Savoie, demeureront en leur entier.

La navigation sur le Pô sera libre

52 ABREGE DES PRINC.

jusqu'à Trin, tant à Son Altèsse de Savoie, qu'à Son Altèsse de Mantouë & à leurs Sujèts, sans payer aucuns droits ou gabelles nouvelles.

Se retireront de l'Etat ou de la Seigneurie de Vénise, toutes lès Troupes qui y sont; & se rendront toutes lès Places que l'on a occu-

pées dans ladite Seigneurie.

Sa Majèsté Impériale donnera audit Duc de Mantouë & de Montfèrrat, & autres Tèrres dépendantes dèsdits Etats, une investiture conforme à cèlles de sès prédécèsseurs,

Sont compris en ce Traité lès Alliés, nommément lès Suisses & tous ceux qui auront assisté pendant cètte guèrre plus l'un que l'autre parti.



## ÉTAT

DES Terres assignées audit Duc de Savoie dans le Monts errat, conformément au précédent Traité.

ENCORE que par le Traité d'accommodement fait entre lès Ducs de Savoie & de Mantouë, il a été cejourd'hui arrêté que l'on donnera audit Duc de Savoie dès Tèrres dans le Montfèrrat pour la somme de quinze mille écus de rente, néanmoins s'étant Lèsdites Altèsses accordées depuis ensemble à la somme de quinze mille & cinquante écus; de plus, que l'on feroit un état particulier désdites Tèrres assignées à Son Altèsse de Savoie, pour la satissaction d'icèlles, sont cèlles ci-après:

## SAVOIR;

Trin, Tucero, Palazuolo, Fontanète, Bienza, Carpanto, Livorno,

## 54 ABREGE DES PRINC.

Salugia, Verolengo, Rondizzone, Valpiano, Fogglizo, Martevareo, Cigonio, Caluzo, Cavelia, Barone, Luceglio, Orio, Luzeglié, Montalengo, Sangregorio, Farria, le Kone, Buzzano, Rivaca, Forno, Kona-Dilorio, avèc ce qui est delà le Pô, éxcèpté Morano, Bulzola, Ville-Neuve & lès Granges, & lès Tèrres de l'Abbaye de Lucedio, situées delà le Pô.

Rem, Burarco, Cavaganolo, Monte-Lauriano, Sans-Bartianno, Castaneto, Sans-Raphaelo, Cimena, Castiglione, Cordona, Sciolze, Buzelino, Biago, Marcorengo, Tonengo, Cinzano, Monenceo, Vergnano, Pogliano, Mondovio, Berzano Albugnano, Pino, Ifola, Sans-Damiano, Guarena, Rocca, Cigliero, Somano-Verduno, Barolo, la Bozia, Grinzano, Perno, Borgomale, Bonnevello, Rodi, Rodello, Gutta, Secca, Camerana, Camo, Diano, Alba, Monte-Luppe & Barbarino, toutes lèsquèlles Tèrres montent à la fomme de quinze mille cinquante écus de rente annuelle.

# TRAITÉ

ENTRE le Roi & M. le Duc de Savoie, par lequèl le Duc de Savoie cède au Roi la Ville & Château de Pignerol, fait à Saint-Germainen-Laye le 5 Mai 1632.

Le Gouverneur de Milan ayant, non-seulement continué lès contraventions aux dèrniers Traités de paix, mais ayant outre cela ordonné de nouvèlles levées en divèrs endroits, il importe à toute l'Italie, pour yétablir une paix durable & une tranquillité suivie, que Sa Majèsté Très Chrétiènne, par la possèssion de quèlques Places qui lui en donne la libre entrée, soit intérèssée avèc tous lès autres Princes & Souverains d'Italie à la désense de son repos.

Le Duc de Savoie, pour lui & tous sès succèsseurs, cède pour toujours au Roi de France & à sès succèsseurs la propriété & souveraineté

## 36 ABREGÉ DES PRINC.

de la Ville & du Château de Pignerol, Riva, Bodenareo, Biacareo supérieur, Corta grande, & ce qui est dans l'étendue du finage dudit Pignerol, le Village de l'Abbaye & Valdelemie, & leurs finages, ensemble lès Villages & Forts de la Pérouze, Pinaches, Villars, lès Portes, le grand & petit Diblov & leurs finages, & autres Tèrres situées dans la vallée de la Pérouze, éxcèptées cèlles dépendantes de ladite vallée de Pérouze qui font à la main gau-che, allant de Pignerol à la vallée de Pragelas, promèttant en outre ledit Duc de Savoie, afin que le paffage demeure libre à Sa Majèsté Très - Chrétiènne jusques à ladite Ville de Pignerol, de ne bâtir aucuns Forts entre la vallée de Pragelas & ladite Ville de Pignerol, tant deçà que delà la rivière de Cluçon: en récompense de ce que dessus, Sa Majésté Très-Chrétiènne promèt audit Seigneur Duc de Savoie de l'en dédommager envèrs Son Altèsse de Mantouë de la somme de quatre cent vingt-quatre mille & tant d'écus, que ledit Sieur Duc de Savoie est obligé de payer audit Sieur Duc de Mantouë, en éxécucution du Traité de paix fait à Quiérasque le 6 Avril de l'année 1531; consentant Sa Majèsté Très-Chrétiènne que ledit Sieur Duc de Savoie puisse retirer lès pierreries

par lui confignées.

En considération de ce que defsus, a été aussi convenu que Son Altèsse rèstera obligée de donner libre passage par sès Etats aux Armées & & Troupes du Roi Très-Chrétien, & y joindre lès siènnes; en outre fournir lès étapes & vivres nécèssaires aux Soldats & Officiers, en payant au prix courant, toutefois qu'il sera besoin pour la désense dès États & Princes alliés de Sa Majesté Très - Chrétiènne; comme aussi Sa Majèsté demeurera obligée de défendre la pèrsonne & lès Etats de Son Altèsse Monseigneur le Duc de Savoye.



## PAX WESTPHALIE.

### SUMMARIA

ARTICULORUM instrumenti Pacis; Osnabrugo Westphalia.

#### PREMIUM.

TNVOCATIO nominis divini, occasio factæ pacis;

Nomina Plenipotentiariorum Cæ-

faris & Suediæ;

Approbatio & confensus facri Romani Imperii Statuum.

#### ARTICULUS I.

Pax sit inter belligerantes, corum & Foederatos.

#### II.

AMNISTIA generalis injungitur.

#### III.

S.1. Status plenariè restituuntur.

S. 2. Salvis tamen juribus cujus cumque.

### IV.

S. 1. STATUS specialiter restituuntur.

\$ 2. Causa Palatina componitur.\$ 3. Dignitas Electoralis Palatina, cum Palatinatu fuperiori, & Comitatu ea, in Ducem Bavariæ transfertur.

S. 4. Renuntiat Elector Bavariæ prætentioni in Austriam superiorem, & debitum 13 millionum.

S.5. Electoratus Octavus Palatinus

in stituitur.

S. 6. Palatinatus inferior domui

Palatino plenariè restituitur.

S. 7. Reluitio, Gallicè dégagement. Steadæ montanæ à Palatino Electori

Moguntino refervatur.

S. 8. Electori Trevirensi, tanquam Episcopo Spirensi, ut & Episcopo Wormatiensi, prætentiones in bona quædam Ecclesiastica in Palatinatu inferiori fita refervantur.

S. 9. Extincâ lineâ Wilhelminâ Bayarica, Palatinatus superior ad

Palatinatum redeat, & Octavus Electoratus cesset.

Pacta inter Domum Heidelbergensem & Neoburgicam serventur.

S. 11. Feuda Juliacenfia aperta

Domui Palatino adjudicentur.

S. 12. Imperator subsidium promitti in constituendo apanagio fratribus Electoris Palatini.

S. 13. Tota Domus Palatina, cum omnibus ejus Ministris, amnistiâ

fruatur.

S. 14. Elector Palatinus cum fratribus, Imperatori fidelitatem spondeat, & Palatinatui superiori renuntiet.

S. 15. Imperator viduæ Electoris Palatini victaritium, & fororibus Electoris dotem promittit.

§. 16. Comites in Leinigen, & Daxbourg, quoad jura in Palatino

non turbentur.

§. 17. Elector Palatinus liberam Imperii nobilitatem inviolatam relinguat.

§. 18. Feuda quædam conceffa apud Electorem Palatinum reno-

ventur.

S. 19. Exercitium Augustanæ con-

fessionis in Palatinatu inferiori juxta annum 1614 conservetur.

§. 20. Ludovicus Philippus, Co-

mes Palatinus, restituitur.

S. 21. Fredericus, Comes Palatinus in quartam partem vectigalis Vilzbacencis, & Conobium Trombach restituitur.

§. 22. Leopoldus Ludovicus,
Comes Palatinus, in Comitatum Vel-

dens restituitur.

§.23. Controversia super Hizingen, inter Episcopos Herbipolensem & Bambergensem & Marchiones Brandenburgicos terminetur, & Fortalitium Wilzbourg restituatur.

S. 24. Restituatur Domus Wur-

tembergica.

S. 25. Restituantur Duces Wurtembergici lineæ Mompelgardensis.

§. 26. Marchiones Badences plenissimè restituantur. Censio ex Macchionatu inseriori superiori debita tollitur, & alternatio precedentiæ inter utramque lineam introducitur.

\$. 27. Principissa Badensis in Baronatum Guolzek restituatur, si infra Biœnniumprætensionemprobaverit.

S. 28. Restituatur Dux de Croix.

§. 29. Controversia in Domo Nassau-Siegen vergentes reassumantur. Comes tamen Gothanus Mauritius, ejusque fratres, in possessione protegantur.

S. 30. Restituantur Comites Naffau - Sacræ - Pontani , salva præten-

sione Comituum de Leiningen.

S. 31. Restituantur Comes de Hanau;

S. 32. Et Comes Solmenfis;

§. 33. Et Comes Solmensis in Holfen-Solnis;

§. 34. Et Comites de Isembourg;

S. 35. Et Rhein-Gravii;

§. 36. Et vidua Comitis Sainensis.

§. 37. Castrum & Comitatus Falkensteim restituetur ei cui competit, salvo jure Comitis de Rasemburg in Præsecuram Brezenheim & Baronatum Reipokkivels.

§. 38. Restituatur Domus Wae-

deck;

S. 39. Et Comes Ættingensis Joachinus Ernesti;

S. 40. Et Domus Hosenloica;

S. 41. Et Comes Ludovicus de Lœnvensteim & Vertheim.

S. 42. Restituatur Ferdinandus-

Carolus de Lœvensteim, falvo jure Mariæ - Christianæ, filliæ Georgii-Ludovici de Lœvensteim.

Restituatur & vidua Joannis Cesi-

miri in dotalitium.

§. 43. Et Domus Erbacensis;

\$. 44. Et hæredes Comitis à Brandensteim;

S. 45. Et Hevenhulleri Loffleri à

Khelingen.

\$. 46. Contractus, permutationes, &c. tempore belli vi, metuque extorta aboleantur, documenta extorta restituantur actionibus salvis.

\$. 4-. Contra debitores quibus à belligerantibus debita extorta funt, processus executivi non decernan-

tur.

§. 48. Processus in causa violenter extortæ solutionis tollantur, pecunia verò pro aliis soluta restituatur.

S. 49. Sententiæ de rebus fanctoribus, hactenus latæ, falvæ fint &

validæ falva revisione.

§. 50. Investitura feudorum hac-

tenus neglecta renovetur.

S. 5. Omnibus Imperatoris & Regni Suediæ fæderatis, & adhærentibus, exceptis Vassalis & subditis

# 64 ABREGE DES PRINC.

Austriacis, Amnestia coaceditur.

S. 52. Vaffallis & Subditis Auftriacis conceditur Amnestia quoad perfonam, ut tamen Legibus Regnorum & Provinciarum se accommodent.

S. 53. Bona verò eorum quæ antequam se coronis extraneis associarunt erepta funt, novis possessoribus reliquantur.

S. 54. Quæ postea iis erepta sunt

bona restituantur.

§. 55. Augustanæ confessioni addictis in Bohemia justitia administretur.

S. 56. Mobilia destructa, aliaque

interversa non restituantur.

§. 57. Caufa de fuccessione Juliacensi ordinario processu dirimatur.

S. I. TRANSACTIO passaviensis, & pax Religiofa custodiantur, & æqualitas inter Catholicos & Protestantes servetur.

S. 2. Terminus à quo restitutiones in Ecclesiasticis, sit dies primus Januarii 1624.

§ 3 & 11. Status Ecclefiasticus & Politicus civitatum Augustæ vindelicorum, Dunkelspiel, Biberac & Rasvenburgt determinatur.

S. 12. De Donaverdæ restitutione

in proximis confiliis agatur.

\$. 13. Terminus restitutionis anni 1624, ad restituendos ex capite Amnestiæ non extendatur.

\$. 14. Qui in possessione bonorum ecclesiasticorum erant die primâ Jan uarii 1624, eam retineant tranquille, usque ad amicabilem dissidiis Religionis compositionem.

S. 15. Reservatum Ecclesiasticum

ab utraque parte servetur.

S. 16. Jura eligendi & postulandi, quatenus paci religiose & huic transactioni non contrariantur, serventur.

§. 17. Beneficia Ecclesiastica non jure hæreditario possideantur, &z nobiles Patrici vel gradibus Academicis insigniti - juxta fundationes recipiantur.

S. 18. Jus primariarium precum

determinatur.

S. 19. Armata jura, pactii, confirmationes, aliaque jura in bonis

Augustiæ-Confessionis Statuum ces-

\$.20. Menses Papales in capitulis mixtis anno 1624, usitati & in posterum exerceantur.

S. 21 & 24. Archiepiscopatus & reliquæ Fundationes Suedis datæ in

statu suo relinquantur.

S. 25. Bona mediata anno 1624 die prima Jannuarii possessa, Augustiæ Confessionis addictis restituantur.

§. 26. Idem & obtineat ratione Catholicorum, de oppignerationibus Imperialibus Conventum, Satus in earumdem tranquilla possessione manutenendos esse.

§. 27. Quomodo oppignerationes Statuum Imperii sint vetuendæ.

S. 28. Jura Ecclefiastica Liberæ nobilitati Imperii conserventur.

§. 29. Jus reformandi, aliaque jura Ecclesiastica, Civitatibus Imperialibus asseruntur.

\$. 30. Jus Emigrandi distidentibus

competat.

\$. 31. Qui exercitium Religionis anno 1624 possederunt retineant.

S. 32. In exercitio Religionis turbati plenarie restituantur. §. 33. Conventiones huic termino contrariæ resolvantur.

§. 34. Ii qui anno 1624, exercituum Religionis sue non habuerunt, non turbentur, sed pacificè tolerentur.

\$. 35. Subditi diverfæ Religionis non contemnentur, nec à mercatorum, &c. communione, hæreditatibus, &c. excludantur.

§. 36. & 37. Beneficium Emi-

grandi conceditur.

S. 38. Jura & Religionis exercitium, Ducibus Silesiæ, & Civitati

Wratis Laviensi relinquatur.

\$. 39. Religionis exercitium in locis vicis habeant quoque reliqui in Silesia & Austria inferiori viventes, dummodo tranquille se gerant.

§. 40. Tres novas Ecclefias aftruere Evangelicis in Silefia permittitur.

S, 41. De majori Religionis exercitio in Ditionibus Cætareis procurando, studia promittit Reginæ Suediæ.

§. 42. Jus reformandi in folâ qualitate feudali non pendeat, fed juxta annum 1624 judicetur.

S. 43. Status Religionis in Provin-

ciis ubi de superioritate controvertitur, determinatur.

\$.44. Jus reformandi ex folâ Jurifdictione criminali non estimetur.

\$.45,46 & 47. De reditibus eccle-

siasticis statuitur.

\$. 48. Jurisdictio ecclesiastica in Augustiæ - Confessionis additos suspensa & cuilibet. Principi libera esto.

§. 49. Idem in Civitatibus mixtis

obtineat.

S. 50. Pax religiosa & Westphalia

nullo modo impugnetur.

S. 51. In Conventibus Deputatorum numerus ex utraque Religione

equetur.

§. 52. Pluralitas votorum in negotiis ubi status ut unum corpus considerari nequeunt, vel ubi in duas partes abeunt, non attendatur.

§. 53. Statuitur de Cameræ Imperialis translatione, reformatione, justitia, presentatione assessorum,

ut & de judicio Aulico.

\$.54. Processus judiciarius in Aula Cæsarea idem qui in Camerâ esto.

\$. 55. Visitatio judicii aulici fiat à

Moguntino

S. 56. Privilegia primæ instantiæ

Austregarum, &c. in judiciis Imperiis observentur, de Rothivilenzi judicio res ad proxima comitia remittitur.

§. 57. Schema repræsentationis

Affessorum proponitur.

S. 58. Salva maneant jura, privilegia, & libertates statibus Augustiæ-Confessionis in circulo Bayarico.

### VI.

HELVETI declarantur liberi, & immenses à judiciis Imperiis.

### VII.

§. 1. Religionis exercitium reformatis quoque conceditur.

S. 2. Præter tres memoratas Religiones, nulla in imperio toleretur.

### VIII.

\$. 1. JURA antiqua & prerogative nec non liberum juris territorialis, tam in ecclefiasticis, quam in politicis exercitium statibus Imperii conserventur.

# 70 ABREGE DES PRINC.

S. 2. Gaudeant status jure suffragii in omnibus Deliberationibus super negotiis Imperii, præsertimubi leges ferendæ, bellum decernendum, tributa indicenda, pax aut sædera facienda.

\$. 3. Comitia proxime habeantur, atque in iis de negotiis quibusdam gravibus agatur, verbi gratia de capitulatione agatur perpetuâ, &c...

S. 4. Civitates imperiales voto decisivo gaudeant, leges imperii

serventur.

S. 5. Actionum contrà debitores ob bellicas calamitates fortuna lapfosin futuris comitiis ratio habeatur.

# IX.

- S. 1. ABUSUS, qui durante bello, ratione vectigalium, invaluerunt tollantur.
- S. 2. Antiqua jura, privilegia, telonia fervantur.

### X.

S. 1, 2 & 3. POMERANIA citerior, cum Aucula Prugia, & quædam ex ulteriori Pomeraniâ loca Suedis ple-

no jure ceduntur.

\$. 4. Capitulum Caminense post capitularium decessum, tollatur, titulis & insignibus Pomeraniæ; Rex Suedæ & Elector Brandenburgicus promiscuè utantur opes autem successionis; deficientibus Brandenburgicis, gaudeant Reges Suedæ ordines, & subditos Pomeraniæ Elector Brandenburgicus-juramento ex solvat.

S. 6. Civitas Wismariensis Suedis ceditur.

§. 7. Item Archiepiscopatus Bremensis & Episcopatus Verdensis sub Ducatus titulo.

S. 8. Civitati Bremensi libertas,

& privilegia falva funto.

S. 9. Rex Sueciæ inter status imperii-corporatur, & ratione harum provinciarum votum & sessionem

in comitiis mancipitur.

S. 10. Ratione directionis in Circulo Saxoniæ inferioris inter Ducem Bremensem, & Magden-Burgensem alternatio introducitur, falvo Ducum Brunsvicensium & Luneburgensium condirectorio jure.

# 72 ABREGÉ DES PRINC.

S. 11. Rex Sueciæ & Elector Brandenburgicus in Conventibus Depu-

tatorum concurrant.

S. 12. Privilegium de non appellando Suecis conceditur, ea conditione ut tribunal appellationis conftituant, eisque electio fori, vel in Aulà Cæsaris, vel camerà Imperii detur.

S. 13. Jus erigendi Academiam

Suecis conceditur.

§. 14. Subditi à juramento quo prioribus dominis-obstricti erant relaxantur, & Suecis erectio provinciarum cessarum promittitur.

§. 15. Regnum Sueciæ provincias cessas ut seuda imperii recognoscat.

S. 16. Jura & privilegia ordinum ac fubditorum, imprimis Civitatis Stalfundæ confirmentur, & Civitatibus Aufeaticis commercium exercitium confervetur.

### XI.

S. 1. EPISCOPATUS Halberstadiensis Electori Brandenburgico ceditur.

S. 2. Ut & Comitatus Halbersta-

dienfis.

S. 30

§. 3. Comitatus Reinsteim Comiti à Tottenbach in feudum relinquatur.

S. 4. Episcopatus Mindensis Electori Brandenburgico cedatur.

\$. 5. Ut & Caminensis Episco-

patus.

\$. 6. Immo & Archiepiscopatus, Magdenburgensis, quovis modo vocaturus.

§. 7. Subditi interea juramentum

fidelitatis præstent Electori.

S. 8. Civitati Magdenburgensi pristina privilegia conserventur.

§.9 Dinastiæ quatuor; Querfort, Interbock, Dame & Worck Electori Saxionæ ceduntur; Præsectura Egela Electori Brandemburgico statim traditur, & quartam Canonicatuum Cathedralium partem mensæ ducali applicare permittitur.

S. 10. Debita ab administratore Augusto Saxionæ Duce contracta,

ex ejus ærario solvantur.

§. 11. Provinciæ hactenus recenfitæ ad Domum Brandenburgicam hæreditario jure pertineant; & finguli Marchiones Brandenburgenses, & Principes Halberstadienses & Mindenfes appellentur, jura tamen & privilegia eorum ferventur.

💲 12. Regnum Sueciæ Electori Brandenburgico ulteriorem Pomeraniam cum Episcopatu Caminensi cedit.

S. 13. Locis per Marchiam Brandenburgicam, Suæcis præfidiis infessa, Electori restituantur.

S. 14 Commendæ & bona ad ordinem D. Johanis spectantia, quæ extra territoria Regno Sueciæ cessa continentur, à Suecis restituantur, omnia quæ documenta, & ea simul quæ Pomeraniam citeriorem concernunt extradantur.

# XII.

S. 1. EPISCOPATUS Suerinensis & Razeburgensis Duci Megapolitano ceduntur.

Duci Gustroviensi verò in compensationem abdicationis Episcopatus Razeburgici, duo Canonicatus Magdeburgi & Halberstadi promittuntur.

S. 2. Duo Canonicatus in Eclesiâ Clegentinensi Ducibus Meklenburgicis conferantur.

\$. 3. Duæ Commendæ Ordinis
 Equestris Johanis Hierosolimitani,
 & Miron & Nemeron Ducibus

Megapolitanis ceduntur.

§.4. Vectigalia ad Albim Ducibus-Megapolitanis conceductur & immunitas à tributis imperii, donec fumma 200000 thaleorum imperalium compensata fuerit; debitum Wigerahianum annihilatur.

### XIII.

S. 1. ALTERNATIVA successio in Episcopatu Osnabrugensi Domuii Ducali-Brunsvicensi conceditur.

§. 2. Gustavus Gustavi in Episcopatum hunc renuntiat, acceptis

80000 imperialibus.

§. 3 Perpetua Capitulatio in illo

Episcopatu condatur.

§. 4. Status Religionis ineadem ad annum 1624 reducatur, & statuum ac subditorum jura confirmentur.

\$.5. Prefente Episcopo Catholico decedente, statim Ernestus Augustus, Dux Prunsvicensis succedat, eique intra trimestre spatium homagium præstetur.

D ij

§. 6. Alternativa successio semper obtineat, ita ut ex Georgii posteritate., eaque desiciente, ex Augusti posteris eligatur, atque postuletur Episcopus; & quidem, si plures sint Principes, è natu minoribus eligatur, atque postuletur Episcopus; nullis verò existentibus, natu minoribus sufficiatur unus ex Principibus regentibus.

S. 7. Duces Brunsvicenses in Episcopatu succedentes statum Eclesiasticum juxtà dispositionem pacis, & capitulationis perpetuæ conservent.

§ 8. Cenfura & potestas ecclefiastica contra Augustia: Confessionis

addictos suspenditur.

§. 9. Prælatura Vackenfied Ducibus Brunfvico-Luneburgicio in feudum imperii datur.

S. 10. Ut & Monasterium Groeningense.

S. 11. Debitum Frederii Ulrici Ducis Guelpherbitam Cæsari à Rege Daniæ cessum, planè expungatur.

S. 12. Annuæ pensiones à Ducibus Cellensibus Capitulo Rasenburgensi hactenus præstitæ, abolentur. \$. 13. Duæ præbendæ Antonio Ubrico & Ferdinando Brunsvicensibus, in Episcopatu Argentinensi conferantur vacaturæ.

S. 14. Postulationes ergo, & Coadjutoriæ in Archiepiscopatibus hactenus recensitis planè cessent.

# XIV.

§. 1, 2 & 3. Usus fructus Cœnobii, & Præfecturam Linnæ, & Lobourg, Christiano Withelmo Marchioni Brandenburgico antea administratori Archiepiscopatûs Magdenburgici ad dies vitæ conceditur.

### XV.

S. 1. Amnestia generalis Domui Haffocasselanæ, ejusque adhærentibus conceditur.

S. 2. Abbatia Hirschfeldensis ipsi

ceditur.

S. 3. Dominum directum & utile in præfecturas Schamburg, Bukenburg, Saxenhagen & Stadhagen in Domum Hasso Casselanam transfertur. S. 4 & 12. 600000 thaleforum Domini Hasso Casselano solvantur.

§. 5 & 11. Ob fommam hanc transactam hypotheca in Civitatibus, reus in Archiepiscopatu Coloniensi, Coesseld & Neuhaus, in Episcopatu Monasteriensi & Paderbonensi sitis, Hassiaticis datur, cum jure præsidia ibi alendi, donec satissactum suerit.

§. 13. Transactio inter domum, Hasso Casselanam & Darmstadinam de successione Marbugenti inita con-

firmatur.

§. 14. Transactio inter Landgravium Hasso Casselanum & Comitem Valdelluum sacta consirmatur.

S. 15. Jus primo genituræ in Domo Haffiacâ Casselanâ & Darms-

tadinâ confirmatur.

# X V I.

S. 1 & 6. HOSTILITATES post plene confectum instrumentum ceffent & executio pacis per Directores & Præsectos Circulorum, aut per Commissarios ab Imperatore ad instantiam restituendam constitutos expediatur.

§. 7. Captivi dimittantur. §. 12. Quinque myeyades imperialium Suecis pro exauctoratione militum à 7 sequentibus Circulis Imperii, Electorali Arhenano Saxonio superiori, Franconisco, Suevico, fuperiori Arhenano, Vestphalico & inferiori Saxonico folvantur.

S. 13 & 20. Solutâ illâ fummâ, milites, ex locis hactenus occupatis educantur, eique prestino Domino, falvo temen cujuflibet loci jure reftituantur; archiva, & documenta quoque restituantur.

### XVII.

S. 1. RATIFICATIO pacis promittitur.

S. 2. Ea custodiatur, ut lex fundamentalis imperii.

S. 3 Nec ulla exceptio, aliudve remedium contra illam opponatur.

\$. 4. Qui paci huic ullo modo, contra venerit, ipso jure & facto

plenam fractæ Pacis incurrat.

 5. Pax hæc ab omnibus contrà quemcumque protegatur, & in causis posteà obortis amicabilis compositio adhibeatur.

# 80 ABREGÉ DES PRINC.

S. 6. Eâ verò intra triennium effectumi non habente', arma contra violatores conjungantur, ejusque injuriæ vi repellantur.

\$.7. Via facti jus prosequi prohibe-

tur, sub pæna fractæ pacis.

\$. 8. Ad meliorem confervationem pacis Circuli redintegrentur.

§. 9. Transitus militum per aliena territoria innoxius suscipiatur.

§. 10 & 11. Pax sit universalis & adutriusque partis Fæderatos extendatur.

\$. 12. Subscriptio & subsignatio, instrumenti pacis.



# SUMMARIA

INSTRUMENTI Pacis Monarteriensis.

### ARTICULUS I.

S. 1. PAX fit christiana, universalis & perpetua, inter Cæfarem & Regem Galliæ, nec non inter omnes eorum foederatos & adherentes.

### I I 1.

S. 1. CIRCULUS Bragundicus fit; maneatque membrum Imperii.

Statibus liberum fit huic illive Regno extra Imperii limites suppetias ferre.

#### IV.

S. 4. CONTROVERSIA Lotharingica componatur.

#### V.

S. 5. ARRESTUM mobilibus ad Principem Electorem Trevirensem Dy

fpectantibus impositum, cum concordatis inter Electoratum Trevirensem, & Ducatum Burgundiæ repugnet, tollatur.

S. 9. Castra Ehrenbreistein & Hameostein, imperata in manus Domini Electoris Trevirensis, ejustemque Capituli Metropolitani tradet.

S. 31. Rex Christianissimus restituat Duci Evurtenbergico civitates & fortalitia, Hohentiviel, Scoreu-

dorff & Tubingen.

\$. 32. Principes Vursembergici-Lineæ Montpelgardensis restituantur in omnes suas ditiones, in Alsatia & ubicumque sitas, & nominatim in duo seuda Burgundica, Clerval & Passavant.

### XI.

\$. 70. Supremum Dominium, jura superioritatis, aliaque omnia in Episcopatus Metensem, Tullensem & Virodumensem, urbesque cognomine, eorumque Episcopatuum districtus & nominatim Moyenvicum, eo modo quo hactenus ad Romanum spectabant Imperium in

posterum ad Coronam Galliæ spectent, eique incorporentur in perpetuum & irrevocabiliter, reservato tamen jure Metropolitano ad Archiepiscopatum Trevirensem pertinente.

S.71. Restituatur in possessionem Episcopatûs Virodunensis, Dominus Franciscus Lotharingiæ Dux,

tanquam legitimus Episcopus.

§. 72. Imperator & Imperium transferunt in Regem Galliæ jus directi dominii, superioritatis & quadcumque aliud, quod sibi, & sacro Romano Imperio hactenus in pigna-

rolum competebat.

\$.73. Imperator pro se, totâque Serenissima Domo Austriacâ, itemque imperium cedunt omnibus juribus, proprietatibus, dominiis ac possessimiles ac jurisdictionibus ac jurisdictionibus, quæ hactenùs sibi imperio & familiæ Austriacæ competebant in oppidum Brisacum, Landgraviatum superioris & inferioris Alsatiæ, sunt goviam, præsecturamque provincialem decem Civitatum Imperialium, in Alsatiâ sitarum, silicet Haguenau, Colmar, Schelestat, Weissemburg, Landau, Oberhuheim, Orosheim,

# 84 ABREGÉ DES PRINC.

Munster in valle Sancti Gregorii; Kaiserberg, Turingheim, omnesque pagos, & alia quæcumque jura à dictà præsecturà dependentia, eaque in Regnum Galliarum transferunt.

S. 74. Itemque dictus Landgraviatus uteriusque Alsatiæ & Suntgoviæ, tum etiam Præfectura provincialis in dictas decem Civitates, & loca dependentia, itemque omnes Vassali Landfasitii, subditi homines, oppida, castra, villæ, arces, filvæ, forestæ, auri, argenti, aliorumque mineralium fodinæ, flumina, clivi, parcua, omniaque jura Regalia, & appertinentia, absque ulla reservatione cum omnimodà jurisdictione, & superioritate, supremoque dominio, à modò in perpetuum ad Coronam Galliæ pertineant.

\$. 75. Rex obligatus sit in eis omnibus & singulis locis Catholicam conservare Religionem, omnes quæ durante hoc bello novitates irrepse-

runt removere.

§. 76. Christianissimæ Majestati, ejusque in Regno successoribus, perpetuum jus sit tenendi præsidium in Castro Philipsburg.

\$.77. Rex tamen præter protectionem, præfidium & transitum in dictum Castrum Phylipsburg, nihil ulterius pretendat, sed ipsa proprietas, omnimoda jurisdictio, & quidquid omnino, antiquitus ibidem, & in totius Episcopatus Spirensis & etiamque illi incorporatarum districta, Episcopo & Capitulo Spirensi competebat, eisdem in posterum salva permaneant.

\$.79. Ad majorem supra dictarum cessionum & alienationum validitatem, Imperator, & Imperium derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum sacrique Romani Imperii decretis, constitutionibus, & consuetudinibus, nominatimque capitulationi Cæsaræ, quatenus alienatio omnimoda bonorum, & jurium Imperii prohi-

betur.

S. 82. Magistratus & incolæ Civitatis tabernarum neutralitatem servent, pateatque illic regio militi quoties postulatum suerit tutus liberque transitus. Nullæ ad Rhenum munitiones in citeriori ripa extrui poterunt Basilea usque Phi-

86 ABREGÉ DES PRINC.

lipsburgum, neque ullo molimine deflecti, aut interverti fluminis cut-

sûs ab unâ alterâve parte.

§. 83. Quodadas alienum attinet, quo Camera Emisheimiana gravata est, Dominus Archiduce Ferdinandus Carolus recipiat in se tertiam omnium debitorum partem sine distinctione, sive chirographaria, sive hypothecaria sint, dummodò utraque sint in forma authentica, vel specialem hypothecam habeant, vel, si nullam habeant, in libellis rationariis receptorum ad Cameram emisheimianam respondentium usque ad sinem anni 1632 agnita.

\$. 84. Quæ verò debita Collegii ordinum ex fingulari per Austriacos Principes cum ipsis in dictis provincialibus inita conventione attributa, aut ab ipsis ordinibus, communi nomine contracta sunt, debet inter eos qui in conditionem regis veniunt, atque illos qui sub dominio domús Austriacæ remanent iniri conveniens

distributio.

# XII.

. S. 85. Rex Christianissimus resti-

tuit domui Austriacæ quatuor Civitates Sylvestres Rheinfelden, Sekingen, Lauffenbourg, Waltshutum, cum omnibus appertinentiis iis, & ultra Rhenum itemque Comitatum Haivenstein, Sylvam nigram, totamque superiorem & inferiorem Brisgoiam, ad sublime territorii jus, patrimoniumque Domûs Austriacæ antiquitus spectantes, totam item Ortnaviam, cum civitatibus imperialibus Offemburk, Gengenback & Hammersbak quatenus scillicet Profecturæ Ortuaviensi obnoxiæ funt. Libera fint in universam inter utriusque Reni ripæ, & provinciarum utriufque adjacenticam incolas, commercia & commeatus; in primis verò libera fit navigatio, fola inspectione quæ ad visitandas merces fieri consuerit exceptà, nec etiam liceat nova & infolita vectigalia, pedagia, passagia, datia, aut alias que modi exactiones ad Rhenum imponere.

S. 86. Omnes Vassali, subditi, cives, incolæ quicumque eis & ultrà Rhenum Domui Austriacæ, sicut etiam illi qui immediate

imperio subjecti erant, vel alios Imperii ordines utsuperiores recognoscunt, bonis suis immobilibus, & stabilibus sive corporalia sivè incorporalia sint, villis, castris, oppicis, sundis possessionibus restitui debent citrà ullam exceptionem meliorationum, expensarum compensationum, & citrà restitutionem mobilium ac se moventium & fructuum perceptorum.

§. 87. Teneatur Rex Galliæ, non folum Epifcopos Argentinenfem & Baliscensem cum Civitate Argentinensi, sed etiam reliquos per utramque Alsatiam Romano Imperio immediate subjectos Ordines, Abbates Murbacensem & Luderensem, Abbatissam Andlaviensem, Monasterium, in Valle St. Gregorii, Benedictini Ordinis, Palatinos de Lutzelsteim, Comites & Barones de Hanau Flekensteim, Obensteim, totiufque inferioris Alfatiæ nobilitatem, item prædictas decem Civitates Imperiales, quæ Præfecturam hagenoensem agnoscunt in ea liber-tate, & possessione immedietatis erga Imperium Romanum quâ hactenùs gavisæ sunt relinquere; ita ut nullam ulterius in eos regiam superioritatem prœtendere possit, sed iis juribus contentus maneat, quæcumque ad Domum Austriacam spectabant, & per hunc, pacificationis tractatum Coronæ Galliæ ceduntur, Ita tamen, ut præsenti hâc declaratione nihil detractum intelligatur de eo omni supremi Dominii Jure quod suprà concessum est.

§. 88. Rex Galliæ Domino Archiduci Ferdinando - Carolo folvi curabit tres milliones librarum teronenfium annis proxime fequentibus; fcillicet 1649, 1650 & 1651 in

Festo S. Johannis - Baptistæ.

§. 89. Rex Galliæ teneatur in se recipere duas tertias debitorum Ca-

meræ Enris Heimianæ.

90. Rex Galliæ curet Præfato Domino Archiduci restitui omnia, & singula litteraria documenta, quæterras eidem restituendas concernunt.

\$.91. Quadfitalia documenta fint publica, quæ cessas etiam terras pro indiviso concernunt, de his Archiduci exempla authentica, quoties cumque requiserit, edentur.

### XIII.

S. 92. TRACTATUS Ehraric 6 Aprillis, anno 1631, cum subsecuta super codem Ducatu Montisferrati executione firmus in perpetuum manebit, excepto tamen Pinarolo, ac pertinentiis inter fuam Majestatem Christianissimam, ac dominum Ducem Sabaudiæ definitis.

S. 94. Quadraginta & nonaginta quatuor aureorum millia, quæ Ludovicus XIII in exonus Domini Ducis Sabaudiæ se Domino Duci Mantuæ foluturum spopondit, Christianissima Majestas præsenti parataque pecunia dicto Domino Duci Man-

tuæ muneram faciet.

S. 95. Cæfarea Majestas concedat Domino Duci Sabaudiæ, una cum investiturâ antiquorum feudorum, investituram quoque Montisferrati , cum appartinentiis, vigore prædicti tractatus Cherarcenfis, ficuti quoque feudorum novelli Montisferrati, Simy, Monchery & Casselleti cum appertinentiis, juxta tenorem inftrumenti acquifitionis à Duce VicTRAITĖS, &c.

tore Amadeo factæ sub 13 Octobris anni 1634, cum confirmatione omnium Privilegiorum quæ Sabaudiæ Ducibus hactenùs inducta suerunt.

§. 96. Dux Sabaudiæ & succeffores ejus nulla tenus à Cæsareâ Majestate turbentur in jure superioritatis quod habent in seudis Roscheverani, Olmi & Carolæ, cum appertinentiis quæ à Romano Imperio nulla ratione dependent.

### XIV.

§. 97. CÆSAREA Majestas restitui faciat Comitibus Cacherani feudum Rocha arati cum appartinentiis.

Declaret Imperator in investitura Ducatus Mantuæ comprehendi caftra Reggioli & Luzaræ, cum suis territoriis & dependentiis, quorum possessionem Dux Guastallæ Duci Mantuæ restituere teneatur, reservatis tamen eidem juribus pro 6000 scrutatorum annuorum quæ pretendit.

### X V.

S. 106. NEC prædicatum Landgravii Alfatiæ Imperatori attributum 92 ABREGĖ DES PRINC. Regi Galliæ ullum præjudicium afferat.

# X VIII.

S. 117. Sub præsenti Pacis Tractatu comprehenditur Republica Veneta, uti Mediatrix hujus tractatus.

S. 120. Acta sunt hoc Monasterii Westpholorum, die vigesimä quarta mensis Octobris anni millesimi, sexcentessimi quadragesimi octavi.



# SUMMARIA

TRACTATUS Pacis 30 Januarii 1648,
Monasterii Westphalorum, inter
Philipum Regem Hispaniarum, &
Ordines generales - FæderatorumBelgii Provinciarum.

# CONCLUSIO.

Post longum bellum quo regna & regiones, tam Regi Hispaniarum quam Ordinibus Generalibus Fæderatarum Belgii Provinciarum subjectæ oppressæ fuerunt, prædicti Domini Philipus Quartus Rex Hispaniæ, & Ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum in urbe Monasteriensi Westpaliæ concluserunt sequentes articulos.

I.

DIETUS Dominus Rex agnoscit dictos Dominos Ordines Generales,

94 ABREGÉ DES PRINC.

unitarum Provinciarum Belgicarum, & Provincias ipfas respective, cum omnibus sibi associatus ditionibus, urbibus & terris appartinentibus, liberos & supremos Ordines Provincias, ac terras, in quas, vel earum ve, associatas ditiones, urbes, ac terras prædictas dictus Dominus Rex nec nunc, nec posthac pro se ipto, suis successoribus & posteritate unquam quicquam prætendat.

### III.

UNUSQUISQUE fruatur ditionibus urbibus, locis, terris, ac dominiis quæ in præfentiarum tenet confequenta, totus majoratus filvæ ducencis, ut & omnia dominia ab eadem urbe & majoratu filvæ ducenci, urbe, & Marchionatu Bergolzomenfi, urbe & Baronatu Bredano, urbe trajectina ad Mosam ejusque jurisdictione, ut & comitatu Vronhorio, urbe gravia & ditione Cinthia, Hulsta, & Bailhvatu Hulstæ, & Ambacta Hulstensi, ut & Ambacta Axelia, cum fortatitiis, quæ profatì Domini ordines nunc tenent

in ditione varia, & omnesalias urbes & locos quos vel quas dicti Domini Ordines possident in Brabantia Flandria & alibi, maneant penes prædictas Dominos Ordines in omnibus & iisdem juribus æque ac possident Provincias unitarum Provinciarum. Quod attinet tres tractus transmozanos, nempè Fackenburgum, Dachemum & Rhodiam Ducis, maneant in statu in quo nunc sunt, & in casu controversiæ super iidem remittantur ad decisionem cameræ dispartitæ.

### V.

NAVIGATIO & commercia in orientali & occidentali Indiis conferventur juxtà privilegia in eum finem jam data, vel deinceps danda; comprehendanturque fub eodem tractatu omnes potestates, nationes & gentes, cum quibus prædicti Domini Ordines, aut Indiarum orientalis ac occidentalis Societates eorum nomine intra limites privilegiorum suorum sunt in amicitià & fædere.

Et alte memorati Domini Rex & Ordines maneant unusquisque res-

# 96 ABREGÉ DES PRINC.

pective, in possessione dominorum, urbium castellorum, commerciorum & terrarum in orientali & occidentali Indiis, ut & in Brazilia, item in oris maritimis Afiæ, Affricæ & Americæ respectivè, uti & qualia iidem Rex, & Ordines respective habent: comprehenfis fub iifdem locis quæ à Lusitanis ab anno 1641 Dominis Ordinibus furrepta funt, aut ea loca quæ à posthac absque infractione hujus tractatus acquirent. Porro conventum ut Hispani continuent fuas navigationes tali modo ut adhuc in Indiâ orientali habent & utuntur; ita ut ulterius eas non extendant, ficut vice - versa incolæ unitarium Provinciarum abstineant à frequentatione, locorum, castellorum, in Indià orientali Hispaniæ subditorum.

## VI.

ET quantum ad Indiam occidentalem, subditi & incolæ Regnorum, Provinciarum & terrarum prædictorum Dominorum Regis & Ordinum respective abstineant à navigatione? & commerciis portuum, & locoTRAITÉS, &c. 9

rum quæ fortalitiis, habitaculis vel castellis possidentur, aliorumque omnium ab una vel altera parte possessorum.

### VIII.

SUBDITI & incolæ prænominatorum dominorum Regis, & ordinum comercià exercentes in terris alter utrius non teneantur folvere plus juris & impositionum, quam proprii respective eorum subditi.

### X.

SUBDITI prædictorum Dominorum, Regis & Ordinum reciproce fruantur in terris alter utrius antiquâ à teloniis libertate cujus in poffessione pacatâ fuerunt ante belli initium.

# ·XIII.

SAL album coctum proveniens ex unitis Belgii Provinciis in terram prædictæ fuæ Majestatis, illic recipiatur & admittatur, nec plus oneretur quam sal crudum & crassum: vice98 ABREGÉ DES PRINC.

verså, sal ex terris prædictæ suæ Majestatis proveniens, in unitis Provinciis admittatur & distrahatur sine onere majore, quam quod sali prædictorum Dominorum Ordinum est impositum.

# X V I.

CIVITATES Hanfeaticæ, quoad navigationem & commercia in terris Hispanicis fruantur iisdem juribus, quæ in presenti tractatu sunt conventa, aut posthac convenientur in favorem subditorum, & incolarum Provinciarum unitarum; & vice-versa, prædicti subditi & incolæ unitarum Provinciarum fruantur omnibus juribus, tam quoad constituendos consules in capitalibus, & maritimis civitatibus Hispaniæ & alibi, ubi opus fuerit, quam pro mercatoribus, eodemque modo quo prædiciæ Civitates Hanseaticæ ante hac aquifiverunt, aut in pofterum acquirent.

# XVII.

SUBDITI & incolæ terrarum præ-

TRAITÉS, &c.

99

dictorum Dominorum Ordinum gaudeant quoque eâdem securitate & sibertate in terris prædicti Domini Regis, quæ inducta est incolis Regis Magnæ Britanniæ, per novissimum Pacis tractatum.

### XV1II.

MEMORATUS Dominus Rex curam necessariam adhibeat, ut honesta destinentur loca sepeliendis corporibus eorum quibus à parte prædictorum Dominorum Ordinum in terris prædicti Domini Regis mori contigerit.

XIX.

SUBDITI & incolæ terrarum memorati Domini Regis, in terras prædictorum Dominorum Ordinum, ubi in terras suas Majestatis venerint.

### XX.

MERCATORES, magistri navium, naucleri socii navales, eorumque naves, merces, alienave bona ad eos pertinentia, ne ullo modo ar-

100 ABREGĖ DES PRINC.

restentur; sub quo tamen non intelli gantur arresta justitiæ ex causa proprii debiti.

XXI.

COMMITTANTUR ab utraque parte Judices æquali numero, in forma Cameræ dispartitæ, qui resideans in convenientibus Belgii locis, idque per vices alternas, modo sub unius, modo fub alterius jurisdictione, qui secundum formulam certam ab utraque parte ea fine statuendam videant, & agnoscant, tractationem incolarum prædictarum Belgii Provinciarum, onerumque & impositionum quæ ab alterutra parte à commerciis exigentur & quodsi dicti Judices inve-nerint in eo excedi, excessum reparent, ac moderentur: porro etiam dicti Judices examinent lites ex inexecutione tractatus orituras, ut & contraventiones ejusdem, si quæ in futurum provenerint, tam in hinc, quam aliis longe diffitis terris, regnis, Provinciis & infulis in Europâ, & super iis summarie pronuntient; sententiæ autem executioni mandentur per ordinariam justitiam loci

TRAITÉS, &c. 101 in quo contraventio evenerit intra fex mensium tempus.

### XXIII.

ADVENIRE, intrare, aut manere in portubus, finibus, plagis, aut stationibus terrarum alter utrius partis, cum bellicis navibus & militibus, eo numere qui suspicium creare possit sine concensu subquo dicti portus, sines, plagæ, stationes que sunt, non sit licitum, nisi tempestate, vel alia necessitate ad evitanda maris pericula cogantur.

### XXIV.

QUORUM bona belli conficata fuerint, ii vel eorum hæredes, actionem ve habentes iis fruantur bonis, & possessionem eorum adeant, nec opus habeant recurrere ad justitiam: bona restituta aut adhuc restituenda proprietariis liberum sit vendere, absque ulla particularis consensus impetratione.

# X X V.

Quod etiam locum habeat ad A iij 102 ABREGÉ DES PRINC.

commodum heredem defuncti Domini Principis Guilielmi Auriaci (Orange.)

# XLIII.

QUANTUM ad bona ecclesiastica, collegia, aliosque pios locos in unitis provinciis sitæ quæ erunt membra, ecclesiarum, benesiciorum & collegiorum prædicto Domino Regisubjectorum, quidquid antè conclusionem præsentis tractatûs non suerit venditum iis reddatur; sed quoad ea quæ ante tempus illum vendita suerint, reditus pretii annuus iis solvatur ad rationem denarii de sedecim unius à Provincia quæ ca vendiderit; ita assignatur ut securi sint: similiter siat observetur que à parte præmemorati Domini Regis.

### XLIX.

PREDICTUS Dominus Rex cedat omnibus prætenfionibus de urbé Gravia, terrâ Cuykiâ vel ab iis dependentibus, antiquo etiam Baronatu Brabantiæ, antehac Domino

# TRAITÉS, &c. 103

Principi defuncta oppignorato, cujus pignoris redemptio cessa in commodum defuncti Domini Principis Mauritii suit in Decembri anno 1611 à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii, virtute cujus cessionis præsens Dominus, Princeps ejusque hæredes plena proprietate prædictæ urbis hactenus, cum appartinentiis & dependentibus fruantur.

#### I.. .

CEDAT item Dominus Rex Hifpaniæ, juribus de urbe, comitatu & dominio, Lingæ, item de urbe, & dominiis, Bevergeerdæ & Clopenbergi, ut in perpetuum maneant penes prædictum Dominum Principem Auriacum ejufque hæredes.

### LII.

Superior Tractus Gueldriæ permittetur aliquo equivalente; & si de eo mutuo non possit conveniri, remitta ur ad Camæram dispartitam, ut intra sex à rato habito tractatu menses decidatur.

# 104 ABREGE DES PRINC.

### LIII.

PRÆDICTUS Dominus Rex obliget se ad procurandam confirmationem neutralitatis, nomine suæ Cæsareæ Majestatis & Imperii, cum prædictis Dominis Ordinibus.

### LIV.

MOBILIA confiscata, fructus que elapsi ante conclusionem præsentis Tractatûs, restitutioni subjecta non sunt.

# L V I.

TEMPUS quod cucurrit durante bello, ab anno 1567, usque ad initium duo decennalium induciarum, ut & quod cucurrit post sinitas dictas inducias, usque ad conclusionem hujus tractatus, ne computetur in cujus quam detrimentum.

### LVIII.

Nova fortalitia in Belgio nec ab una, nec ab altera parte exTRAITES, &c. 105 truantur; nec novi canales, aut fossæ, per quas alter alterum arcere aut sistere queat, fodiantur.

### L X I.

OMNES exhæredationes & dispositiones in odium belli sastæ pro non sastis habeantur.

### LXII.

SUBDITI & incolæ terrarum dictorum Dominorum Regis & Ordinum, funto capaces ad fuccedendum alter utri, tam ex testamento, quam ab intestato.

# LXVII.

LIMITES in Flandriâ & alibi difponantur.

### LXIX.

Omnia registra, tabulæ publicæ & causæ processum aliquot Unitarum Provinciarum, ditionum associatarum, aut privatas incolas earum

E v

# 106 ABREGÉ DES PRINC.

concernentia, quæque, in locis dicto Domino Regi subjectis extant, tradantur iis qui à parte dictarum Provinciarum respective erunt deputati ad ea exigenda, similiter à parte dictorum Dominorum Ordinum stat in usum provinciarum, urbium & privatorum dicto Domino Regi subjectorum.

### LXXII.

-In hoc Tractatu Pacis, ii qui ante ratificationem extraditionem, vel post eam intra tres menses ab una vel altera parte nominabuntur, includantur à Dominis Ordinibus, nominantur Princeps Landgravius Hasso Casselensis, Comes Oostsrisse, Civitates Hanseatice & specialiter, Lubena, Brema & Hamburgum.



# TRAITÉ

DE Marine, conclu à la Haye le 17 Octobre 1650, entre Philippe IV, Roi d'Espagne, & les Provinces-Unies.

## ARTICLE I.

Lès Habitans dès Provinces-Unies pourront naviger & trafiquer dans tous lès Pays qui font en paix ou neutralité avec l'Etat dès Provinces-Unies.

### II.

Et ne pourront être troublés dans cètte libèrté, à l'occasion dès hostilités qui se rencontrent entre ledit Seigneur Roi & lès susdits Pays, qui seront en amitié ou neutralité avec lès dits Seigneurs Etats dès Provinces-Unies.

V.

Aux Pays étant en amitié ou E vi

# 108 ABREGÉ DES PRINC.

neutralité avec lèsdites Provinces-Unies, bien qu'elles se trouvent en guèrre avec ledit Seigneur Roi, n'y pourront être portées marchandises de contrebande.

## VI.

MARCHANDISES de contrebande seront toutes armes à seu & assortiment d'icelles; est encore prohibé le transport dès gens de guèrre, de chevaux, de harnachemens, baudriers & assortimens façonnés à l'ufage de la guerre.

### VII.

Sous ledit nom de marchandises défendues ne seront compris le froment-bled, sel, vin, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture, sauf aux Piaces affiégées ou investies.

### VIII.

LES navires, avec les marchandifes dès Habitans désdites Provinces, Unies, étant entrés en quèlque hâvre dudit Seigneur Roi, & voulant delà passer à ceux dèsdits ennemis seront obligés de produire aux Officiers du hâvre d'Espagne leurs passe-ports, contenant la spécification de la charge de leurs navires, avec déclaration du lieu où ils seront destinés.

### IX.

S'ILS font rencontrés en pleine mer par lès navires dudit Seigneur Roi, lèsdits navires, demeurant éloignés de la portée du canon, pourront envoyer lès chaloupes à bord du navire dès Habitans dès Provinces-Unies, & faire entrer en icelui deux ou trois hommes auxquèls seront montrés lès passe-ports.

### XII.

Au cas que, dans lèsdits vaisseaux dès Sujèts dès Provinces-Unies, se trouvent quèlques marchandises de contrebande, èlles seront déchargées confisquées pardevant lès Juges compétens, sans que pour cela le

navire ou autres biens retrouvés au même navire puissent être confiqués.

XIII.

Tout ce qui se trouvera chargé par lèsdits Habitans dès Provinces-Unies en un navire dès ennemis dudit Seigneur Roi sera confisqué.

# XIV.

MAIS sera libre tout ce qui sera dans lès navires appartenans aux Sujèts dèsdits Seigneurs Etats, encore que la charge sût aux ennemis dudit Seigneur Roi, saus lès marchandises de contrebande.

### X V.

La réciprocité sera en tout, de part & d'autre, au cas que ledit Seigneur Roi eût amitié & neutralité avec aucuns Etats qui vinssent à être ennemis dèsdites Provinces-Unies.

# TRAITÉ DE PAIX

ENTRE lès Cantons Suisses Catholiques & Protèstans; fait à Bades le 7 Mars 1636.

Notum sit, postquam inter Civitates Tigurum, ac Bernam ex una, quinque item Cantones Helvetiæ, Lucernam, Uraniam, Suitiam, Sylvaniam superiorem & inferiorem ex altera parte, dissidium est exortum, quod tandem in apertum bellum erupit, singulari cura Civitatum Bassileæ, Friburgi, Solodusi, ac Scaphuriæ, Legati distum dissidium hunc modum composuerint.

Principio statutum, ut dehinc in socialista del propositione del propositi

# 112 ABREGE DES PRINC.

primis concernentibus quibus hactenus odia oborta funt, omnibus cujus cumque statûs & conditionis sint, severè interdictum sit.

### II.

UTRIQUE parti liberum sit, sumprus bellicos petere, ac opera arbitrorum uti.

### III.

UTRAQUE pars exercitus suas dimmittas; munitiones exorto bello extractæ demoliantur; turgoia, ejufque regimen pristino statui reddatur.

# IV.

DEHING omnes Helvetiæ Cantones & quilibet, sigillatim in propriis territoriis, suam religionem, superioritatemque fartam retineat; in Provinciis autem communibus cuilibet liberum religionis suæ exercitium sine ullo impedimento permaneat.

# TRAITES, &c. 113

### V.

HUJUSVE, illiusve Cantonis cives, ac subditi, si emigrare, & in alterius Cantonis diversam religionem profitentis ditione sedem sigere cupiant, uterque Canto suam consuetudinem retineat.

Asim Badæ-Aergogæ $\frac{29}{7}$  Febri anni 1656.



# SUMMARIA

# PRÆCIPUORUM ARTICULORUM

CONVENTIONIS inter Joannem Cazimirum Regem & Rempublicam Poloniæ ab uná, & Fredericum Vichelmum Electorem Brandsburgicum ab alterá parte; die 19 Septembris anni 1637, Velaviæ Borussorum initæ.

### ARTICULUS V.

DUCATUM Prussia iis sinibus circumscriptum quibus Serenissimus Elector olim jure seudi ante hoc bellum exortum possidebat; ipse deinceps & descendentes ejus dem masculi ex thoro ejus legitime procreati, indeque descendentes omnes, donec quisquam supersit descendentibus masculis, sua Serenitas Electoralis, jure supremi dominii, cum summa, atque absoluta potestate

TRAITÉS, &c. 115

fibi habebunt, possidebunt, regentque, absque omnibus ante hac præstitis oneribus.

### V I.

QUAMQUAM vero Serenissimus Elector, ejusque descendentes omnes masculi omni pronus vastalagii nexii quo hactenus Regi & Reipublicæ Poloniæ obstrictia fuerunt, iifque omnibus quæ inde dependent liberentur : non tamen perpetua feudi alienatio inde sequetur, sed, deficientibus maícolis ex præmemoratâ linea Electorali descendentibus, Serenissimis Regibus & Reipublicæ Poloniæ jus fuum integrum, in præfatum Ducatum-à Republica Poloniæ non avelletur, que tamen refervatio interim, ante casum existentem, jure supremi domini Serenitatis fure Electoralis, ejusque descendentium nullo modo præjudiciabit: promittit etiam sua Regia majestas, tam pro se quam pro successoribus suis, fe in casu non existentium descendentium specialem habituros rationem agnatorum Serenitatis suæ Elec-

### 116 ABREGÉ DES PRINC.

toralis, nimirum Domus Culmbacensis & Onolsbacensis & officia collaturos apud regni comitia, ut casu caducitatis existente, etiam illi aliis præserantur & ad successionem præsati Ducatûs admittantur, sub iisdem seudi conditionibus & obligationibus, quibus ante hac Serenissimus Elector, ejusque antecessores illum vigore investituræ possederunt, &c.



# SUMMARIA

TRACTATUS Pacis inter Regiam Majestatem Suecia, & Regiam Majestatem Dania, die 26 Februarii, anno 1638, initi Roschilda.

Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Ludovicus XIV Galliarum ac Navarræ Rex Christianissimus, Serenissimus Dominus Protector Angliæ, Scotiæ & Hyberniæ, mediatores, industriam tamdiu Impenderunt, donec in certa quædam puncta consensum suerit, quæ nunc Roschildæ in solemniorem quamdam formam redacta sic se habent.

I.

Sir inter utrumque Regem & eorum successores, regna, subditos & incolas Sueciæ & Daniæ, ac Norvegiæ perpetua Pax.

### II.

TOLLANTUR omnes Confederationes cum aliis Regibus, Statibus, ac rebus publicis, in alter utrius partis detrimentum fancitæ; ficut etiam in posterum una pars contra aliam nulla sædera seriat, nec alter utrius hostibus auxilium mittat.

## III.

PROMISIMUS nos numquam concessuros ut peregrina quædam classis inimica per fretum Ore-sundinum, aut Balthicum, in mare Balthicum transeat.

# IV.

OMNES naves S. R. M. Sueciæ ejusque subditorum, cum mercibus cujus cumcue generis, non tolum in Oresunda & freto Baltico, ab onniomnibus vestigalibus, visitationibus, ac oneribus immunes, sed & nulla tenus obstrica esse debcant, ut secum habent certificationes quassam

de mercibus impofitis, si tantummodo, in R. M. Daniæ telonio Helfingoræ & Neoburgi legitimas fuas falvi passus nautici litteras exhibeant : verum cum bonis istis, atque mercibus, quosquidam ad S. R. M. ejusdemque successorum subditos pertinent, sed peregrinis navibus imposita sunt juxta tenorem pactorum Bromfebroencium obfervetur; in eum quidem sensum, ut si tandummodò legitimas suas certificationes oftenderint, tum fine impedimento, aut vectigalium exactione, per orefundum, ac tretum Balthicum, ultrò citroque libere transire possint, ac bona suedica peregrinis navibus imposita quæ legitimas certificationes suas ostendere nequeunt, vectigali in freto Orefundico, ac Balthico obnoxia fint.

### V.

S. R. M. Daniæ confensit pro se, suis successoribus Daniæ & Norvegiæ Regibus, ac Regnis, ut S. R. M. ejusdem successoribus, Sueciæ Regibus, ac Regnis ut S. R. M. ce-

# 120 ABREGE DES PRINC.

dantur Provinciæ Halland Scannia, Blekingia, Boruholmia, unà cum omnibus ad dictas provincias pertinentibus urbibus, arcibus, infulis, Regalibus vectigalibus, reditibus, ac juribus.

### VI.

SIMILITER ceditur S. R. Majestati, ac Regno Sueciæ, à Regia Majestate Daniæ Arx & Præsectura Bahus, ut & Domûs & Præsectura Truntheimensis, una cum omnibus urbibus, oppidis, arcibus & appartinentiis.

### VII.

CEDITUR itidem, S. R. M. ejufdemque successoribus ac Regno Sueciæ à S. R. M.° omnis illa jurisdictio tam ecclesiastica, quam sæcularis, in quantum eamdem, habuit super bona quædam in principatu Rugiæ sita.

### XI.

S. R. M. Sueciæ, omnes istæ Provinciæ, & loca quæ durante bello occupata sunt restituantur.

XII.

### XII.

CONTRA S. R. M. ejusque succesfores, ac Regna Sueciæ cedunt S. R. Majestati, Regnoque Daniæ, omnia fortalitia, insulas, provincias, urbes, atque territoria quæ in hoc bello occupavit, quomodocumque nominari postunt, & in hac transactione per expressum excepta non sunt.

### XXIII.

EODEM modo cedit S. R. M. pro fe suisque successoribus ac Regnis Sueciæ, omnia sua jura & prætensiones, quas S. R. M. ratione Ducatûs Bremencis habet, aut habere potest in comitatum Delmenhoul, & Dilhmaniam, transfertque illa, sua jura, in S. R. Majestatem Daniæ, ejusque successores, & Duces è Domo Holiatica Regiæ & Gottorpiensis Lineæ: quodsi etiam S. R. Majestas Sueciæ, ratione dicti Ducatûs Bremencis, prætentionem quandam obtineret in bona quædam nobilium in Holsatia, eadem simul

vigore hujus tractatûs Regi Daniæ cedit.

## XXI.

Priores transactiones & parta; videlicet Stelinensia, Siocredensia & Bromsebroensia quæ inter inclita Hæve Regna, olim inita sunt, valorem obtinebunt, nisi in quantum hic expresse immutato sunt.

### XXII.

S. R. Majestas Daniæ tenebitur secundum æquitatem satisfacere Serenissimo Principi Friderico, Sterivici, Holsatiæ, Gottorpiensi Duci, quæ deve utriusque partis, tam R. M. Daniæ quam sua celsitudinis Commissarii trastabunt.

## X X V.

QUICUMQUE Reges save Respublicæ potestates & Principes Pace hâc comprehendi cupiunt, apud utrosque Reges id requirere debebunt.

## XXVII.

Hocce Pacta ab utriusque Regni Regibus, Carolo Gustavo Rege Sueciæ & Friderico III, Rege Daniæ, manuum subsciptione & sigilrum impressione confirmabuntur.

## XXVIII.

CONCLUSUM quod ab utraque parte unus Regni Senator cum Secretario circa fecundam diem Aprilis,

Helfingoræ convenient, & hujus tractatus ratificationem utriusque partis subscripsione, & sigillorum impressione roboratam modo prædicto secum afferent, invicemque permutabunt.



# SOMMAIRE

DU TRAITÉ DE PAIX,

Entre les Couronnes de France et d'Espagne,

CONCLU par Monfeigneur le Cardinal Mazarin & le Seigneur Dom Louis Mendes de Haro, Plénipotentiaires de Leurs Majèstés Très-Chrésiènne & Catholique, en l'Isle dite des Faisans, en la rivière de Bidassoa, aux confins dès Pyrénées, le 7 Novembre 1659.

### ARTICLE III.

Pour éviter que lès différends qui pourroient naître à l'avenir entre aucuns Princes ou Potentats alliés dèsdits Seigneurs Rois ne puissent altérer la bonne intèlligence de Leurs Majestés, il a été convenu qu'arrivant ci après qu'elque différend entre leurs Alliés; qui peut lès porter à

TRAITÉS, &c. 125 une rupture ouverte entr'eux, aucun desdits Seigneurs Rois n'attaquera l'Allie de l'autre, fans que, avant toutes choses, ledit Seigneur Roi, n'ait Traité en la Cour de l'autre sur le sujèt dudit différend jusqu'à ce que, par le jugement des deux Rois, si leurs Alliés s'en veulent remeure à leur décision ou par lour entremise, ils aient pu accorder ledit différend à l'amiable; après quoi si l'autorité des deux Rois & leur entremife n'ont pu produire l'accommodement, chacun dèsdits Seigneurs Rois pourra assifter son Allié de ses forces; sans que, pour raison de ce, l'on viènne à aucune rupture entre Leurs Majestés; comme pareillement toutefois que quèlque Prince ou Etat allié de l'un désdits Seigneurs Rois se trouvera attaqué par lès forces de l'autre Roi en ce qu'il possédera lors de la signature du présent Traité, ou en ce qu'il devra posséder en exécution de celui-ci, il sera loisible à l'autre Roi d'assister le Prince ou l'Etat attaqué; & en cas qu'il arrivât que l'un dès

deux Seigneurs Rois fût le premier Fijj

# 126 ABREGE DES PRINC.

attaqué en ce qu'il possède présentement, ou doit posséder en vertu du présent Traité, par quèlque autre Prince ou Etat que ce soit, l'autre Roi ne pourra joindre sès sorces audit Prince ou Etat agrèsseur, quoique d'ailleurs il sût son Allié.

# VI.

Les Villes & Sujèts dès Etats appartenans au Roi Très-Chrétien jouiront dès mêmes priviléges dans le Royaume d'Espagne & autres Etats appartenans auRoi Catholique dont lès Anglois ont eu droit de jouir par lès dèrniers Traités saits entre lès deux Couronnes d'Espagne & d'Angletèrre. Le même traitement sera fait dans toute l'étenduë de l'obéissance dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, à touts lès Sujèts dudit Seigneur Roi Catholique.

# XXIV.

Pour mieux assurer le commerce entre lès Sujèts dèsdits Seigneur Rois, il a été convenu, qu'arrivant

# TRAITÉS, &c. 127

ci-après quèlque rupture entre lès deux Couronnes, il fera toujours donné fix mois de temps aux Sujèts de part & d'autre, pour retirer & transporter leurs effèts & personnes où bon leur semblera.

### XXVI.

LESDITS Seigneurs Rois pourront établir, pour la commodité de leurs Sujèts trafiquans dans lès Etats de l'un & de l'autre, dès Confuls de la nation de leursdits Sujèts, lèsquèls jouiront dès droits qui leur appartiènnent par leur emploi; l'établissement en sera fait au lieu où, de commun consentement il sera jugé nécessaire.

### XXVII.

It ne pourra ci-après être donné dès Lèttre de marque & de repréfailles par l'un dèsdits Seigneurs Rois au préjudice dès Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de maniseste, déni de justice, duquèl & dès sommations qui en 128 ABREGÉ DES PRINC. auroient éte faites, ceux qui pourfuivront lésdites Lèttres seront obligés de faire apparoir.

# XXVIII.

Tous lès Sujèts d'un côté & d'autre, tant Eccléfiastiques que Séculiers, seront établis en leurs biens, honneurs & dignités, en la jouissance dès bénésices dont ils étoient pourvus avant la guèrre; sans pouvoir toutefois rien demander des fruits perçus, dès le saissfemens dèsdits biens immeubles, rentes & bénésices, jusqu'au jour de la publication du présent Traité.

# XXXIII.

AFIN que cètte paix soit d'autant plus serme, lésdits deux principaux Ministres, Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du pouvoir, ont arrêté le mariage du Roi Très Chrétien avec la Sérénissime Infante Dame Marie-Thérèse, fille aînée du Roi Catholique, & ce même jour, date dès présentes, ont

TRAITÉS, &c. 129 fait un Traité particulier, lequèl &

fait un Traité particulier, lequèl & capitulation de mariage sont de même force que le présent Traité de paix, comme en étant la partie principale.

XXXV.

LE Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera faisi de tous Bailliages & Châtellenies du Comté d'Artois, à la résèrve d'Aire & de Saint-Omer.

# XXXVI.

DANS le Comté de Flandre, dès Places de Gravelines, dès Forts Philippe, l'Ecluse, Hammeim, Bourgbourg & sa Châtellenie, & de Saint-Venant & leurs appartenances.

### XXXVII.

Danlla Comté de Hainault, dès Places de Landrecy & du Quesnoy, & de leurs appartenances.

## XXXVIII,

Dans le Duché de Luxembourg F y 130 ABREGÉ DES PRINC.

de Thionville, Montmédy & Damvilliers & leurs appartenances, de la Prévôté d'Ivoye, de Chavanney & de Marville.

## XXXIX.

SA Majèsté Très-Chrétiènne, rendant à Sa Majèsté Catholique lès Places de Bassée, de Berg-Saint-Vinox & sa Châtèllenie, & Fort Royal, avec leurs appartenances, Sa Majèsté Catholique sera mèttre entre lès mains de Sa Majèsté Très-Chrétiènne lès Places de Mariembourg & de Philippeville & leurs appartenances.

# XL.

S a Majèsté Catholique s'oblige de remèttre entre lès mains de Sa Majèsté Très-Chrètiènne la Ville d'Avennes avec sès appartenances; & d'autant que l'on a su que dans ladite Place la Jurisdiction, lès rentes & autres profits appartiènnent au Prince de Chimay, il a été déclaré que tout ce que lès fortifications de ladite Place ensèrrent demeurera TRAITÉS, &c. 131

à Sa Majèsté Très-Chrétiènne, lui étant seulement résèrvé, tout ce qui lui a appartenu hors de la Ville, dans lès Villages, plats Pays & bois, dèsdites dépendances d'Avennes, bien entendu aussi que la Souveraineté en appartiendra à Sa Majèsté Très-Chrétiènne, ledit Seigneur Roi Catholique s'étant chargé de dédommager ledit Prince de Chimay.

#### X L L

LESDITES Places demeureront audit Seigneur Roi Très-Chrétien & à fes succèsseurs irrévocablement & avec lès mêmes droits de souveraineté, propriété, droits de régale, patronage, gardienneté, jurisdiction, nomination & prérogatives qui ont ci-devant appartenu audit Seigneur Roi Catholique.

## X L I I.

COMME lès monts Pyrénées qui avoient anciènnement divisé lès Gaules dès Espagnes, seront aussi dorénavant la division dès deux Royaumes, il a été convenu que

E vi

132 ABREGÉ DES PRINC.

le Seigneur Roi Très-Chrétien demeurera en la possèssion de toute la Comté & Viguerie de Rouffillon, & de la Comté & Vigueries de Conflans; & demeureront au Seigneur Roi Catholique la Comté & Viguerie de Cèrdana, & tout le Principal de Catalogne; bien entendu que s'il se trouve quèlques lieux de la Comté & Viguerie de Conflans feulement, & non de Roussillon, qui soient dans lès monts Fyrénées du côté d'Espagne, ils demeureront aussi à Sa Majesté Catholique, comme pareillement, s'il se trouve quèlque lieux de la Comté & Viguerie de Cèrdana seulement & non de Catalogne, qui soient dans lèsdits monts Pyrénées, du côté de France, ils demeureront à Sa Majesté Très-Chrétiènne; pour convenir de ladite division seront députés dès Commisfaires de part & d'autre.

#### XLIII.

Toute la Comté & Viguerie de Roussillon, Comté & Viguerie de Conslans, à la réserve dès lieux

qui fe trouveront être dans les monts Pyrénées, du côté d'Efpagne; comme aussi la partie de la Comté de Cerdana qui se trouvera être dans les monts Pyrénnées du côté de France, appartenances & annèxes, avec tous lès hommes, Vassaux, Sujèts, Bourgs, Villages, Hameaux, Forêts, Rivièrres, Plats-Pays, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront à toujours incorporés à la Couronne de France, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Très - Chrétien, ses hoirs & succèsseurs & ayant causes, avec lès mêmes Droits de Souveraineté, Propriété, Droit de Régale, Patronage, Jurifdiction, No. mination, Prérogatives, & Prééminences sur lès Evêchés, Eglises Cathédrales, & autres Abbayes, Prieuries, Dignités, Cures, ou autre quèlconque Bénéfice, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne, puisse être à l'avenir troublée ni inquiètée par quèlconque voie que ce soit, de droit ou de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses succès-

134 ABREGÉ DES PRINC. feurs, ou par qui que ce soit, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Constitutions, & Conventions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par serment, en éxcluant à perpetuité toutes éxcèptions, nommément cèlles que l'on voulût ou pût prétendre à l'avenir, que la féparation de ladite Comté de Roussillon, Vigueurie de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana en la manière fusdite sût contre lès constitutions du principal de Catalogne; & que par tant, ladite séparation n'a pu être résolue sans le consentement éxprès de tous lès Peuples assemblés en Etats généraux; déclare ledit Seigneur Roi Catholique que lèsdits hommes, Vassaux, Sujèts de ladite Comté de Roussillon, Vigueurie de Conflans, & partie de la Comté de Cerdana soient quittes dès soi, hommages, sèrvices, & sèrments de fidélité, qu'ils pourroient, tous & chacun d'eux, lui avoir dû,

& à sès prédécèsseurs Rois Catho-

liques.

## XLIV.

LEDIT Seigneur Roi Catholique rentrera dans la possèssion du Comté de Charolois, pour en jouir lui & sès succèsseurs, & le tenir sous la souveraineté du Roi Très-Chrétien, comme il le tenoit avant la présente guèrre.

#### X L V.

LEDIT Seigneur Roi Très-Chrétien, rèstituera audit Seigneur Roi Catholique dans lès Pays - Bas, Ypres, Oudernade, Dixmande, Furnes, avec lès Postes fortisses, de la Fintelle, & de la Quénogue, Merville-sur-Lys, Menin & Commines; comme aussi Sa Majèsté Très-Chrétiènne, remèttra entre lès mains de Sa Majèsté Catholique, lès Places de Berg-saint-Vinox, & son Fort-Royal, & cèlles de la Bassée, en échange de cèlles de Marienbour & de Philipeville, comme il a été dit ci-dessus, à l'article xxxix.

# 136 ABREGÉ DES PRINC.

## XLVI.

LEDIT Seigneur Roi Très-Chrétien rèstituera en Italie audit Seigneur Roi Catholique, lès Places de Valence sur-le-Pô, & de Mortane, leurs Appartenances & Annèxes.

#### XLVII.

Dans la Comté de Bourgogne, ledit Seigneur Roi Très - Chrétien rèstituera audit Seigneur Roi Catholique lès Places, & Forts de Saint - Amour, Bleterans & Joux, & leurs Appartenances, & tous lès autres Postes fortissés, ou qui ne le soient pas, que lès armes de Sa Majèsté Très-Crétiènne avoient occupé dans ledit Comté de Bourgogne, sans y rien résèrver.

## XLVIII.

Du côté d'Espagne, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, rèssituera audit Seigneur Roi Catholique lès Places & Fort de Rozes, Fort de TRAITÉS, &c. 137

la Trinité, cap de Zuer, le feau d'Urgel Toxen, le château de la Chasside, la ville & place de Baga, la Ville & Place de Ripsol, & la Comté de Cerdana, dans lequèl sont Belves, Puicerda, Casal, & le château de Cerdana, en l'état qu'ils se trouveront à présent, avec toutes lès appartenances & annèxes.

## XLIX

LEDIT Seigneur Roi Catholique rèstituera audit Seigneur Roi Très-Chrétien, les Villes & Flaces de Rocroy, le Castellet & Linchamp, avec leurs appartenances & aunèxes.

L.

L A restitution respective désdites Places se sera de bonne soi, sans y rien démolir.

#### LIII.

SADITE Majèsté Catholique, ni ses succèsseurs Rois, en aucun temps, ne pourront faire aucunes sortifications nouvelles, entre Aves-

138 ABREGÉ DES PRINC. nes, Philipeville & Marienbourg, par le moyen défquèlles fortifications léfdites Places vinssent à être coupées d'avec la France, ou leur communication entre èlles embarassée.

# LIV.

Tous lès Papiers, Lèttres & Documents concèrnants lès Pays, qui doivent demeurer audit Seigneur Roi Très-Chrétien feront délivrés dans trois mois.

## L V.

Tous lès Catalans & autres Habitans de ladite Province, pourront rentrer en la possibilition de tous leurs biens, honneurs, privilèges, droits & libèrtés, fans pouvoir être rechèrchés pour raison de tout ce qui s'est passé depuis la naissance de la présente guèrre; & à ces sins, Sa Majèsté Catholique fera publier, ses Déclarations d'abolition & de pardon.

#### LVI.

Lès succèssions testamentaires,

TRAITÉS, &c. 139 ou autres, quèlques Donations en-

tre-viss, ou autres dès Habitans de Catalogne, & du Comté de Roussillon réciproquement lès uns aux autres, leur demeureront permises.

## LVII.

Lès Prélats, & autres pourvûs pendant la guèrre de Bénéfices Ecclésiastiques demeurant dans lès tèrres de l'une dès parties, jouiront dès fruits dèsdits Bénéfices qui se trouveront être dans l'étendue dès Tèrres de l'autre partie.

## LX.

SA Majesté Très - Chrétienne, fouhaitant de voir le Royaume de Portugal jouir du même repos, qu'acquerront tant d'autres Etats Chrétiens par le présent Traité, auroit proposé à cètte sin bon nombre de partis qu'elle jugeoit pouvoir être de la fatisfaction de Sa Majèsté Catholique, ce que Sa Majesté Catholique n'ayant pas voulu accèpter, auroit seulement offert 140 ABREGĖ DES PRINC.

qu'èlle consentiroit à remèttre lès choses dudit Royaume de Portugal au même Etat; qu'èlles étoient avant le changement qui y arriva au mois de Décembre 1640.

Il a été finalement convenu qu'il fera accordé à Sa Majesté Très-Chrétiènne trois mois, pendant lèsquels èlle puisse envoyer audit Royaume de Portugal, pour tâcher d'y difposer lès choses ensorte que Sa Majesté Catholique en demeure satisfaite, après lèsquèls trois mois expirés, si lès soins de Sadite Majesté Très-Chrétiènne, n'ont pu produire l'effet qu'on se propose, Sadite Majesté s'oblige de ne donner audit Royaume de Portugal aucune aide publique ni fecrètte, dirèctement ou indirèctement, d'hommes, d'armes, munitions, vivres, vaisseaux, ni argent fous aucun prétèxte que ce soit; comme aussi de ne permèttre, qu'il se fasse dès levées en aucun endroit de son Royaume, & de sès Etats, ni d'accorder le passage à aucuns qui pourroient venir d'autres Etats au secours dudit Royaume de Portugal.

#### LXI.

S. Majèsté Catholique renonce, tant en son nom, que de ses hoirs, successeurs & ayans cause, à tous lès droits qu'èlle peut ou pourroit ci-après avoir sur la haute & basse Alsace, le Sundgau, le Comté de Fèrrètte, Brissac & sès dépendances, & fur tous lès Pays, Places & droits qui ont été délaissés & cédés à Sa Maiesté Très-Chrétiènne par le Traité fait à Munster le 24 Octobre 1648, Sa Majèsté Catholique approuvant pour l'effet de ladite rénonciation le contenu audit Traité de Munster, & non en aucune autre chose, pour n'y avoir intèrvenu audit Traité; moyennant laquèlle présente rénonciation Sa Majèsté Très-Chrétiènne offre de satisfaire au paiement de trois millions de livres, qu'èlle est obligé par ledit Traité de payer à MM. lès Archiducs d'Inspruck.

#### LXII.

M. le Duc Charles de Lorraine,

ayant témoigné grand déplaisir de la conduite qu'il a tenue a l'égard du Seigneur Roi Très-Chrétien, Sa Majesté Très-Chrétiènne, en considération dès puissans offices de Sa Majesté Catholique, sans s'arrêter aux droits qui pourroient lui être acquis par divers Traités faits par le feu Roi son père, avec ledit sieur Duc, après avoir fait préalablement démolir lès fortifications dès deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites, remèttra ledit fieur Duc Charles dans la posses-fession du Duché de Lorraine, & même dès Villes Places & Pays qu'il a autrefois possédés dépendans dès Trois Evêchés, de Mètz, Toul Vèrdun, à la réserve de Moyenvick, lequel, quoique enclave dans ledit Etat de Lorraine, appartenoit à l'Empire, & a été cédé à Sa Majè lé Très-Chrétiènne par le Traité de Munster.

#### LXIII.

En second lieu, à la résèrve de tout le Duché de Bar.

#### LXIV.

En troisième lieu, à la réserve du Comté de Clèrmont & dès Places, Prévôtés & Tèrres de Stenay, Dun & Jamès, avec lès tèrritoires qui en dépendent, lèsquèlles demeureront incorporés à la Couronne de France.

#### LXIX.

LEDIT fieur Duc Charles donnera acte en bonne forme à Sa Majesté Très-Chrétiènne, par lequèl il s'oblige, tant pour lui que pour tous fès succèsseurs Ducs de Lorraine, d'accorder en tout temps lès pafsages dans sès Etats, tant aux pèrsonnes qu'aux troupes que Sadite Majesté & ses successeurs Rois de France voudront envoyer en Alface ou à Brissac, Phylipsbourg, &c. & de faire fournir auxdites Troupes, dans lèsdits Etats, lès vivres, logemens & commodités nécessaires, en payant par lèsdites Troupes leurs dépenses aux prix courans du Pays.

## LXX.

LEDIT fieur Duc Charles mèttra

# 144 ABREGÉ DES PRINC.

entre lès mains de Sa Majésté Très-Chrètiènne un acte enbonne forme, par lequèl ledit fieur Duc s'oblige, pour lui & pour tous fès fuccèsseurs, de faire fournir par lès Fèrmiers & Administrateurs dès Salines de Rofière, Château-Salins, Dième & Marsal, la quantité de minots ou muids de sel qui sera nécessaire pour la fourniture de tous lès greniers qu'il fera besoin de remplir pour l'usage dès Sujèts de Sa Majêsté dans lès Trois Evêchés Mètz, Toul & Vèrdun, Duché de Bar & Comté de Clèrmont, Stenay, Jamèts & Dun; & cela au même prix pour chaque Minot que ledit sieur Duc Charles avoit accoutume de fournir aux Greniers de l'Evêché de Mètz au temps de paix, pendant la dèrnière année que ledit sieur Duc a été en possèssion de tout son Etat, fans qu'il puisse, ni sès succèsseurs, augmenter le prix dèsdits minots ou muids de fèl.

## LXXI.

ET d'autant que depuis que le feu Roi TRAITÉS, &c. 145

Roi Très-Chrétien a conquis la Lorraine par lès armes, grand nombre dès Sujèts de ce Duché ont sèrvi Leurs Majèstés, il a été convenu que ledit sieur Duc Charles ne leur en sauroit aucun mauvais gré.

## LXXII.

IL a été convenu en outre que ledit fieur Duc ne pourra apporter aucun changement aux provisions dès Bènéfices qui ont été donnés par lèsdits Seigneurs Rois.

#### LXXIII.

En outre a été arrêté que toutes procédures, Jugemens & Arrêts donnés par le Conseil, Juges & autres Officiers de Sa Majeste Très-Chrétiènne, durant le temps que lèsdits Etats ont été sous l'obéisfance dudit Seigneur Roi Très-Chétien & du feu Roi son père sortiront leur entier essèt, & ne pourront être lèsdits Jugemens & Arrêts révoqués en doute: bien sera loisible aux Parties de se pourvoir par révission de la cause.

# 146 ABREGÉDES PRINC.

## LXXV.

De plus est aussi accordé que tous autres dons, grâces, rémissions & aliénations faites par ledit Seigneur Roi Très Chrétien & le seu Roi son père, durant ledit temps dès choses qui leur sont échues, soit par consistation, autre pourtant que de guèrre, pour avoir suivi ledit sieur Duc, ou révèrsions de Fiès ou autrement, demeureront valables & ne se pourront révoquer.

## LXXVI.

COMME aussi ceux qui, pendant ledit temps, auroient été reçus à soi & hommage par lèsdits Seigneurs Rois, à cause d'aucuns Fièss & Seigneuries mouvantes dès lieux possédés par lèsdits Seigneurs Rois audit Pays, & d'iceux auroient payé lès droits seigneuriaux ou en auroient obtenu don, ne pourront être inquiétés pour raison dèsdits droits & devoirs.

## LXXVII.

En cas que ledit fieur Duc Charles

de Lorraine ne veuille pas accèpter ce dont lès deux Seigneurs Rois ont convenu, pour ce qui regarde sès intérêts, ou que l'ayant accèpté; il manquât à l'avenir à l'éxécution du présent Traité, Sa Majèsté Très-Chrétiènne, au premier cas, ne sera obligée à exécuter de sa part aucun dès articles dudit Traité; comme aussi, au second cas, Sadite Majesté s'est résèrvée tous lès droits qu'èlle avoit acquis sur ledit Etat de Lorraine par divers Traités faits entre le feu Roi son père & ledit sieur Duc, pour poursuivre lèsdits de manière qu'èlle verra bon être.

# LXXVIII.

SA Majèsté Catholique consent que Sa Majesté Très-Chrétiènne ne soit obligée au rétablissement ci-dessus dit audit sieur Duc Charles de Lorraine, qu'après que l'Empéreur aura approuvé par un acte authentique tous lès articles stipulés, à l'égard dudit Duc Charles de Lorraine; & s'oblige même Sa Majèsté Catholique de procurer auprès de

# 148 ABREGÉDES PRINC.

l'Empéreur la prompte éxpédition dudit acte; comme aussi, en cas qu'il se trouve que dès Etats, Pays, Villes, Tèrres ou Seigneuries qui demeurent à Sa Majèsté Très-Chrétiènne en propre par le présent Traité, il y en eût qui sussent de l'Empire, pour raison de quoi Sa Majèsté eût besoin & desirant d'en être invèstie, Sa Majèsté promèt de s'employer auprès de l'Empéreur pour faire accorder lèsdites invèstitures audit Seigneur Roi Très-Chrétien.

## LXXIX.

M. Le Prince de Condé, ayant fait dire à M. le Cardinal Mazarin, Plénipotentiaire du Roi Très-Chrétien son Souverain Seigneur, pour le faire savoir à Sa Majèsté, qu'il a une éxtrême douleur, d'avoir depuis quèlques années tenu une conduite qui a été désagréable à Sa Majèsté, & qu'aussi tôt qu'il en aura pu obtenir la pèrmission, il envèrra une pèrsonne éxprèsse audit Seigneur Roi, pour lui protèster la vérité de sès soumissions, & E

TRAITÉS, &c. 149

donner à Sa Majèsté tèl acte, ou écrit signé de lui, qu'il plaira à Sa Majèsté pour assurance, qu'il renonce à toutes ligues, traités & associations qu'il pourroit avoir faites par le passé avec sa Majèsté Catholique, & qu'il ne prendra, ni recevra à l'avenir aucun établissement, pension, ni biensaits, d'aucun Roi ou Potentat Etranger, & ensin pour tous lès intérêts qu'il peut avoir, il lès remèt entièrement au bon plaisir de Sa Majèsté, Sadite Majèsté a consenti que sès intérêts soient terminés, dans ce Traité.

## LXXX.

PREMIEREMENT, que ledit sieur Prince désarmera toutes sès Troupes, qui composent le Corps d'Armée qu'il a dans lès Pays-Bas.

## LXXXI.

En second lieu, que ledit sieur Prince envoyant une pèrsonne éxprèsse à Sa Majèsté, donnera un acte signé de lui, par lequèl il se

G 1]]

# 150 ABREGÉ DES: PRINC.

foumèttra à l'éxécution de cequi a été arrêté entre lès deux Seigneurs Rois, pour le regard de sa pèrsonne, & de sès intérêts, & pour lès personnes & intérêts de ceux qui l'ont suivi; & en conséquence déclarera, qu'il se départ & renonce, à toutes ligues & traités d'affociation qu'il a pu faire avec Sa Majesté Catho ique, ou quèlconques autres Rois, Potentats, ou Princes étrangers avec promèsse de ne prendre à l'avenir désdits Rois ou Potentats étrangers, aucunes pensions, ou bienfaits, qui l'obligent à avoir dépendance d'eux, ni aucun attachement à quèlque autre Roi, ou Potentat qu'à Sa Majesté son Souverain Seigneur.

## LXXXII

En troisième lieu, que ledit sieur Prince remettra entre lès mains de Sa Majèsté Très-Chrétiènne, lès Places de Rocroy, le Castelet, & Linchamp.

## LXXXIII.

MOYENNANT l'éxécution de ce

TRAITĖS, &c. 151

que dessus Sa Majesté Très - Chrétiènne recevra ledit Prince en sès bonnes grâces, lui pardonnera tout ce qu'il a entrepris contre son sèr-vice, trouvera bon qu'il reviènne en France, même où sera la Cour de Sa Majesté; ensuite de quoi, Sadite Majesté, remèttra ledit sieur Prince en la libre possession de tous sès biens, honneurs, dignités, privilèges de premier Prince du Sang, fans néanmoins que ledit fieur Prince puisse jamais rien prétendre pour le passé à la réstitution désdits biens, non plus que pour raison de ce qu'il pouvoit prétendre lui être dû par Sa Majesté avant sa sortie du Royaume, ni pour lès démolitions ou dommages faits par lès ordres de Sa Majèsté, ou autrement dans sès biens.

## LXXXIV.

MOYENNANT que le Seigneu Roi Catholique, au lieu de ce qu'il avoit intention de donner audit Prince pour dédommagement, tire la garnison Espagnole qui est dans

# 452 ABREGE DES PRINC.

la Ville, Place, & Citadèlle de Juliers, pour laisser ladite Place & Citadèlle à Monsieur le Duc de Neuhourg; comme aussi moyennant que Sadite Majèsté Catholique mettra entre lès mains de Sa Majèsté très-Chrétiènne, la Ville & Place d'Avennes, situés entre Sembre & Meuze, avec fès appartenances & dépendances, pour être unie & incorporée à jamais à la Couronne de France, Sadite Majèsté Très-Chrétiènne donnera audit sieur Prince le Gouvernement de la Province de Brèsse, & de Bourgogne, comme aussi lui donnera les Gouvernemens particuliers, du Château de Dijon, & de la Ville de Saint Jean de Laune, & à Monsieur le Duc Danguien son fils, la charge de grand Maître de France, & de la Maison.

## LXXXV.

SADITE Majèsté sera éxpédier sès Lèttres-Patentes d'abolition de tout ce que ledit sieur Prince, sès parens, Sèrviteurs & Domèstiques, TRAITÉS, &c. 153 foit Ecclésiastiques ou Séculiers, peuvent avoir entrepris contre son service.

## LXXXVI.

Après que ledit sieur Prince aura fatisfait de fa part au contenu dans les trois articles LXXX, LXXXI, LXXXII; tous Duchés, Comtés, Tèrres, Sèigneuries, & Domaines, même ceux de Clèrmont, Stenay & Dun, comme il les avoit avant sa sortie de France, & celui de Jamets, aussi en cas qu'il ait eu, ensemble tous ses autres meubles & immeubles, lui seront restitués, & sera ledit sieur Prince, réintégré en la vraie possession des susdits Duchés, Comtés, Tèrres, Seigneu-ries, & Domaines, avec tels Droits autorités, & Justice, Chancèllerie, Cas Royaux, Greniers, présentations & collâtions de Bénéfices; nomination d'Office, grâces & prééminences, dont lui & ses prédécèsseurs ont joui : bien entendu, qu'il laissera Bellegarde, & Montrond, en l'état qu'ils se trouvent à présent. Toutes procédures, Ar-

G V

# 154 ABREGÉ DES PRINE.

rêts. même celui du Parlement de Paris, du 27 Mars 1654, Jugements, Sentences & autres Actes, qui déja auroient été faits contre ledit fieur Prince, tant en matière civile que criminèlle abolis.

## LXXXVII.

QUANT aux parents, amis, ferviteurs adhérans & Domèstiques dudit sieur Prince, soit Ecclésiastiques ou Séculiers, ils pourront en conféquence dès pardons & abolitions, ci-dessus marquées revenir en France, & seront rétablis comme lès autres Sujèts dès deux Seigneurs Rois, en la paisible possèssion, & jouissance de leurs biens, honneurs, & Dignités, à la résèrve dès Charges, Offices, & Gouvernements qu'ils possédoient avant leur sortie du Royaume, fans pouveir néanmoins prétendre aucune restitu-tion des jouissances du passé, comme pareillement feront rétablis en leurs Droits, noms, raisons, actions, sûccessions & héritages à eux sarvenus, ou aux enfans, &

TRAITÈS, &c. 155 veuves des défunts pendant leur absence du Royaume; comme aussi leurs meubles délaissés leurs seront rèstitués, s'ils se trouvent en nature.

## LXXXVIII.

SA Majèsté Catholique promèt de faire sortir de la Ville, Citadèlle ou Château de Juliers, la Garnison Espagnole, M. le Duc de Neubourg mettant entre les mains de Sa Majèsté Catholique, un écrit en bonne forme, signé de Sa Ma-jesté Catholique, par lequèl il s'o-blige de ne pouvoir vendre, aliéner, ni engager ladite Ville, Citadèlle, ou Château à aucuns, ni aucuns autres Princes, ni à pèrsonnes particulières, & qu'il n'y mettra, ni établira aucune Garnison, que de sès propres sorces, comme au ssi d'accorder à Sadite Majesté Catholique quand elle en aura besoin, le passage de ses troupes, soit par ladite Ville, soit par l'état de Juliers, Sa Majesté payant la dépense des passages désdites troupes.

## LXXXIX.

IL a été convenu que lès résère.
G vi

# 156 ABREGE DES PRINC.

vations contenues aux articles XXI & XXII du Traité de Vervins, auront leur plein & entier effèt; en conféquence d'icèlles, qu'audit Seigneur Roi Très Chrétien de France & de Navarre, fès Succèsseurs, & ayant causes, sont réservés nonobstant quèlque préscription, tous lès Droits qu'il prétend lui appartenir à cause dèsdits Royaumes, Pays & Seigneuries, auxquels n'a été par lui, ou par ses prédécèsseurs éxprèssement renoncé, pour en faire poursuite par voie amiable de Justice, & non par lès armes.

## X C.

SERONT aussi résèrvés audit Sergneur Roi d'Espagne, sès Succèsseurs & ayant cause, nonobstant quèlque prèscription dans tous lès Droits qu'il entend lui appartenir à cause dèsdits Royaumes, Pays & Seigneuries, auxquèls il n'auroit été par lui, ou par sès Prédécèsseurs Rois éxprèssement renoncé, pour aussi en faire poursuite par voie amiable de Justice, & non par lès armes.

....

#### XCI.

IL a été arrêté, qu'il y aura cèssation de toutes sortes d'hosfilités entre Sa Majèsté Catholique, & le fieur Duc de Savoye, leurs enfans & héritiers succèsseurs, états, & Seigneuries; rétablissement d'amitié, & bonne corrèspondance entre lès Sujèts de Sa Majèsté, & dudit sieur Duc, & seront lèsdits Sujèts rétablis dans la posséssion de tous les biens, droits, noms, raifons, pensions, actions, immunités qu'ils possèdoient dans les Etats l'un de l'autre, sans pouvoir néanmoins demander aucune restitution dès jouissances du passé.

#### XCII.

LEDIT Seigneur Roi Catholique rèstituera aussi audit sieur Duc de Savoie, la Ville, Place & Château de Verceil, ses appartenances & annèxes, aussi le lieu de Tencio, avec sès dépendances & annèxes.

## X C I V.

LES Traités faits à Quérasque en

158 ABREGÉ DES PRINC.

1601, sur lès différends dès maisons de Savoie, & de Mantoiie, seront éxécutés.

## X C V.

Comme le différend qui reste entre lèsdits sieurs Ducs de Savoie, & de Mantoiie, sur la dot de la seile Princèsse Marguerite de Savoie, Ayeule dudit sieur Duc de Mantoiie n'a pu être accommodé, il a été arrêté que lèsdits sieurs Ducs seront assembler leurs Commissaires en Italie dans trente jours après la signature de ce Traité; assi qu'avec l'intervention dès deux Seigneurs Rois, ils travaillent à l'ajustement de cètte assaire.

## X C V I.

Monsieur le Duc de Modène vivra en bonne neutralité avec lès deux Couronnes de France & d'Espagne; & sès sujèts pourront avoir dans lès Etats de France & d'Espagne un Commèrce libre.

## XCVII.

SA Majèsté Catholique promèt

TRAITÉS, &c. 159 de faire dès Offices très-prèssants auprès de l'Empéreur à ce qu'il ait agréable d'accorder audit sieur Duc l'invessiture de Corrègio, comme l'avoient lès Princes dudit Corrègio.

## X CIX.

Lès deux Seigneurs Rois intèrposeront leurs Offices auprès de Notre Saint Père le Pape, jusqu'à ce qu'ils aient pû obtenir de Sa Sainteté qu'èlle ait pour agréable de faire tèrminer, par accord ou par Justice, le différend que ledit sieur Duc de Modène a avec la Chambre Apostolique touchant la propriété dès Vallées de Cornachio.

C.

Lèsdits Seigneurs Rois intèrpoferont leurs Offices auprès de Notre Saint Père le Pape, en faveur de M. le Duc de Parme, à cequ'il ait la faculté d'acquitter en divèrs intèrvalles de temps convenables, la dètte qu'il a contractée envèrs la Chambre Apostolique, &

160 ABREGÉ DES PRINC.

que par ce moyen; & avec l'engagement, ou l'aliénation dès parties de fès Etats, de Castro & de Ronciglione, il puisse trouver l'argent qui lui est nécèssaire pour se consèrver la posséssion du rèste dèsdits Etats.

CI.

LEURS Majèstés ont convenu d'envoyer leurs Ambassadeurs, pour ménager par leur entremise un bon accomodement tant de tous lès disférends qui peuvent troubler le repos de l'Empire, que de ceux qui depuis quèlques années ont causé la guèrre dans lès autres parties du Nord.

#### CII.

Et d'autant que l'on apprend, que nonobstant l'accomodement qui fut fait il y a quèlques années dès divisions survenues alors entre lès Cantons dès ligues de Suisse, Catholiques & Protestans, il reste encore sous la cendre dès étincèlles de ce seu qui pourroient causer de

nouveaux troubles entre cès Peuples Alliés avec lès deux Couronnes, lès deux Seigneurs Rois ont jugé nécèssaire de s'appliquer à y procurer la concorde, & à faire que toutes choses y retournent à la paix, & à la fratèrnité avec laquèlle lèsdits Cantons avoient accoutumé de vivre par le passé.

#### CIII.

Lès différends survenus au Pays dès Grisons sur le fait de la Valteline, ayant divèrses sois obligé lès deux Rois, & plusieurs autres Princes de prendre lès armes, il sera convenu amiablement entre lès deux Couronnes de tous lès intérêts qu'èlles peuvent avoir en cètte affaire.

## CIV.

MONSIEUR le Prince de Monaco fera remis en la paisible possèssion de tous lès biens, Droits & revenus qui lui appartiènnent, & dont il jouissoit avant la guèrre dans le Royaume de Naples, Duché de

## 162 ABREGĖDES PRINC.

de Milan, & autres de l'obéissance de Sa Majèssè Catholique, avec libérté de lès aliéner, sans qu'il puisse être troublé en la jouissance d'iceux, pour s'être mis sous la protèction de la Couronne de France.

# CVIII.

Le Traité fait à Vervins, l'an 1598, èst de nouveau confirmé en tout ce à quoi il n'est point dérogé par ce présent Traité

# C X.

Lès Commissaires travailleront à régler lès limites dans les Pays-Bas; & en cas qu'on ne puisse s'accorder, il sera convenu d'arbitres, & lès Jugemens qui seront rendus par lès dits Arbitres seront exécutés.

#### CXII.

OUTRE Mèssieurs lès Ducs de Savoie, de Modène, & le Prince de Monaco, lèsquèls, comme Alliés de France, sont Principaux Contrastants en ce Traité, en cètte Paix, & alliance de commun accord defdits Seigneurs Roi Très-Chrétien & Catholique, seront compris de la part de Sa Majesté Très-Chrétiènne. Prémiérement Notre Saint Père le Pape le Saint Siége Apoftolique; Mèssieurs lès Elècteurs, & autres Princes de l'Empire, Alliés & confédérés avec sa Majesté, pour la manutention de la Paix de Munster; à savoir, Mèssieurs lès trois Elècteurs de Mayence, de Cologne, & Comte Palatin du Rhin, le Duc de Neubourg, lès Ducs Augustes Christian, Louis & Georges - Guillaume de Brunsvich & de Lunèbourg, le Landgrave de Hèsse - Cassel, & le Landgrave de Hèsse-Darmstad, le Duc & Seigneurie de Venise, lès trèize Cantons dès Ligues Suisses, & leurs Alliés & Confédérés tous autres Rois, Princes, & Etats, Villes & pèrfonnes particulières, à qui Sa Majesté Très-Chrétienne accordera d'être compris en ce Traité, & lès nommera dans un an depuis la publication de la Paix.

# 164 ABREGE MES PRINC.

## CXXIII.

DE la part dudit Seigneur Roi Catholique sera compris en ce Traité, Notre Saint Père le Pape, le Saint Siége Apostolique, l'Empéreur dès Romains, tous Archiducs d'Autriche, & tous lès Rois, Princes, Républiques, Etats & pèrsonnes particulières nommées en la paix faite à Vervins, auxquèls s'ajoutent maintenant lès Provinces unies dès Pays-Bas, & le Duc de Guastalle, commme aussi tous lès autres, que l'on voudra nommer dans un an depuis la publication du Traité.

## CXXIV.

Lesquels points & articles cidessus énoncés lès Plénipotentiaires, ont promis, qu'ils seront par leurs Majèstés, obsèrvés & accomplis, & de leur faire ratisser dans trente jours; en outre ont promis lèssis Plénipotentiaires, que ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plû-

tôt qu'il se pourra, & en présence de telles personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solèmnèllement sur la Croix, Saints Evangiles, Canon de la Mèsse, sur son honneur, d'obfèrver pleinement & accomplir de bonne foi tout le contenu aux Articles du présent Traité, & le semblable sera aussi fait le plutôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique ; en présence de tèlle pèrsonne, ou pèrsonnes qu'il plaira audit Roi Très-Chrétien députer.

Fait dans l'Isle, appellée dès Faifans, fituée dans la rivièrre de Bidaffoa, à demi lieue du bourg d'Andage, en la province de Guyenne, & autant d'Irum province de Guipuscoa, dans la maison bâtie dans ladite Isle pour le présent Traité, le fept Novembre, mil fix cent cin-

quante - neuf.

Signé, le Cardinal MAZARIN. Dom Louis Mendes de Haro.

# SUMMARIA

#### INSTRUMENTI PACIS,

INTER Sacram Regiam Majestatem
Regnumque Sueciæ ab unå, Sacram
& Regiam Majestatem, & Rempublicam Poloniæ, ejusque sæderatos;
S. Cæsaream Majestatem, & Serenissimam Electorem Brandenburgicum ab altera parte, anno 1660,
die 23 Aprilis 13 Mai conclusæ,
& die 30 Aprilis, 10 Mai.

#### SUBSCRIPT Æ.

Postquam à multis annis bella inter Serenissimos Reges, Regnaque Sueciæ & Poloniæ orta, & interdum induciis, præcipue vero sexennatibus, anno 1629, deinde viginti sexennalibus, anno 1635, sopita suerint; ac deinde inter Carolum Gustavum Regem Suecorum, &

TRAITÉS, &c. 167 Joannem Casimirum Regem Polonicæ, deventum fit ad bellum quod & Leolpodum Electum Romanorum Imperatorem, nec non Fridericum Vilhelmum, Marchionem Erandeburgicum, involvit, tandem opera Ludovici XIV, Galliarum, & Navarræ Regis, olivæ Tractatus Pacis inchoatus est; & licet in ejus ferè decursu promemoratus Serenissimus Rex Sueciæ decesserit; tractatus tamen hic renovatis à Carolo Suecorum Rege Pienipotentiariorum tabulis continuatus est, ac tandem in mutuas Pacis leges convenerunt.

I.

SIT Pax perpetua inter Carolum Suecorum Regem, atque Joannem Casimirum Regem Polonicæ, Confederatos in primis Leopoldum Electorem Rom. Imp. ac Fridericum Wilhesmum, Marchionem Brandeburgensem ab alterâ parte.

S. 1. Sit utrique Amnestia.

3. Civitatibus Prussiæ Regalis quæ in possessionem Sacræ Regiæ Majes-

tatis Regnique Sueciæ hoc bello fuerunt, manebunt itidem omnia jura, libertates & privilegia: quibus five in ecclefiafticis, five in profanis positæ sunt, salvo libero, uti ante hoc bellum viguit in prædictis Civitatibus, Catholicæ & Evangelicæ Religionis exercitio, earumque territoria, magistratus, communitates, cives, incolas, & subditos Sacra Majestas Polonia, eâdem quâ olim clementiâ prosequatur.

III.

JOANNES CASIMIRUS Rex Poloniæ, pro se ac hæredibus posterisque suis: in perpetuum renuntiat omnibus prætensionibus, in Regnum Sueciæ, & Magnum Principatum Finlandiæ, & alias ipsi subjectas provincias, nec non in bona avita in Regno Sueciæ sita; Rex Poloniæ ad dies vitæ utetur integris titulis, & sigillis, insignibusque Regni Sueciæ in Polonia; & ad omnes Principes, status, privatosque extra Sueciam; dictis vero titulis, & insignibus non utetur ad Reges Regnumque

TRAITÉS, &c. 169
numque Sueciæ, sed observabitur
ab utrinque receptus hactenus modus abbreviandorum titulorum, &
cæterationibus.

#### IV.

S. 1. Rex Ordinesque Regni Po-loniæ, Magnique Ducatus Lithuaniæ, in perpetuum cedunt Regi, Regnoque Sueciæ, omnem illam Livoniam transdunanam, quam Sueciæ hactenus per tempus inducia-rum tenuit: ut & partes eis dunanas, & insulem Russen, in mari sitam, quas peridem tempus induciarum Suecia tenuit, nec non quidquid juris Regibus, & Reipublicæ Poloniæ in Esthoniam, & Ostiam (l'isle d'Oestel) hactenus competere poterat, cum omnibus suis pertinentiis, nec non juribus, eis dunam autem Reges, Regnumque Sueciænon ulterius quam hactenus fines fuæ possesfionis in Curlandia, aut Semi-Gallia promoveant.

S. 2. Quod Religionem Catholicam ejusque exercitium in Livonia Suedicæ possessionis attinet, omnes

ili religionis addictis confcientia libera religione, devotioneque fua domi privati utantur.

### V.

S. 1. Pars Livoniæ, eaque auftralis quæ ante hæc bella, & temporibus induciarum subditione fuit Regni Poloniæ, magnique Lithuanus Ducatus, nempe Duneburgum, Rositem. Luzen, Marienhusem remanent in possessionem Regnum, Regnique Poloniæ, nec Serenissimi Reges, Regnumque Sueciæ, in istam partem Livoniæ, ut ab alterâ diversam, neque in Ducatus Curlandiæ, Semi-Galliæque, & districtum Piltensem ullum unquam jus prætendent; cuin vero magnus Dux Moicoviæ, non modo dictam Livoniam Polonicam, fed etiam partem Sueciæ occupatam armis nunc teneat, ideo conventum est, ut si Regnum Sueciæ, aliquid ex Livoniâ Polonica, armis, tractatibus, aut aliter receperit, teneatur totum id Poloniæ gratuito restituere, & vicissim fiRespublica Polonæ aliquid ex Li-

TRAITÉS, &c. 171 voniâ Suecicâ, à Moschis, armis, tractatibus aut aliter receperi, teneatur totum id Sue iæ gratuito restituere.

S. 2. Titulis & infignibus Livoniæ, tam Regia Majestas Poloniæ, ejusque successores, quam Regia Majestas Sueciæ ejusque successores, sub titulo Ducatus promiscue utantur.

S. 4. Subditi fugitivi magni Ducatûs Lithuaniæ, Samogitiæ, Livoniæ, Poloniæ, Curlandiæ & Semi-Galliæ, quicumque in Livonia Suecica reperti fuerint, fuis Dominis reddentur; quod etiam vice versa observabitur, si qui subditi fugitivi, Livoniæ Suceicæ in magno Ducatu Lithuaniæ, Livoniâ-Polonica, & Curlandia Semi-Galliaque reperti fuerint, si qui etiam abducti funt reddantur fuis Dominis.

# VI.

ILLUSTRISSIMUS in Livonia, Curlandiæ & Semi - Gailiæ Dux, cum Serenissimà Conjuge, Proleque suà Ducali, ac totà familià & aulà, Hii

Rigam sistetur, inde ad sines Semi-Galliæ reducetur, omniaque sua suorumque mobilia non distracta. Litteraria documenta extradentur, & Mitaviam reportabuntur; ante liberationem autem suam reversalium Diplomate caveat de non offendendo, aut vindicando contra Sacram Regiam Majestatem, Regnumque Sueciæ, salva sidelitate Regibus, Regnoque Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ debita.

### VII.

S. 1. REX Regnumque Sueciæ restituit Regi & Reipublicæ Polonicæ Marieburgum, Elbingamque cum suis sortalitis, reliquaque in Prussia loca, quæ Suecicis Præsidiis tenentur Bauzum etiam & reliqua quæ sint in Suecorum potestate loca in Curlandiá, præsidiis Suedicis evacuabuntur.

IX.

RESTITUENTUR quoque à parte Suecorum omnia archiva, acta publica, nec nonc bibliotheca regia quæ ex Regno Poloniæ, magnoque TRAITÉS, &c. 173 Ducatu Lithuaniæ avecta, quorum copia haberi potest.

### X V.

- §. 1. SIT liberum commerciorum exercitium, liberaque defluitatio mercium per fluvium Dunam, & Bulderaviam.
- \$. 3. Civitas quoque Gedanensis, & aliæ Prussiæ Civitates, in Regno Sueciæ subjectis Provinciis aliis gaudeant ea libertate commerciorum & vectigalium, qua gavisæ sunt ante hoc novissimum bellum.

## XXII.

S. 2. CÆSAREA Majestas loca omnia, quæ in Promeranià, & Megapoli occupata præsidiis suis insidentur Regi ac Regno Sueciæ, ea verò
quæ in Holsatià, & Ducatu Slesvicensi Duci Holsatiæ Gottorpiensi
restituat cum bellico apparatu, nec
non mobilibus archivis, pro ut inibi
reperta sunt.

§. 3. Quidquid circa res Imperii controversiæ intercesserit, juxta imperii & pacis Germaniæ leges componetur aut decidetur, & stabitur

H iij

ab utraque parte dispositioni pactorum Osnaburgensium, & Constitutionibus Imperii.

# XXVI.

ELECTOR Brandeburgicus loca omnia quæ in Pomeranica hocce bello occupata præfidiis suis insidentur Regiæ Majestati, & Regno Sueciæ, ea vero quæ in Holsatiå & Ducatu Slesvicensi Duci Holsatiæ Gottorpiensi restituet cum apparatu bellico, nec non mobilibus item archivis, pro ut tempore occupationis inibi reperta sunt.

### XXXI.

LICET controversiæ quæ Regi, Regnoque Sueciæ, cum Rege Daniæ, intercedunt, hic commode decidi non potuerint, & in ipsa Daniâ cum spe successus tractentur, nihil ominus conventum est ut Daniæ Rex, ejusque Regna, & ditiones in hoc tractatu concluso in Danicâ pace comprehendentur.

### XXXV.

§. 1. Si contingat unam partem

ab alterâ, vel plures à pluribus bello contra hanc pacificationem impeti, aggressor ejusdem benesicio excidat, & tum altera reliquæque pacificentium partes parti læsæ ad summum intra duos menses à requisitione partis læsæ, eidem communibus armis assistere bellum tamdiu contra agressorem prosequi, donec pax communi omnium partium consensu restituta suerit in vicem teneantur.

\$ 2. Si vero contingat unam partem ab altera, vel plures à pluribus gravi aliqua injuria, citra tamen vim annorum, vexari, commissio generalis omnium pacificentium nomine instituatur ad læsi confinia intra spatium quatuor mensium, in quo inter deputatos utrinque Commissarios negotium discutiatur.

\$. 3. Si vero Lædentem refractarium ad æqua quæ proponentur media deprehenderint, tum læsis licebit jussuum armis prosequi.

### XXXVI.

Cum autem tam Rex Sueciæ, Hiv

quam Rex, & Respublica Poloniæ, & Elector Brandeburgicus postularint, ut Ludovicus XIV Galliarum & Navarræ Rex, executionis illius inter eosdem side jussores existeret, Sacra Majestas Christianissima, votis eorum annuens eodemque animo pacis hujus perpetuitatem exceptans quo eam procuravit pro se ac successoribus suis Regibus Galliæ, spondet se executione horum pactorum omni meliori modo, etiam armis, ubi amicabilis ratio & amicabilia media non processerior asserturum;



# SUMMARIA

PACIFICATIONIS Septentrionalis nupera transactione Roschildensi fundata, & conclusa inter Regiam Majestatem Regnumque Suecia, & Regiam Majestatem Regnumque Dania die 27 Maii anno 1660.

OUANDOQUIDEM post nuper Roschildæ, die 26 Februarii 1658, inter inclita duo hocce septentrionalia Regna, conclusam pacem variæ controversiæ inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Fridericum III, Daniæ & Norvegiæ Regem, Regnumque Daniæ ab una; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Carolum Gustavum, quandam Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem gloriosissimæ memoriæ Regnumque Sueciæ, ab alterâ parte denuo sub ortæ, inde non folum inter memoratam S. R. Majestatem appertum HV

bellum incensum, verum etiam sub Serenissimo ejus filio nunc Regni gubernacula tenente; in hunc ufque diem continuatum sit eague de causa Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus Ludovicus XIV Galliarum ac Navarræ Rex, tum vero Serenissima Respublica Angliæ, ac Celsi Præpotentes Domini Ordines generales Fæderati Belgii, confuetum duxerunt, omni possibili modo id agere ut bellum hoc tam late ferpens fopiretur, tandem nomine SS. RR. MM. eorumque succefforum, ac Regnorum Daniæ & Sueciæ conventum in hæc pacta.

I.

Sit utrinque inter Reges, & eorum successores, Regnaque, perpetua, & nunquam revocanda pax-

### III.

OMNES S. R. M. Sueciæ, ejusdem subditerum, tem ipsius Sueciæ, quam subjacentium provinciarum naves, cum mercibus cujuscumque generis,

# TRAITÉS, &c. 179

non folum in Orefundâ & freto Baltico ab omnibus vectigalibus inquisitionibus liberæ, sed & nullatenus obstrictæ esse debeant, ut monstrent certificationes quasdam de mercibus impositis; tantum modo S. A M. Daniæ telonio Helfingore, & Neoburgi legitimas suas salvi passus nautici litteras exhibeant cum bonis istis atque mercibus; quæ quidem ad S. A. M. ejusdemque successorum fubditos spectant, sed peregrinis navibus impositæ sunt, observetur, ut si tantum modo legitimas fuas certificationes oftenderint, tunc fine impedimento, aut vectigalium impositione per Oresundam ac fretum Balthicum transire possint, at bon i Suedica pereginis navibus imposita quæ legitimas certificationes suas ostendere nequeunt, vectiga-lini freto Oresundino, ac Baltico obnoxia fint.

#### IV.

QUEMADMODUM per pacta Rofchildensia Regno Sueciæ cessa est Arx, & Præsectura Bahuciensis, ut

& Scania, Blekingia, & Hallandia Provincia cum omnibus ejus appartinentiis, cum Huena Insula post modum quoque cessa, ita hisce plane confirmatur.

V.

ET siquidem ex revisum, ut quod conventionem de Insula Boruholmia attinet, separato recessui inferatur iste recessus, ejusdem sit vigoris, ac si verbo tenus hic comprehensus esset.

### VI.

QUANDOQUIDEM ignium nocturnorum, qui inter Schagam & Falsterboo instituti sunt, quidam in S. R.
M. Daniæ ditionibus impensis S. R.
M. Daniæ, quidam vero in ditionibus S. R. M. Sueciæ ejus impensis
ali debentistorumque ignium nomine
vectigalium quoddam à singulis navibus præter navigantibus ad S. R.
M. Daniæ solvitur, conventum est
quod in resusionem sumpturum, S.
R. Majestas Daniæ adstricta erit annuatim expendere summam 3500 im-

TRAITÉS, &c. 181

perialium, cujus fumma dimidium fingulis femestribus S. R. M. Sueciæ Ministro Helsingoræ, vel Elsinburgi adnumerabitur.

### VII.

CONVENTUM quoque est, ut quotiescumque Suecicarum bellicarum navium una, pluresve fretum Orefundinum transeunt, è regione arcis Cronenburgensis tesseram Suecicam tormentorum explosione edant ac vicissim Danicâ tesserâ ab arce editâ honorentur, fed & navium bellicarum Danicarum, una, vel plures per fretum transeuntes, itidem ante Helfinburgi arcenæ tesseram Danicam tormentorum explosione edent, & similiter tessera Suecica ab arce honorabuntur: fin vero acciderit ut naves Danicæ Sueciæque fibi occurrant, nulla ex iis tenebuntur velum velave fupremi mali demittere; verum confueta tantum tessera salvabuntur se mutuò.

#### VIII.

QUANDOQUIDEM continget alter-

utrum Regnun copias militares, navesque armatas, ex Oceano in Mare Balticum, vel inde in Oceanum transferre, conventum quod siquidem copiæ militares quæ excedunt 1200, naves vero bellicæ superent numemerum quinarium: tribus ad minimum hebdomadibus utrinque id præcedenti notificatione, & quidem à S. R. M. Sueciæ vero Helsingoræ, aut Neoburgi significandum sit.

### IX.

CEDITUR itidem à S. R. M. ejus successoribus; Regnoque Daniæ, S. R. Majestati ejusque successoribus, ac Regno Sueciæ, omnis jurisdictio super bona quædam in Principatu Rugiæ sita.

X V.

S.R. Majestati, ejusque successoribus & Regno Daniæ, S.R. Majestas, ejusque successores, & Regna Sueciæ cedunt omnia illa jura, ac prætentiones quas S.R. Majestas habere potest in omnia fortalitia, insulas, urbes, quæ in hoc bello

occupavit, nominatim Infelandiam Lalandiam, Falstriam, & Mæniam, cum omnibus quæ in hâc transactione per expressum excepta non sunt.

# X V I I.

CEDITUR S. R. M. Regnoque Daniæ & Coronæ, Domus & præfectura I rundhemensis, una cum omnibus juribus & appartinentiis fædere Rosechildensi S. R. Majestati Sueciæ concessis, ut Regno Norvesgiæ rursum in perpetuam proprietatem coalescat.

### XVIII.

CEDIT S. R. Majestas pro se; suis successoribus & Regno Sueciæ, omnia sua jura, & prætensiones, quas S. R. M. ratione Ducatus Bremensis, quocumque alio modo titulo ve unquam habuit in Comitatum Delmenhorst & Ditmaniam; transfertque illa sua jura in S. R. Majestatem Daniæ ejus successores & Duces è Domo Holsatiæ Regiæ, & Gottorpiensis Lineæ; quod se

etiam, S. R. M. Sueciæ, ratione Dicti Ducatûs Bremensis, prætensionem quandam obtineret, in bona quædam nobilium in Holsatiâ, cedit eadem simul.

# XXVI.

PRIORES Transactiones, pacta videlicet Stetinentia, Sioredinensia, Bromsebroensia & Roschildensia, tertio articulo excepto, inter inclita hocce Regna olim inita, vigorem suum in omnibus articulis obtinebunt, nisi in quantum hic expresse immutata sunt.

## XXIX.

PACE hac includuntur Imperator Romanus, Rex Poloniæ, & Elector Brandeburgicus, ita ut S. R. Maj. Regnumque Sueciæ nullam querat prætensionem adversus Imperatorem, Regnumque Poloniæ, ac Electorem Brandeburgicum propter auxilium contra Regnum Sueciæ, ejusque confæderatos præstitum.

# XXX.

INCLUDITUR quoque huic pacificationi Dominus Antonius Guntherus Comes in Oldenburg, & Delmenhores, Dynasto in Jevem; & Kniphaussem, ejusque successores seudales, & allodiales, uti & Dominus Joannes Princeps Anhaltinus, Linex Sernestanx, de Herbst, ratione Dynastix Jeverensis, & Dominus Comes Antonius ab Oldenbourg, nobilis Dominus in Varek, & Kniphaussen; cum suis dynastiis, dominiis, bonis ac juribus.

### XXXI.

Conventum prætera est, omnes Hansearicas Civitates includi, ut gaudeant liberis commerciis in utroque Regno.

## XXXIV.

Ap majorem horum omnium seeuritatem, S. R. M. Christianissimi Galliarum Regis, ut & Serenissimæ

Reipublicæ Angliæ, & Celforum, ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fæderati Belgii, respective ordinarii Legati, Commissarii, & Deputati Plenipotentiarii nomine suorum Dominorum Principalium promiserunt, & guarantia tam generali omnium trium statuum, simul quam speciali singulorum statuum feorsim obstrinxerunt, ut actorum transactorum sponsores, side-jussores, vindicesque sint Actum Hasniæ, die 27 Maii, anno 1660.



# ARTICULI

# EX INSTRUMENTO PACIS,

INTER Regiam Majestatem & Regnum Suecia ab una, & Czaris Russia Majestatem ab altera parte, die 21 Junii anno 1661, conclusa Pleismunda.

#### III.

S u A Czarea Majestas omnes in Livonia urbes & munita loca iterim reddat.

### XI.

HABEANT mercatores utriusque partis, in urbibus certas ædes mercuriales, in quibus quoque Religionis suæ Sacra facere queant; sic tamen ut nova Templa extruere ipsis permissum non sit, soli Russi vero Ædem illam Sacram quam ab antiquo revalii tenuerunt fibi fervent.

### XII.

Quod si contingat ut circa slumina unius alterius ve principum navigia naufragium faciant, naufragio integrum sit naves illas soluto modico servationis pretio avehere.



# ARTICULI PACIS

INTER Alphonsum Regem Portugaliæ ab unå, & Ordines Generales Provinciarum Belgii unitarum ab altera parte, Hagæ-Comitis, die 6 Augusti anno 1661, initæ & ibidem die 14 Martis anno 1663 publicatæ.

Ī.

Rex una Portugaliæ cum Regno, spondet soluturum semel Ordinibus sederati Belgii summam quadraginta centum millium Cruratorum, æstimantes unumquemque Cruzatorum duobus Florenis Carolæis pecuniæ Hollandiæ; eamque ipsam summam aut parata pecunia aut sacharo, tabaco, & sale, semel repræsentaturos.

#### ΙI

Quor annis prælaudatus Rex, sum dictis Ordinibus Confæderati

Belgii, de certo pretio salis statuendo quo mercari incolis Confæderati Belgii, tantum prædictis salis ibidem quantum ipsis libuerit integrum sit, ad invicem, convenient in qua conventione ad pretium quo eo tempore in Lusitania interLusitanos ipsos sal devendetur, cura intendetur.

### III.

LIBERUM sit incolis Confæderati Belgii negotiari, tam è Portugalia terris & regionibus Regno dictæ Portugaliæ subjectis Brasiliam versus, quam rursus è Brasilia versus Portugaliam, terras & regiones Portugaliæ regno subjectas; poteruntve prædicti incolæ, trans & retro vehere omnis generis merces, excepto solum ligno Brasiliensi, sic tamen ut antea solverent ea telonia quæ Lussitani ipsi in his oris negotia gerentes pendere obstricti sunt.

Incolis Fæderati Belgii integrum erit quoad iifdem prærogativis, uti quibus Angli aut vi pactorum initorum, aut ufus quotidiani fruuntur,

aut in posterum fruentur.

# IV.

ETIAM Belgis Fœderatis licitum fit iter facere in colonias, insulas, regiones, districtus, portus, urbes, villas, imperia quæcumque in partibus Affricæ, imperio Regni Portugaliæ fubjectis, fub quibus etiam insula St. Thomæ comprehensa intelligetur; sicut in potestate illorum sit ibidem mercaturam exercendi, res suas & merces cujuscumque generis venumexponendi; nec non inde in alias regiones transmittendi, idque eadem libertate qua Angli , aut alia quæcumque natio in præfente gaudet, aut olim gavisa fuit, aut in posterum gaudere deprehendetur.

### V.

MEDIANTE solutione quadraginta centum millium Crusatorum, & mediante fructu omnium in proxime præcedentibus tribus articulis comprehensorum, cessabunt controversiæ & actiones à Fæderatis Belgiis contra Regem & Regnum Portuga.

liæ, hujusque motæ siveque moveri poterunt omnes; quemadmodum etiam cessabunt omnes actiones & controversiæ quæ similiter à Rege, & Regno supra laudato contra Conscederatos Belgos intentæ sunt, & quæ moveri poterunt.

### VI.

OMNES actus hostiles in Europa, post effluxum terminum duorum, mensium à die inde quo sœdus hocce hinc inde subscriptum erit comme-morandum, in aliis vero mundi pla-gis post factam ejus publicationem cessabunt; omnes regiones & loca, naves & bona quæ ab una ainbarum partium erunt occupata, neç non quæ ante hac in India tam orientali quam occidentali, aut in districtibus capta fuerunt, maneant propria ejus qui in possessione eorum-dem prædictis temporibus suisse re-reperietur. Reciproce subditis & incolis utrorumque non permissum fit sub commissione ullius Principis, seu status, alterius subditos aut incolas, eorumve naves, & mercimonia aggredi. VII

#### VII.

CONFŒDERATI Belgæ in posterum omnibus prærogativis, & privilegiis gaudeant, quæ ulli nationi Regnove sædera aut amicitia juncto unquam hactenus concessa fuere, aut in posterum concedentur; & pari modo Lusitanis quod commercia in Provinciis Consæderati Belgii tractentur, non secus ac Belgæ; & incolæ, de jure, & consuetudine sbidem tractantur.

#### IX.

Consules qui Confæderatis Belgis in Ditionibus Portugaliæ habitantibus, ut iis affistant præficientur, Ordines Confæderati Belgii creabunt constituti; etiamsi Religionem Romanam non profitentur, illius authoritatis nihil ominus sint, quæ uni consulum, alteriusve nationis, in Ditionibus Portugaliæ negotiationes exercentis hactenus tributa est, aut in posterum illic tribuetur; dein Judex Conservator constituetur, qui lites inter Consæderatos Belgos

dijudicet, à quo non appellabitur, nifi ad Tribunal Relationum, quod processus ad ipsum devolutos intra quartum postappellationem interpositum mensem terminet.

### X.

Quod si quis Confæderatarum Belgarum in Ditionibus Regis Portugaliæ diem suum obierit, ratiocinia, bona, essectus ipsius desuncti illis tradantur quibus ut tradantur mortuus ante obitum mandavit; aut si quis forsan haud disposuit, tunc scripturæ, libri ratiocinia, & essectus jussu judiciis conservatoris à 2. vel 3. Mercatoribus, aut Institutoribus Belgis qui ad id per vota majora conterraneorum suorum cum consensu Belgici Consulis eligentur, in tutum collocentur.

#### XI.

NEQUE in Regis ipfius Portugaliæ, nec alicujus Ministrorum Regis facultate situm sit, Mercatores Belgas, nautos operarios, socios, & navaTRAITĖS, &c. 195

les aut illorum naves, aut mercimonia & effectus, ne quidam sub prætextu belli cum hostibus gerendi, vel alterius expeditionis suscipiendæ arresto constringere.

### XII.

INCOLIS Fæderati Belgii liberum esto juxta varii generis mercimonia, arma quoque, instrumenta bellica, commeatus, tam ex portubus, & terris sæderati Belgii provinciarum, quàm aliis omnibus, transvehere in omnes mundi plagas ad populos quoscumque, non attento an ipsi Regis & Portugaliæ hostes sint, tandem que nullatenùs illorum negotiationes limitentur, aut ipsis regulæ quædam & leges præscribantur.

#### XIV.

NULLI Prætorum, vel quorumque aliorum Regionum Ministrorum jus sit aliquem Fæderatorum Belgorum, cujus conditionis etiam sit, in jus vocare, in carcerem compingere, præterquamin causis criminalibus, &

si in slagranti delicto comprehensus fuerit, nisi Judex Conservator antea in scriptis potestatem id faciendi dederit; neque Fœderatis Belgiis, vel per litteras falvi conductus, vel alios quoscumque modos advocatiæ à Rege subditis suis, aut aliis in Ditionibus Lusitaniæ habitantibus datas, impedimentum inferetur debita fua exigendi; neque permittetur ulla detentio quorumcumque ad incolas aut fubditos Fœderati Belgii pertinentium bonorum quæ institoribus mandatariis, aut negotiorum suorum gestoribus, & qui ex gente Lusitana funt, commiserunt, aut etiam hi aliis in Ditionibus Portugaliæ habitantibus crediderunt in specie, si quando, ut vocant Inquisitio Ecclefiastica contra hos actiones intentaverit.

# x v.

PRÆLAUDATUS Rex curam quoque tangeret, ut nulli incolarum five fubditorum Fæderatorum Belgii provinciarum, cujus religionis etiam illi fint ea propter ullum impedimentum, aut molestia creetur, præ-

197

tereaque Curiæ, Tribunali Judici, aut inquisitioni sistantur, aut eidem fubjiciantur, nec ab ullo Regiorum Ministrorum, aut alio quocumque, sive ob id, sive quod forte Biblia secum portet, aut alia de causa, ob diversitatem religionis accusetur; immo liberum erit incolis & subditis Fœderati Belgii, & ipforum familiis, in Dictionibus Portugaliæ habitantibus religionis quam profitentur sacra, tam domi, quam in eorum navibus sine ullius obstaculo per agere, atque commodus locus ad sepulturam mortuorum ipsorum assignetur, ut tamen subditi & incolæ Fæderatarum Belgii Provinciarum qui dicam libertatem nacti funt, caveant ne eâ abutentur.

# X V I.

Quod fi forte ullo tempore contigerit inter dicum Regem & Regnum Portugaliæ ab unâ, & Ordines Fæderati Belgii ab ulterâ parte, aliquas suboriri controversias, quibus interruptio mercaturæ metui possit, cives unius alteriusve partis publice

de dissidiis existentibus certiores reddentur, & indulgeatur ipsis biennium à promulgatâ inde certiori ratione, ut interea de mercimoniis, navibus, & essectibus in alium tutum locum transferendi solliciti esse queant; & si forte una, alterave pars, in loco ubi negotiabatur debita quædam exigenda habeat, Judex procuret, ut creditores, ante elapsum tempus definitum, id quod ipsis debetur recipiant.

### XVII.

Casu quo evenerit ut tractatus hicce, in una aut altera parte ab unius, aut alterius subditiæ nationis, in uno alterove loco violetur, nullo modo ob id, soedus inter ambas nationes infringetur; & solum modo illi puniantur qui convincentur contra leges hujus tractatus quid commissis vero quos damnum perpessos fuisse deprehendetur, satissiet intra anni terminum; si quis in Europa aut à freti gaditani angustiis, in oris maritimis, & partibus Americæ, atque Europæ, aut aliis in

TRAITĖS, &c. 199 locis terra marique à parte capitis bonæ spei sædus violaverit, at illi,

qui ab alterâ parte dicti capitis, in aliquibus locis fœderi huic contra venisse deprehendetur, ante octodecim mensium elapsorum tempus postquam armator de super auxilium judicis imploraverit, satisfacere eidem adstringentur.

### X V I I I.

QUOD si Visitatores mercimoniorum, aut Ministri Regii contentiones contra mercatores, institores, aut nautas Belgicos de pretio commea-tus, vel aliorum mercimoniorum quæ in Ditiones Portugaliæ inferuntur, susceperint, controversia illa per arbitros ex natione Lusitana, partim à Magistratu loci, partim à Confule nationis Belgicæ eligendos, decidetur.

### XIX.

PERMISSUM esto utrinque partium incolis in portus, tam cum navibus suis militaribus, quam mercatoris venire, ut tamen una vice

in eos cum pluribus quàm fex navibus militaribus non intrent, in minoribus verò portubus, cum pluribus quam tribus haud penetrent; nec longiorem ibidem moram trahent, quam qua ad refectionem & comparationem annonariarum specierum opus habebunt; etiam si quoque major numerus militarium navium forte conjunctim circum circa portus illos appropinquaverint, non tamen po-terunt se in eos recipere, nisi prius veniam ab iis quorum fidei portus concrediti funt ad hoc impetraverint, & nisi vi tempestatum, aut aliis necessitatibus, ad hoc coacti fuerint.

### XX.

REX & Regnum Portugaliæ, nec non Ordines Fæderati Belgii nulla tenus admittent ut naves mercimonia, & bona unius alteriusve partium ab hostibus, piratis aut aliisve intercepta, & in portum aliquem, vel aliquem locum hujus, vel illius ditionis illata, ibidem alienentur: verum restituent ea proprietariis, vel eorum mandatariis, si planum fecerint, merces ad ipfos pertinere intra trimestre spatium à quo naves ceptæ sunt, si id contigerit in Europa; in aliis vero mundi plagis intra terminum finiti anni.

# XXI.

FŒDERATI Belgæ, qui in Ditionibus Portugaliæ negotiantur nullum vectigal, aut onus pro bonis & navibus fuis folvent, quàm id quod Regi & Cameræ Olyssiponensi ab anno 1653 de jure solvi oportebat, ita ut immunes ab oneribus tractu temporis impositis, aut in posterum introducendis sint.

#### XXIII.

MERCATORIBUS utriusque nationis, eorumdemque institoribus, famulis & domesticis, capitaneis, nautis, & operariis nauticis permissum esto in ditionibus Regiis, & ordinum generalium, sedes sigere, possidere ædes, tanquam sibi proprias: in eorumque potestate, præterea esto gladii, ac cimetos incedere.

## XXIV.

Omnia bona, five illa ad laudatum Regem, aut dictos Ordines, aut unius alteriusve incolas pertineant; quando illa fidei navium, utriusque partis hostium commissa sunt, una cum navibus in prædam cedant, & sisco addicentur: verum ad omnia bona quæ ad hostes utriusque partium pertinent, & prælaudati Regis, & dictorum Ordinum, aut eorumdem incolarum navibus illatæ sunt, fixus nullum jus habeat.

### X·X V·

Cum diversi incolæ Fæderati Belgii, tam in Brasilia, quam in Portugalia ipsa, bona immobilia, & non parum nominum habeant, pro ut etiam subditi prælaudati Regis Portugaliæ, qui in Brasilia habitant, aut illic habitaverunt similiter prætentiones quas in ditionibus adversus incolas Fæderati Belgii instituant habere poterunt, hinc concordatum suit, ut bona immobilia

pristinis possessoribus restituantur, quod nomina quam citissimè à de-bitoribus dissolvantur; quandoquidem etiam legatus Regis Portugaliæ declaravit quod mandato sit instructus per amicabilem compositionem, tam de realibus quàm de persona-libus incolis Fœderati Belgii ex hoc capite competentibus actionibus tranfigendi, omnes prætentiones illæ in scripturam redigentur, ut dein vel per speciales transactiones, cum iis quorum interest, aut generalem conventionem inter prælaudatum Regem; & ante dictos ordines Con-fæderati Belgii ineundam, una vice decidantur: quod si vero actiones dictæ intra tempus sex mensium componi nequeant, tres Delegati ab utraque parte constituantur, qui post essum constituantur, qui mensium Olisypone convocentur: defertur prædictis Commissariis auctoritas ex æquo & bono de plano jus administrandi, si contingat per judicium hinc inde æqualem diver-fitatem votorum actionem decidi non posse, tunc illi eligere queant Arbitratorem fummum.

# TRACTATUS PISANUS

INTER Sanctissimum Patrem Papam Alex.VII, & Serenissimum Gloriosissimum, & Potentissimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratia Regem Christianissimum Francia & Navara, die 22 Febr. anno 1664, conclusus.

Cum detestabile illud attentum Romæ à militibus corsis die 22 Augusti anno 1662, contra Dominum Ducem Crequium, Christianissimi Regis Ambassadorem extraordinatim, Suæ Majestatis justæ indignationis causam præbuisset, Sua Sanctitas, ut de tali injuria Ecclessæ primogenito illata satissiat, cupiens; Domino Rasponi mandatum cum libera sacultate omni moda dedit agendi, cum Plenipotentiariis Christianissimi Regis de satissactione Suæ Magistati debita, atque cum Domino Bouvremontices simili mandato cum

TRAITÉS, &c. 205 liberâ facultate à Majestate Suâ inftructus deprehensus sit, memorati Plenipotentiarii concluserunt.

I.

SANCTITAS Sua cum consensu S. Collegii defincamerabit, hoc est revocabit à Camærâ, sive fisco Pon-tificio sactam additionem statuum castri & Romiglioni, cum omnibus annexis & concedet Domino Duci Parmensi dilationem octo annorum intra quod temporis spatium dictos status redimere poterit reddendo millionem unam sexcenties vigenti novem mille septigentos quinquaginta coronatos Cameræ Apoftolicæ debitos, in duobus solutionum terminis, tali modo si semel in uno liberaverit, quod pars dimidia dictorum statuum habebitur pro redempta, & poterit ejus possessionem capere.

#### II.

SUA Sanitas in gratiam Suæ Majestatis, atque vice compensationis

cum valle Comachio, & aliis omnibus actionibus, quas Dominus
Dux Munitensis contra Camaram
Apostolicam habere poterit, in se
recipiet, montem atestinum qui ad
summam trecentorum milliorum coronatorum pertingit, nec non omnia debitorum reliqua quæ serè
summam 50000 coronatorum essiciunt, dabit insuper præmemorato
Domino Duci 40000 coronatos, aut
Palatium Romæ ejusdem valoris secundum optionem Suæ Sanctitatis.

### III.

DOMINUS Cardinalis Chigius, in qualitate Legati profiscetur in Galliam, & in prima Audientia, quam ipsi Majestas Sua concedet, alloquetur eamdem in expressimis illisterminis qui hîc sequentur.

» SIRA, Sua Sanctitas maximo » dolore affecta fuit ob infelicem » casum qui contigit, & causam » offensionis quam Majestas Vestra » exinde concepit; in ipsa tam ex-» tremam excitavit displicentiam,

n quantum animo concipere possi-» bile fuerat aperito; quod Sanctitas » fua nec cogitationem, nec ullam » intentionem unquam habuerit, ut » Majestas Vestra, uti nec Dominus » Dux Crequius Legatus suus offen-» derentur. Me quod in specie atti-» net, testor Majestati Vestræ, hu-» millima quanta potero observan-» tiâ, lætitiam quam inde concipio, » quod videant aditum hunc mihi " patefactum, Majestatem Vestram, » mediante maxime submissa & sin-» cerâ obedientiæ meæ testifica-» tione, certiorem reddendi quanta » veneratione & ego, & univerfa » quoque domus mea teneamur " ergà gloriosum Majestatis Vestræ » nomen, quamque procul casus iste » qui Romæ contigit, alienus à nos-» trâ cogitatione fuerit. »

#### V.

Die quo Domina Ambassadrix Romam pervenerit, Domina Donna Berenice aut Dominus Princeps Farnesiæ obviam eat dickæ Dominæ Ambassadricis Pontemolam usque, & ipsi

exponet extremam displicentiam qua affligatur, cum universis quoque Domus suæ, ob casum 2° Augusti, & lætitiam quam ipsa ex reditu suæ Excellentiæ sentit.

### XII.

NATIO Corsa declaretur incapax in æternum, non tantum Romæ, sed etiam in universo statu Ecclesiastico ad servitia præstanda, atque Listorum ante signanus in Urbe Romanâ ab officio suo removeatur.

### XIII.

ERIGETUR Romæ Pyramis è regione veteris stationis excubitorum, cum inscriptione in terminis conventis, quæ Decretum contrà Nationem Corsam factum comple ctatur.

### XIV.

Rex Christianissimus, immediate postquam coram Majestate Sua Legatus comparuerit, iterum immittet Papam in possessione Civitatis Avenionensis, & Comitatus Venossini.

# TRAITÉS, &c. 209

Incolæ Civitatis Avenionensis & Comitatûs Venossini, sub nullo prætextu inquietari poterunt ob sacta quæquam patrata à die inde vigesimo Augusti anni 1662, usque ad diem in quo Rex Christianissimus Papam & Sanctam Sedem in possessionem dictæ Civitatis & Comitatûs iterum immittet; cum perpenderit Sua Sanctitas, quod non nisi unus Judex Avenioni, & unus in universo Comitatu existat, Assessor issessionem adjunget, quo in posterium justitia ibidem meliùs administretur.



# TRACTATUS PACIS

INTER Celfos, Præpotentesque Dominos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum ab una, & Reverendissimum, ac Celsissimum Dominum Dominum Christophorum Bernhardum Episcopum, & Principem Monasteriensum ab altera parte, Cliviæ die 18 Aprilis 1666 & conclusæ.

Notum sit quod cum annno proximè elapso orta sint dissidia inter Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum ab una, & Reverendissimum, ut superius, ab altera parte, quæ in apertum bellum exarserint, tandem mediantibus Romanorum Imperatore, Rege Christianissimo, Sacri R. Electoribus, Moguntino Coloniensi, Brandeburgico, & Principibus Episcopo Pa-

TRAITĖS, &c. 211

derbornensi, Palatino Rheni Neoburgico, Ducibus Brunsvico Luneburgicis, Vulsenbuctano, & Calenbergensi, in mutuas pacis leges consenserunt, tenore sequenti.

I.

Pax sit perpetua inter Celsos & Præpotentes Dominos Ordines, uniti Belgii, & Reverendissimum ac Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem.

### II.

Dominus Episcopus Monasteriensis, Dominis Ordinibus Generalibus Confæderati Belgii restituit omnia ea loca quæ durante bello hoc occupavit, in eo statu quo tempore restitutionis erunt specialiter etiam castrum, & oppidum Braculoë.

### VII.

CONVENTUM est ut Dominus Episcopus exercitum suum dimittat, retento solum modò eo milite qui

ad fecuritatem Provinciæ suæ necesfarius est, quod, cum Domini Mediatores, & ipse Dominus Episcopus Judicent sieri posse cum 3000;
ita & ille promittis se illum numerum non excessurum, quod in posterum novum militem non conscribet, nisi id necessitas Imperii, &
circulorum, vel etiam sædera huic
tractatui non contraria requisiverint.

#### VIII.

RENUNTIABIT Dominus Episcopus, omnibus fæderibus huic paci contrariis, nunquam se de novo contra Dominos Ordines Generales cum aliis Principibus, aut Magnatibus devinciet, nec eorum Rempublicam novo unquam bello adorietur.

### IX.

DOMINI Ordines Generales promittunt se nihil unquam hossile contra Domini Episcopi personnam, aut contra Episcopatûs Monasteriensis territoria molituros, neque unquam se contra eundem, aut ejus

TRAITÉS, &c. 213 Episcopatum cum aliis Principibus aut Magnatibus devincturos.

### X.

CONFEDERATI & amici utrinque hoc tractatu comprehendentur.

# X I.

QUANTUM Dominum de Braculoë attinet, Domini Ordines Generales non desiderant, ratione juris
ad hoc, sive directi Dominii, sive
utilis per hunc tractarum aliquid
mutetur; renuntiat verò Dominus
Episcopus juri superioritatis in dicto
Dominio, cum consensu Capituli,
ita tamen ut ista renuntiatio non
præjudicet juri Imperii quod ipsum
via amicabili decidetur.

### XII.

UTRINQUE omnibus prætentionibus, quæcumque tandem illæ fint, Domini Ordines Generales, & Dominus Epsfcopus consentiente Monasteriensi renuntiant.

### XIII.

\$ 1 quæ controversiæ inter prædictos Dominos, & Ordines Domirum Episcopum, ejusve successores unquam oriantur, non alio quam amicabili modo garantiæ super hoc tractatu præstiæ componantur, privatorum verò lites semperadjudicem competentem remittantur.

### XIV.

ROMANORUM Imperator, Rex Christianissimus, Electores, Moguntinus, Colonunsiensis & Brandeburgensis, Episcopus Paderbornensis, Princeps Palatinus Rheni Neoburgicus, Augustus & Joannes Fridericus, Duces Brunsvicences & Luneburgences, super hoc tractatu guarantiam promittunt.



# TRACTATUS PACIS

INTER Serenissimum Principem Dominum Carolum II, Magnæ Britannicæ Regem, ex una, & Celsos Præpotentes Ordines Generales Fæderatarum Provinciarum ex altera parte, Bredæ, die 31 Julii anno 1667, conclusæ.

Posquam ab aliquibus annis dissidia inter Serenissimum Principem & Dominum Carolum II, Magnæ Britanniæ Regem ex unâ, & Præpotentes Ordines Fæderatarum Belgii Provinciarum ex altera parte exorta suissent, quæ non solum in atrox bellum eruperint, sed etiam Serenissimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Christ. Regem Franciæ & Navarræ, nec non Serenissimum Principem & Dominum Fridericum III, Regem Daniæ & Norvegiæ, ratione sæderis ab iis, cum alte memoratis Dominis Or-

nibus Generalibus fanciti in partem unam duxerint, quod tandem interventu Potentissimi Principis ac Domini Suecorum, Gothorum, ac Vandalorum Regis, cogitationes de pace susceptæ, huicque sini urbs Bredana pro loco in quem Legati & Plenipotentiarii convenirent, denominata esto, subsequenti modo pax reciproca, amicitia, & sedus stabilita suerit.

I.

AB hoc inde die sit vera pax, amicitià sincerior, consederatio actior inter Serenissimum M. britanniæ Regem, atque Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum eorumque subditos.

### III.

UTRAQUE partium plenissimo superioritatis iure possideat omnes alterius partis possessiones, ditiones, insulas, urbes, contra, loca & colonías, quotquot eorum aliquo abbino tempore

# TRAITÉS, &c. 217

tempore hucusque, vi aut aliis quibuscumque modis, ab altera cepit, aut detinuite o in statu quo ipsa die 10 Maii proxime præcedentis mensis possedit.

### v.

OMNES actiones & prætensiones, quæ altissimè memoratus Rex, & altè memorati Domini Ordines Generales, aut eorum subditi reciprocè ab una parte, aut altera intentare poterunt, aut velint, peremptæ sunt.

#### VI.

SI quando una aut altera pars, post 16 diem Maii in articulo tertio expressum, aut post stabilimentum pacis aliquas Regiones, insulas, urbes, castra, colonias, aut alia loca ceperit, ea eo in statu statim restituet, in quo eo tempore reperientur, quam primum conclusio pacis in locis manifesta facta suerit.

#### VII.

Omnes naves, mercimonia, aut alia mobilia bona quæ post publicationem hujus instrumenti, capta

K

### 218 ABREGE DES PRINE.

& occupata erunt, intra terminum 12 dierum in Mari Britannia, in Mari Septentrionali intra 6 Septimanarum, & ab oris Maris Britannici usque ad Caput Sancti Vincentii intra 10 septimanarum spatium, ultra dictum caput in partibus Lineæ Equinoctialis, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi intra 8 menses, à Lineâ hâc inde prædictâ in universo mundo, ejus sint qui ea cepit & occupavit.

### IX.

UTRAQUE prædictarum partium, & earumdem incolæ, eadem libertate mercaturam exercendi, & navigandi, tam in Africa, quam America gaudeant, qua gavisæ, aut de jure gaudere poterant cum tractatus de anno 1662 subsignabatur.

### XI.

ALTISSIME memoratus Dominus Rex, & altè memorati Dominum Ordines Generales maneant confœderati, & adstricti ad defendenda subditarum uniuscujusque jura, contra unumquemque qui pacem

TRAITĖS, &c. 219 utriusque statūs violare attentaverit.

### XIII.

Neque laudatus Rex, neque dicta Respublica, neque ullus ex subditis alterutrius, alter utrius Rebelles, quorumque subsidio adjuvabit.

### XIV.

ITEM altissimè memoratus Rex altè memoratique Ordines Generales sibi mutuò contrà alterutrius Rebelles opem invicem ferent.

### X V.

ITEM quod neque altissimè memoratus Dominus Rex, neque prælaudata Respublica, aut alterius subditi ullum prosugum Rebellem, qui protali declaratus, in ejus dominia recipiet.

X V I.

Quodi una utrarumque partium alteri fignificaverit aliquem vel aliquos suorum profugum Rebellem, aut Rebelles in ejus Dominiis commorati, tunc pars illa quæ hujusce modi litteras acceperit, obstricta

K ij

esto intrà spartium 28 dierum à die notitiæ sibi sactæ computandorum, prædictis Rebelli, vel Rebellibus mandare, ut ex mandatis Dominiis excedant; & si quis prædictorum Rebellium intra quintum diem post hujusmodi præceptum non discesserit, tunc morte & consiscatione bonorum suorum ii mulctabuntur.

# X V I I I.

INDIGENIS utriusque partis mercimonia exercentibus in alterius ditionibus subjectis locis, in posterum graviora vectigalia, aut alia tributa quam alii extranei illic locorum mercaturam exercentes solvunt haud imponentur.

#### XIX.

### XX.

ALTISSIME memoratus Rex M. Britanniæ & altè memorati Domini Ordines Generales in portus fuos venire non permittent aliquos Piratas, nec commeatum præbeant.

# XXI.

Fas non erit subditis, & incolis ab hoc, vel illo Principe, aut statu quorum unus ex ambobus Fæderatis bellum gerit, impetrare aliquas litteras patentes quæ commissiones indigitantur, aut reprefalias, multò minus vi hujufmodi litterarum fubditos alterius partis fædere junctos damno afficere; quemadmodùm quoque permissum non erit, ut hi, vel illi, memoratarum partium loco extraneorum qui maria peragrant, & ab aliquibus principibus litteras patentes habent, naves in unius, alteriusve partium portubus instruere, aut bona per hos capta illic vendere; quemadmodum & illi ipsi copiofiorem commeatum non comparent, quam quo opus habebunt,

eisque diem ad proximè adjacentem portum ejus Principis à quo dictas commissiones impetraverunt, appulerint.

### XXII.

SI quando altissime memoratus Dominus Rex M. Britanniæ, aut altèmemorati Domini Ordines Generales Fæderati Belgii quasdam pactiones, fædus aut amicabiles tractatus cum aliquibus Regibus ineant alter alterum, ipsiusque ad eum pertinentia dominia, iis & singulis eorumdem ab hoc inde tempore includet, si in hiis comprehensus esse voluerit, atque alter alterum de omnibus hujus modi talibus sæderis pactionibus semper certiorem reddet.

### X X 1 I I.

Quop si acciderit, ut durante hoc foedere à subditis, aut incolis aliquibus, alterutrius patrium contra hoc soedus quidquam attentabitur, propterea tamen hæc amicitia, ut & soedus inter soedus non infringetur, at illi solummodo qui contra prædic-

tum hoc fœdus quidquam commiferunt punientur; insuper justitia
administrabitur contra omnes, qui
adversus hoc fœdus, in quibuscumque Europæ partibus aut alibi intrà
fretum gaditanum, aut in America,
aut citrà Affricæ littora, aut aliis
quibuscumque locis citrà CaputBonæ-Spei, intra spatium unius
anni à quo officium judicis de super
imploratum suerit, & in omnibus
aliis locis intra 18 menses.

### XXIV.

ITEM quod altissime memorati Regis subditi, secure in Provincias Foederati Belgii, & omnes ejus in Europa Ditiones iter faciant, & commeabunt; & siquidem sub earumdem jurisdictione mercatores sunt, aut in posterum erunt, in omnibus prædictis locis negotiationes facient, una cum eorum institoribus, armati sive ineuntes, armati tamen non plures 40 simul; sic quoque incolæ Foederatorum Belgii Provinciarum eadem libertate srui poterunt in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa.

K iv

# XXV.

QUANDOCUMQUE naves mercatoriæ alterius subditorum necessitate coacti in portus unius aut alterius Domini confugient, ex iis iterum eædem naves cum mercimoniis solvent, sineque ulla vectigalium solutione, dummodo illata bona non vendent.

### XXVIII.

UNIUS alterius partium naves militares, omnis generis naves, mercatores ad alteram partem pertinentes, quæ idem iter peragent, & iisdem obviam venient, tuebuntur contra omnes qui easdem offendent.

### XXXI.

QUANDO injuriæ quædam ab uno alterove Domino, aut subditis eorumdem, aut incolis, subditis aut incolis alterius Domini illatæ erunt, propterea Litteræ repressaliarum, pignorationumve non impertinen-

TRAITÉS, &c. '225 tur, priusquam justitia secundum legum ordinationem implorata suerit; & si quando causa per 3 mensium spatium à tempore intentatæ actionis sine decisione in suspenso relinquetur, tum pignorationum litteræ concedentur.

### XXXII.

SI quantocumque tempore evenerit, ut jam sopita dissidia inter Altissime memoratum Dominum Regem, & Præpotentes Domini Ordines Generales reviviscant, ut in bellum prorumpant, concedetur subditis utrinque tempus 6 mensium integrorum intra quod bona ad illos pertinentia avehere poterunt.

### XXXIV.

In portus alter utriusque partium subditi, & incolæ utrumque liberè poterunt venire, non solum navibus suis mercatoriis, sed & militaribus; si modo naves militares plures quam numero octo non concurrant, diutiùs in iis portubus quam ad refec-

Kγ

# 226 ABREGE PES PRINC.

tionem navium suarum aut ad comparandum commeatum requiretur, non commoventur: quod vero sortè fortuna major numerus navium militarium ad eumdem portum venire intendat, tunc permissum haud esto in portum eumdem se conjicere, sine præcedente venià, & permissione illius ad quem portus ille pertinet.

### XXXVII.

REGIA Majestas Sueciæ, cum omnibus suis Ditionibus stuic Tractatui comprehensa sit.

### XXXVIII.

ACTUM Bredæ, die 31 Julii anni 1667.



# TRACTATUS

E J U S D E M anni & urbis, inter Serenissimum M. Britanniæ Regem, & Celsos Præpotenres Dominos Ordines Generales Fæderati Belgii, interventu Dominum Legatorum Extraordinariorum Regiæ Majestatis Sueciæ, vi separatorum horum articulorum conventum suit.

I.

O MNIA Edicta & Decreta, quæ una partium, occasione hujus belli, in præjudicium alterius, contra libertatem commerciorum promulgavit, aboleantur.

#### II.

In majoris explicationis gratiam edicti, ex parte Regis Magnæ Britanniæ, anno 1660 promulgati, vi cujus peregrinis interdicitur, ne ullæ

res aliæ Angliæ importentur, quam hujus modi quæ in unius cujus vis regionibus fuis crescunt, aut manibus opificum perficiuntur; Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque fubditis permissum esto navibus suis Angliæ præterea etiam importare omnia hujusce modi mercimonia, quæ in inferiori Germania & superiori provenerint, aut manusacta funt, non aliter ac fi per tractus terrarum, & viarum transitus Fooderati Belgii, five terra, five fecundum fluminum ductus ad portus, pro commoditate eorum maximâ, & modo usitatissimo transmitti confueverunt, ut ab hinc trans maria veherentur.

Bredæ, die 31 Julii 1667.



# TRACTATUS

PACISET FŒDERIS,

INTER Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV, Francia & Navarra Regem Christianissimum ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Carolum II Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defensorem, &c. ex altera parte, initus Bredæ, die 31 Julii 1667.

Notum sit, postquam exoruit bellum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum ab unâ parte, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ Regem, & Celfos Præpotentes Domi-

nos Ordines Generales Fæderatorum Belgii Provinciarum, tandem Serenissimo ac Potentissimo Principe, ac Domino Carolo Suecorum, Gothorum, ac Vandalorum Rege officia interponente, in mutuas pacis leges consenserunt, tenore sequenti.

I.

PAX sit perpetua, & sincera amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Regem Christianissimum, & Serenissimum & Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem, eorumque Hæredes, & Successores, nec non utriusque Regna, Status, & Subditos.

#### IV.

LIBER fit usus navigationis, & commerciorum inter Subditos, utriusque dictorum Dominorum Regum.

VI.

OMNIA Edicta quæ ratione hujus belli alterutra pars in præjudicium alterutrius, contra libertatem naviTRAITÉS, &c. 231 gationis, & commerciorum promulgavit, abrogentur.

### VII.

Rex Christianissimus Magnæ Britanniæ Regi illam insulæ Sancti Christophori partem quam Angli Calendis Januariis anni 1665, ante nuperrimi belli denuntiationem possidebant, intra 6 menses restituat.

#### X.

REX Magnæ Britanniæ, Regi Christianissimo, Regionem quæ Acadia dicitur in America sitam, qua dictus Dominus Rex Christianissimus olim potiebatur, restituat.

### XII.

Rex Christianissimus Magnæ Britanniæ Regi, insulas, quæ Antigoa & Montserrat nuncupantur restituat, atque etiam quasvis alias insulas, regiones, arces & colonias quas Rex Magnæ Brittanniæ possidehat antequam cum Dominis Ordinibus Generalibus Fæderati Belgii

bellum iniret; & vice-versa, Rex M. Britanniæ insulas omnes, regiones, arces, & colonias, quas ante Calendas Januarias anni 1665, Rex Christianissimus possidebat, illi restituat.

### X V I.

LITTERÆ repressaliarum nullæ habeantur, nec ullæ in posterum ab alterutro Dominum Rgem, adverfus alterius Subditos concedantur, nisi prius de juris denegatione constiterit, nec aliter de juris denegatione constet, nisi illius qui repressaliarum litteras fibi concedi petit libellus fuplex Regi ministro, Regis illius nomine contra cujus Subditos illæ litteræ postulantur ibidem de-genti editus fuerit, & is intra 4 mensium spatium in contrarium inquirere possiit aut procurare, ut ex parte rei actori satisfiat; si vero nullus minister ibi degat, repressaliarum litteræ non concedantur, nisi post spatium 4 mensium, computandorum à die quo libellus supplex Regi contra cujus Subditos repressa-liæ petuntur, aut ipsius consilio oblatus fuerit.

### XVII.

CONVENTUM, omnes naves, merces aliaque bona mobilia, quæ post subscriptionem, & publicationem præsentis pasti utrinque occupari poterunt, intrà spatium 12 dierum in maribus proximis, intrà spatium 6 hebdomadum, à distis maribus usque ad Sansti Vincentii promontorium, intrà spatium 10 hebdomadum, ultrà distum promontorium eis Æquatorem, tam in Oceano, & Mari Mediteraneo, quam alibi, denique intrà spatium 6 mensium trans terminos prædistæ lineæ occupantium maneant.

### X V I I I.

SI fimultates inter dictos Dominos Reges recruderunt, & in bellum erumpant, naves, merces, aut bona quævis mobilia alterutrius partis, quæ in ditione partis adversæ extare deprehendetur, sisco ne addicantur, sed subditis alterutrius partis, semestre spatium integrum

234 ABREGÉ DES PRINC. hinc inde concedatur quo res aveherunt.

### X I X

SACRA Regia Majestas Sueciæ, cum omnibus suis Ditionibus tractatui sit inclusa.



# TRACTATUS PACIS

INTER Serenissimum, ac Potentissimum Principem, ac Dominum Fridericum III, Daniæ & Novergiæ Regem ab una; & Serenissimum & Potentissimum Dominum ac Principem Carolum II, Magnæ Britanniæ Regem ab altera parte, Bredædie 31 Julii anni 1667, conclusus.

Notum sit, postquam exoruit bellum inter Sevenissimum & Potententissimum Principem ac Dominum Fridericum III, Daniæ & Norvegiæ, Vandalorum & Gothorum Regem, ex unâ; & Potentissimum Principem ac Dominum Carolum II, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem ex alterâ parte, occasione belli inter prædictum Regem Magnæ Britanniæ, & celsos Præpotentes Ordines Generales Fæderati Belgii exorti, tandem Serenissimo ac Potentissimo Principe, ac Domino Ca-

rolo, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege officia interponente, in fequentes Pacis articulos conventum fuit.

I.

PAX sit perpetua & inviolabilis, inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Daniæ & Norvergiæ Dominum Fridericum III; atque Serenissimum Potentissimum que Regem Magnæ Britanniæ Dominum Carolum II, inter eorumdem Hæredes, & Successores, nec non utriusque regiones subditos & incolas.

#### II.

HOSTILITATES cessent in Oceano Septentrionali, ut & Mari Balthico, & Canalibus intra dies 21; ab ostio dicti Maris aut Canalis ad promontorium, usque Sancti Vincentii intra 6 septimanas; intra spatium 10 septimanarum ultrà dictum promontorium, & Lineam Æquinoctialem, tam in Oceano, quam Mari Mediterranea; tandem intrà 8 mensium spatium ultra teminos dicta Linea TRAITÉS, &.c 237 per universum mundum, à subscriptione hujus Tractatus, & publicatione hic Bredæ peracta.

### V.

QUIDQUID navium, mercium, &c flagrante belli incendio, vel unus alteri eripuit; aut quidquid pars una ad alteram nationem pertinens fisco addixit, mutua abolitione compenfentur; ut tamen id intelligendum veniat, de ejusmodi debitis, quæ usque ad diem 10 se-cundum stilum veterem, vel 20, juxta stilum novum, mensis Maii à fubditis folita aut acceptata erant; scilicet, ea omnia extincta funto. Verum hujusmodi debitorum, quædicto die nec foluta nec acceptata funt folutionem, creditores Regis Magnæ Britanniæ subditi, ordinaria juris viâ postulare poterunt; exceptis tamen 120000 plùs minùs imperialium, quæ nempè originem debent dissidiis quibusdam inter Christianum R. Daniæ & Norvegiæ Regem, & Parlamentum Anglicanum ob Carolo I. gloriofæ memoriæ, Magnæ Britanniæ Regi auxilium la-

tum exortis, quorum nomine Serenissimus Rex Daniæ & Norvegiæ sidem suam interposuit, & obligationem Societati quorumdam Anglicorum mercatorum qui Hamburgi commercia exercent ad manus tradidit; quæ prætensio extincta sit, sic, ut creditores dicti debiti nil quicquam exigent; regiones & immotæ res sub hâc sublatione non comprehendentur, sed iis restituentur qui ante denuntiationem præsentis belli eorum veri possessors, & proprietarii suerunt.

### VII.

REGIA Majestas Sueciæ, cum omnibus ditionibus suis, huic tractatui sit inclusa.

Declaramus, nos, tractatibus Bredæ initis, & die 21, 31 Julii præfentis anni fubscriptis, à parte nostra & communi omnium partium consensu, comprehendi velle Celsissimum Principem Dominum Christianum Albertum Ducem Slesvici Holsatiæ.

Datum in Palatio nostro de Wictheal, 29 die mensis Julii stili veteris, anno Domini 1667.

# ARTICULI PACIS

SANCIT Æ inter Regnum Hispaniæ ab uná,& Regnum Portugalliæ ab alterâ parte, Ulissiponi, die III Februarii 1668.

I.

R EGES Catholici, ut & Portugaliæ declarant, quod nominibus suis, suorum Regnorum, ut & subditorum, firmare intendant perpetuam Pacem.

#### II.

REGNO Portugalliæ, omnia, durante hoc bello armis Regis Catholici occupata ejusdem loca restituentur, similiterque Regi Catholico omnia, durante hoc bello armis Regis Portugalliæ capta ejusdem loca iterum cedentur, eodem modo, & suis cum limitibus, quibus ante bellum gavisa suerum, bonaque immobilia in manus pristinorum Dominorum, eorum proprietariorum,

240 ABREGÉ DES PRINC.

aut eorumdem heredum tradentur.

Res tormentaria in omnibus locis, pro ut ea tempore deditionis ac occupationis exflitit, relinquatur, integrumque esto incolis qui illic manere nolunt, omnia eorumdem mobilia alio avehere. Sub hâc vero restitutione locorum, civitas Septa (Ceuta en Afrique) non comprehendetur, sed eapenès Regem Catholicum maneat.

#### III.

SUBDITI, & incolæ commercia invicem, cum terra tum mari, eodem modo quo tempore Regis Sebastiani in usu erat, secum habeant.

#### V.

DISSITIS in locis prædicta pax intra unius anni spatium, à die publicationis ejusdem in Hispania sactæ initium capiat, si quando verò notitia pacis ad dicta loca citiùs pervenire queat, hostilitates ab hâc ipsâ horâ cessent.

#### VIII.

HEREDITATES quæ tanquam commissæ

TRAITÉS, &c. 241
commisse ad Regium siscumvenerunt, proprietariis ad quos eæ, nisi
intercedisset bellum, pertinuerunt
restituentur. Fructus vero talium
bonorum relinquentur usque ad
diem publicatæ pacis, iis qui durante hoc bello ea possederunt.

### X.

CONCESSUM esto Regno Portugaliæ ob interesse quod ipsum inviolabiliter cum Regno Angliæ habet, talibus unionibus offensivis & desensivis Fæderibus se jungere, quæ Anglia & Hispania invicem, cum omnibus suis Confæderatis, coadunatis consiliis pangent.

## XIII.

Pax à Serenissimo Rege Magnæ Britanniæ, tanquam mediatore, & conservatore in gratiam utriusque partium, intrà spatium quatuor mensium rati habebitur, & accepta seretur.

# TRACTATUS PACIS

INTER Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV, Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum, itemque Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Carolum II Hispaniarum Regem Catholicum, nec non Dominam mariam Annam Austriacam, H spaniarum Regentem, Reginam Catholicam, &c...ex und alteráque partibus, Aquisgrani, die 2 Maii anni 1668, conclusæ.

Notum sit quemadmodum authoritate, paternâque sollicitudine, Sanctissimi nostri l'atris Papæ Clementis IX, inter Serenissimum, Potentissimum, excellentissimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratiâ, Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, similiterque Serenissi-

mum, Excellentissimum & Potentissimum Principem Carolum II. Dei gratia Hispaniarum Regem Catholicum, nec non Serenissimum, Excellentissimum ac Potentissimum Principem Mariam Annam Austriacam, Hispaniarum Reginam Catholicam, ejusque Matrem tanquam Tutricem, concordatum suerit, ut urbs Imperialis Aquisgranensis eligeretur ad tractandum in eå de Pace.

#### I.

CONVENTUM fuit quod in posterum Pax perpetua & amicitia erit inter Reges Christianissimum, & Catholicum, eorum Hæredes & Successores, ipsorum Regna & subditos.

#### III.

RETINEAT Rex Christianissimus, Carolo Regium, Binchium, Athum, Duacum, Fortali ium, Scarpeum, Tornacum, Audenardam, Insulas, Armenteriam, Cortracum, Montes, & Fumiam, cum appertinentiis & annexiis.

## 244 ABREGÉ DES PRINC.

#### IV.

DICTA loca penès altissimè memoratum Regem Christianissimum, & fuos Successores, maneant irrevocabiliter cum juribus fummæ potestatis, juribus regalium patronatûs, cumque aliis omnibus juribus quæ ante hac ad Regem Catholicum pertinuerunt, fine exceptione aut re-fervatione ulla, non obstantibus in contrarium factis legibus, confuetudinibus, constitutionibus, etiamsi eæ juramento confirmatæ forent; declaratque præfatus Dominus Rex Catholicus, ut homines, vassali, & subditi præfatarum Ditionum, urbium & territorium Coronæ Franciæ, ex nunc in perpetuum absoluti manebunt à fide, homagio, & fidelitatis juramento, & in univerfum ab omni obedientiâ.

#### V.

DOMINUS Rex Christianissimus; copias suas ex omnibus locis comitatus Burgundiæ abducet, distum-

# TRAITÉS, &c. 24

que universum comitatum sine omni reservatione Suæ Majestati Catholicæ restituet.

#### VI.

Dominus Rex Christianissimus; curabit quoque ut restituantur omnia loca armis quæsita, exceptis tantummodo locis quæ Majestas Sua Christianissima vi præsentis tractatus retineat; quemadmodum etiam Rex Catholicus curabit ut restituantur Regiæ Majestati Catholicæ omnia loca quæ usque ad diem publicatæ Pacis suis armis occupari potuerunt, ubicumque etiam ea sita suerint.

#### VIII.

Conventum quod mens partium non sit in tractatibus pyrendis conventa revocare, nisi quod in his ipsis ratione supra dictorum locorum cesforum, aliter dispositum erit: sic ut præjudicium aliquod quoad prætensiones ipsorum in omnibus rebus quorum mentio expressa in hoc tractatu sacta non est, ipsis inde illatum non siet,

# TRACTATUS

COMMERCIORUM & Fæderis conclufus Hagæ Comitis, die 3 Julii 1669, inter Dominum Franciscum de Mello, Serenissimi Principis Portugaliæ Regis Legatum Extraordinarium ab unå; & Celsos ac Præpotentes Ordines Generales Provinciarum Unitarum ab alterå parte.

QUANDOQUIDEM à conclusione Tractatus Pacis inter Regnum Portugalliæ ex unâ, & Ordines Provinciarum Uunitarum ex alterâ parte, die 6 August. anno 1661 fancitæ, quædam controversiæ super expugnatione locorum Cochin, & Cananor quæ Societas inde Orientalis dictarum Provinciarum in Indiâ in potestatem suam redegit, intervenerint, inter Dominum Franciscum de Mello, Legatum extraordinarium ad Generales Ordines Fæderatarum Provinciarum, virtute mandati cum

TRAITÉS, &c. 247

libera ratione concludenti à suâ
Celsitudine Regià, Serenissimo Principe, Don Petro Sucessore, Gubernatore, & Regente Regni Portugalliæ ipsi dati ab una parte, & Dominos Plenipotentiarios Ordinum Generalium, Provinciarum unitarum Belgii ex altera parte, conclusium suit.

T.

Quod ad interim loca Cochin, & Cananor dictorum Dominorum Ordinium potestati subjecta maneant usque dum sulutio sex terminorum in tractatu anni 1661 expressorum, nec non resusio sumptuum quos in belligerationem quæ dicta loca expugnarentur impendi oportebat, quorum æstimatio adjustum pretium redigenda erit siat.

#### III.

PRÆPOTENTES Celsitudines suæ ex una parte renuntiabunt, tam pro se quam pro societate sua Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum

# 248 ABREGÉ DES PRINC.

incolis juri-per articulum 25 ipsiusmet tractatus pacis quæsito; atque ex altera parte Regnum Portugalliæ se obligabit ad solvendam Præpotentibus suis Celsitudinibus summam quingentorum millium crusatorum, id quidem mediante sale quod in civitate Setubal suppeditabitur.

### XXI.

OMNES Incolæ Unitarum Provinciarum qui cupient versus Brasiliam negotiari, hoc rectà vià illuc facere nequeant; sed quod hac euntes, & illac redeuntes in Portus Portugalliæ apellere, & eadem onera quæ proprii Regni subditi in tali casu solvent, dependant: spondentque dicti Domini Ordines Generales incolas harum Provinciarum severè se se sesse mucitaturos qui contentis contravenisse deprehendetur.



# TRACTATUS PACIS

INTER Serenissimum Principem, Dominum Michaelem Regem Poloniæ, ex unå, & Serenissimum Principem Dominum Alexium Michaelovizium, Czarum & Magnum Ducem Russiæ, ex alterå parte, Moscoviæ 9 Aprilis, anno 1672, conclusæ.

I.

PROMITTUNT Clementissimi Domini nostri Pricinpales, expatre utrâque, quod initos anno 1667, Andruslovii tractatus, nec non id quod eo ipso anno hic Moscoviæ transactum suit, una cum concordatis inter iteratam, commissionem Andruslovii, anno 1670, corroboratis, servent,

II.

STABILIENDÆ perpetuæ amicitiæ gratia, fua Czarea Majestas, tam

# 250 ABREGÉ DES PRINC.

tres præcedentes, quam quartum hunc tractatum in præfentiå nostrå corporali juramento confirmare vult quam primum nos ratificationem ad manus suas tradiderimus; similiterque Regia Sua Majestas Poloniæ primum ambos Andrusorii initos tractatus, unà cum conclusis hic Moscoviæ, & denique ultimum hunc tractatum in præsentià Czareæ solemnis legationis post exhibitam ratificationem jure jurando corroboret.

### III.

Cum ratione diversorum punctorum, tam Andrussoviensium pactorum ut & Moscovie conclusarum, conventionum, non nulla gravamina & prætensiones subsecute suissent; dicta puncta ad suturam usque commissionem que mense Junio, anno 1674 instituetur, ampliata sunt.

## IV.

Civitas munita Kyovia, ad inftantia Majestatis Suæ Czareæ desideria, sub ejusdem potestate usque TRAITES, &c. 251

ad proximam commissionem in quâ terminus evacuationis determinetur, maneat: Majestatis Suæ Czareæ, exercitus, & speciatim Cosaci Severienses, ultrà Borisshenem non excurrent.

 $V_{\bullet}$ 

Quodsi Turcanus Sultanus Regiam Suam Majestatem, & Rempublicam Poloniæ armata manu invadet, aut ope Tartarorum quietem ejustdem inter turbet, eum in casum Crarea Sua Majestas suæ Regiæ Majestati, Calmucensibus, Nogaciensibus, & aliis hordis terra mari vero domicis Cosacis assistet.

### VIII.

CZAREA Sua Majestas libero arbitrio relinquit subjectæ Regno Poloniæ, & Magno Ducatui Lithuaniæ, nobilitati quæ in ditionibus Smolensci, & Starobuli existit, vel alibi in ejustem ditionibus habitat, ut unus quisque eum uxore & liberis transire in partes Regiæ Majestatis Suæ & Reipublicæ, & mobilia secum asportare queat.

# 252 ABREGÉ DES PRINÇ.

### IX.

Iss vero, qui sub potestate Czareâ suâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti fint, permittit Czarea Sua Majestas, cultûs eorum Divini per agendi gratiâ, fines ditionum transgredi, & Ecclesias proximè adjacentes adire; nec ulli Romanæ Réligioni addicto confessio fidei suæ apud Czaream Suam Majestatem sit detrimento : ex adverso vero omnibus quoque Russorum Religionem colentibus, cujuscumque statûs etiam iis erunt, qui cum locis quæ per pacta Andruslovicenfia Regno Poloniæ cessa sunt, iterum ad Reginam Suam Majestatem pervenerunt, exercitium Grecæ Refigionis liberum concedetur.

#### XIII.

MAJESTAS Sua Czarea Edictum promulgabit, cujus omnes ablati libri, documenta, scripturæ, acta judicialia, imagines, argentea suppellex Eclesiastica, ornatus, & apparatus, ut & campanæ & similes

TRAITÉS, &cc. res in Czareæ Suæ Majestatis ditio-

nibus conquirentur, & quidquid harum reperietur intrà anni spa-tium, Regiæ Suæ Majestati tradetur.

## XVIII.

UTERQUE Principum, evitanda: rum turbationum inter vicinos in confinibus degentes gratia, duos eligere vult Judices, qui stato termino anni femel, aut bis affefores suos convocent, & actiones de injuriis limitaneis, & commissis excesfibus, ut & de latrociniis, & homicidiis motas audient, læsæ parti justitiam administrent, delinquentes coerceant, & sic fines quietos fervent.



# ARTICULI PACIS

INTER Serenissimum, ac Potentissimum
Principem ad Dominum Carolum II,
Magna Britanniæ Regem ab unå,
& Celsos ac Præpotentes Dominos
Ordines Generales Fæderati Belgii
Provinciarum, ab alterå parte, die
19 Februarii 1674, conclusæ.

Quandoquidem Serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, operam adhibuit ut dissidii inter Regnum Magnæ Britanniæ & Fæderati Belgii Provincias sublatis, pax restitueretur; cumque prædicti Ordines Fæderati Belgir Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem; tum per litteras, quam per nuntia slectere conati sunt ut conditionibus pacis aurem accomodare vellet, atque iis pacifica negotiatio ad exitum perduceretur, Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fer-

nandes, Marchioni de Fremo, Serenissimi ac Potentissimi Principis, Domini Caroli II, Hispaniarum Regis, apud eumdem Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam potestatem dederint, ut eorum nomine pacem cum præfato Sereniffimo Domino Magnæ Britanniæ Rege concluderet, memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex Commissarios, & Procuratores suos plena potestate munitos nominavit, qui Commissarii cum præsato Domino Marchione de Fremo, in hæc puncta, & articulos confenserunt.

#### I. .

SIT firma pax & amicitia inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fæderati Belgii, corumque subditos, tam intrà quam extrà Europam.

### III.

Post expirationem 12 dierum

# 156 ABREGÉ DES PRINC.

publicationem hujus tractatus proxime sequentium, nulla committatur hostilitas à termino in occidentali plaga canalis Britanniæ, usque ad actorum terminum in Norvegiâ; neque post sinem 6 septimanarum, usque ad Civitatem Tingitanam & Æquatorem; neque post sinem 10 septimanarum in Oceano, mari Mediterraneo, vel ullibi aliàs inter dictam Civitatem Tingitanam & Æquatorem; neque post sinem & mensium, in ulla orbis regione.

### IV.

ORDINES Generales Unitarum Provinciarum declarant quod quæcumque navigia ad præfatas unitas Provincias spectantia, sive naves bellicæ, sive aliâ, eæque vel singulæ, vel in classibus conjunctæin ullis Maribus à Promontorio sinis terræ dicto, usque ad medium punctum terræ Vanstalden dictæ in Norvegiâ, quibus licet navibus ad Serenissimum Dominum M. Pritanniæ Regem spectantibus se obviam dederint, vexillum suum è mali vertice detrahent & supremum velum demittent.

#### V.

QUANDOQUIDEM Colonia Surinam dicta, & articuli super ejusdem deditione facti anno 1667, multas disceptationum occasiones dederint, Ordines Generales cum suprà nominato Serenissimo Domino M. Britanniæ Rege, convenerint quod non folum prædicti articuli plenam fortientur executionem, fed etiam majestati suz Britanniz liberum erit unum aliquem, aut plures eo deputare, qui conditionem subditorum fuorum ibi manentium explorent, cum iis de tempore discessûs sui convenient, quodque majestati suæ licitum erit, unam, duas vel tres naves una vice eo mittere quæ majeftatis suæ subditos una cum rebus suis accipiant, asportent que.

#### VI.

CONCORDATUM est, quod quæcumque terræ, insulæ, oppida, portus castella aut fortalitia ab una parte capta sunt, ab ea priori Domino restituentur in eadem conditione qua 258 ABREGÉ DES PRINC. fuerint tunc cum pax ista promul-gabitur.

VII.

TRACTATUS Bredæ conclusus, anno 1667, sicut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum confirmati maneant in plena vi.

### IX.

Quod à mutua commercii & navigationis libertate pax utriusque nationis pendet, præcipuè in Indiis Orientalibus, Serenissimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex votis Ordinum Generalium accedere dignatur, ut ejusdem consideratio æquali numero Commissariorum ab utrâque parte parte nominandorum referatur; fin autem post tres menses quam congressi fuerint eorum conatus non tam feliciter successerint ut tractatus inde concludatur, capita inter eos contra versa ad arbitrationem Serenissimæ Dominæ Reginæ Regentis Hispaniæ referentur, quæ undecim Commissarios nominabit; & quodcumque major eorum pars TRAITÉS, &c. 259 determinaverit, id utramque partem obligabit.

. X.

MAJESTATI suæ Britaniæ Ordines Generales promittunt summam octies centenorum milliorum patacorum solvere.

## XII.

SIMUL ac habitationes utrinque commutatæ fuerint, Pax promulgabitur Hagæ Comitis intra spatium 24 horarium.



# TRACTATUS PACIS

D

INTER Celsos Præpotentesque Dominos Ordines Generales Fæderatorum
Belgii Provinciarum, ab unå, &
Reverendissimum & Celsissimum Dominum Christophorum Beruhadum,
Episcopum & Principem Monasteriensem, &c. ab altera parte, in
Imperiali Civitate Colonia Agrippinæ, die 22 Aprilis 1674, initus.

Posteaquam bellum inter Christianissimum Galliarum Regem, ejusque Confæderatos, ex una, & Celsos & Præpotentes Fæderati Belgii Ordines earumque Confæderatos ex una, & Celsos & Præpotentes Fæderati Belgii Ordines earumque ex Confederatos altera parte nuper exortum, eo usque excreverit, ut Sacram Cæsaream Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involveret, & sua Cæsarea Majestas

TRAITÉS, &c. 261.

Reverendissimum & Cessissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem adhortari secrit ut à Fœdere Gallico recederet, & pacem cum alte memoratis Ordinibus iniret, cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare, & à Fædere cum altè memorato Rege Christianissimo ante hac inito, vi arbitrii sibi in ipso sedere reservati dissedere paratus, quod hinc in sequentes pacis leges tandem conventum sit.

I.

Pax sit inter Dominos Ordines uniti Belgii, & Dominum Episco pum, & Principem Monasteriensem.

#### III.

RESTITUET Dominus Episcopus Dominis Uniti Belgii Ordinibus omnia ea loca quæ durante hoc bello occupavit, in eo statu quo nunc reperiuntur, nominatim opida, arces & castella de Lingen, Lictenffort & Burkelvo, salvis tamen jutibus Imperii.

### 262 ABREGE DES PRINE.

#### I V.

RESTITUET identidem omnibus nobilibus, vassalis & subditis Dominorum Ordinum, omnes districtus & bona immobilia quæ durante hoc bello occupavit, nominatim castellum & dominium de Verth Comiti del Valdek resituat, renovatis tamen tam dicti Domini Episcopi Ecclesiæ, quam Domino Comiti competentibus juribus coram competente judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa vassalis & subditis Monastriensibus occupata omnia bona immobilia restituantur.

#### VI.

COMPREHENDATUR hac pace Familia Comitum de Benthein, & quæ ipfi durante hoc bello ablata fuerunt, utrinque restituantur.

#### VII.

S. CÆSAREA Majestas, ac Serenisfimus Hispamarum Rex requirentur, ut guarantiam hujus tractatûs præstare velint.

# TRACTATUS

INTER Casaream Majestatem, & Episcopum Principem Monasteriensem, conclusus Colonia, die 22 Aprilis 1674.

DEPUTATI Domini Principis, & Episcopi Monasteriensis nomina Suæ Celfitudinis & ex speciali ejusdem Instructione promittunt suam Celsitutinem pro defensione vicinorum Imperii limitum fortalitia sua præsidiis sirmaturam, nec non ii quæ nuper in Comitiis Ratisbonensibus ratione guarantiæ oppressis Imperii Statibus juxta Imperii Constitutiones præstandæ statutæ sunt, le confirmaturam S. C. Majestati & Imperio cum debitâ fuâ quoiâ non defuturam, & fi Majestas Šua ultrà id aliquas Celsitudin's Suæ copias desileret, Celsitudo Sua câ în re talem e præbebit, ut Suæ Majestati facillimum

264 ABREGE DES PRINC.

sit cognoscere quod Suæ Celsitudinis nihil magis cordi sint, quam suam ergà Cæsaream Majestatem devotionem re ipsa demonstrare.



# TRACTATUS PACIS

INTER Serenissimum Principem ac Dominum Maximilianum Henricum Archiepiscopum Coloniensem, S.R. S. Electorem ab una; & Celsos Prapotentesque Domini Ordines Generales Faderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, Colonia Agripina, die 11 Mai 1674, conclusa.

Posquam inter Christianissimum Galliarum Regem, ejusque Confœderatos ex una, atque Celsos & Præpotentes Fæderati Belgii Ordines eorumque Confæderatos ex altera parte, nuper exortum bellum eo usque excrevistet ut Cæsaream Suam Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involverit, & altissime memorata Sua Cæsarea Majestas Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, qui uti Chritianissimæ Regiæ Majestatis Consæderatus ad

## 166 ABREGE DES PRINC.

dictum bellum accesserat, adhortari curasset, ut pacem cum alte memoratis Dominis Ordinibus inire vellet; huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, in sequentes Pacis leges conventum sit.

### I I 1.

Posito universalis Amnestiæ sundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia quæ durante hoc bello occupavit, in statu quorum reperientur.

## V.

CONTRA, prædicti Domini Ordines Generales renuntiant omnibus juribus, & prætentionibus quas habuerunt aut habere possent in civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, sic, ut in perpetuum maneat penès prædictam Serenissimam Celistudinem Suam Electoralem.

### VII.

CÆSARFA Sua Majestas, & Serenissimus Rex Hispaniarum requirentur ut guarantiam hujus Trastatûs in se recipere velint.

# TRACTATUS PACIS

INTER Majestatis Sua Christianissima Legatos Plenipotentiarios ex una, & Dominorum Ordinum Generalium Fæderatarum Belgii Provinciarum Legatos Plenipotentiarios ex alterâ parte; Neomagi, die 10. Augusti anno 1678, concluse.

Сим durante cur'u belli, aliquos abhinc annis moti inter Colfimum, Excellentissimum & Potertissimum Principem Ludovicum XIV, Dei gratia Franciæ & Navarriæ Regem, & Dominos Ordines Generales Provinciarum Belgii Faderatarum, Majestas Sua semper si corum desiderium retinuerit dictos Dominos Status in printinam amicitiam recipere, illi vero ardentisimum affectum Majestatem Suam venerandi, tandem contigit ut bonæ intentiones fuffultæ officiis Celsissimi Excellentissimi & Potentissimi Principis Regis 268 ABREGÉ DES PRINC.

M. Britanniæ, Majestatem Suam Christianissimam & dictos Dominos Ordines Generales, nec non omnes alios Principes & Magnatos quarum res hoc bello agitur permoverint, ut consentirent quod urbs Noviogamensis eligeretur ad tractandum in eâ de Pace, ubi convenerunt de conditionibus Pacis sequentitenore.

I.

SIT Pax firma inter Suam Majestatem Christianissimam, ejustemque Successores Reges Franciæ & Navarræ, & Dominos Ordines Generales Fæderatarum Belgii Provinciarum.

II.

SI quædam prædæ, ab una aut altera parte, in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, inde usque ad extrema dicti (la Manche), ultra spatium 4 septimanarum, & ab ea extremis nominati illius (la Manche) usque ad caput Sancti Vincentii ultra spatium 6 septimanarum, & in Mari Mediterraneo ad Æquatorem

# TRAITÉS, &c. 269

usque ultrà spatium 10 septimanarum, & ultrà Æquatorem, & in aliis omnibus mundi plagis ultrà spatium 8 mensium à die Pacis Parisiis & hagæ Comitis promulgatæ computandorum capientur, præsatæ prædæ reddentur.

#### V.

Ir quibus bona in ficum redacta occasione dicti belli sunt, eorum hæredes, aut jus ad ea habentes, cujuscumque conditionis, aut Religionis esse poterunt, gaudeant iisdem bonis.

### VI.

Comes d'Auvergne mittetur denuò in possessionem Marchionatûs Bergarum ad Romam ejussem dependentiarum, utiquoque omnium ejus jurium quâ ante declarationem belli gaudebat.

## VII.

MANEAT unusquisque in posfessione omnium regionum, civita-Miji 270 ABREGE DES PRINC. tum, territorium, & dominiorum, tam intrà quam extrà Europam, quæ nunc possidet.

# VIII.

Cum vero Majestas Sua Christianissima animum induxerit cum Dominis Ordinibus generalibus pristinam amicitiam exercere, ipsos immittet iterum in possessimomittet iterum in possessimomittet trajesti ad Mosam, nec non comitatus Vroonboyensis, atque comitatus Falkenburgensis Dahlehemy, & Rotteduci ultra mensam.

### IX.

ALTE memorati Domini Ordines ex adverso promittunt quod res omnes, exercitium Religionis Romano Catholicæ, & usum bonorum eorum qui hanc profitentur concernit, conserventur in eo statu in quem per capitulationem anno 1632 redactæ sunt, & quod ii quibus Ecclesiasticis Benesiciis prospectum jam est, in iis stabiles maneant.

#### XIV.

SI evenerit ut præsens Tractatus à parte dictæ Suæ Majestatis, aut Dictorum Dominorum Ordinum Generalium minùs exacte observetur, Pax tamen nihil quicquam remittet de suo integro vigore, sed promptè contraventio reparetur.

#### X V.

Si post hac amicitiæ diremptio inter Coronam Franciæ, & præsatos Dominos Ordines Fæderatarum Provinciarum Belgii intercedet, indulgeatur tempus 6 mensium subditis, quo intereà cum substantiâ suâ dissedere queant.

#### X V I I.

Rex Magnæ Britanniæ cum Regnis fuis in presenti Tractatu comprentus sit.

## X V I I I.

Presenti hoc Tractatu ex parte Miv

# 272 ABREGÉ DES PRINC.

Domini Regis Christianistimi comprehendentur Rex Sueciæ, Dux Holsatiæ, Episcopus Argentinensis, & Princeps Guilielmus à Furstenberg tanquam belli presentis participes. Præterea Princeps & Regnum Portugalliæ, Respublica Veneta, Dux Sabaudiæ, & Tredecim Helvetiorum Pagi, cum eorum Consæderatis, Elector Bavariæ, Dux Joannes Fridericus Brunsvicensis hanno veranus.

#### XIX.

Ex parte Dominorum Ordinum Generalium Rex Hispaniæ, ut & Tredecim Helvetiorum Pagi cum Conscederatis suis Civitas Emdana.

## ARTICULUS SEPARATUS.

QUEMADMODUM in consequentiam belli inter Regem Christianissimum, & Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Majestas Sua fecit ut omnia ad Dominum Principem Aurasionensem (d'Orange) tam in dicto Principatu, quam aliis Dominiis in

TRAITÉS, &c. 273

Galliâ sitis, pertinentia bona apprehenderetur, Majestas Sua altè memorato Domino Principi promittit, quod in possessionem dicti Principatûs, & Dominiorum ad ipsum in Galliâ, Comitatu Burgundiæ, Carolesiâ, Flandriâ, & aliarum ditionum à dominatu Suæ Majestatis dependentium, nec non omnium jurium immittatur eodem in statu quo ille antequam ex eorumdem possessione deturbaretur, gavisus suerat.



# TRACTATUS

COMMERCIORUM, Navigationis & rerum Martimarum, inter Mjestatis Suæ Christianissimæ Legatos & Plenipotentiaros ex una, Dominorum Ordinum Generalium Fæderatarum Belgii Provinciarum Legatos, & Plenipotentiarios ex altera parte, Noviomagi, die 10 Augusti anno 1678, conclusus.

#### I.

Suæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium Provinciarum Belgii Fæderatarum subditi, eadem libertate quoad commercia, & navigationem gaudeant quâ ante hoc bellum gavisi suerunt.

#### II.

NEQUE fas esto Majestatis Suæ subditis commissiones accipere ullas

# TRAITÉS, &c. 275

ad inftructum annorum privatum, aut litteras represtaliarum à Statibus alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium Hostibus, quod ipsum mutuò à Subditis Fæderatarum Belgii Provinciarum quoad Majestatis Suæsubditos observetur.

#### III.

PRÆDA ab unâ aut alterâ parte capta in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, inde in Norvegiâ ufque ad extrema de la Manche, intra fpatium 4 feptimanarum, & ab extremis de la Manche dictæ ufque ad Caput Sancti Vincentii, intrà fpatium 6 feptimanarum, & in Mari Mediterraneo ufque ad Æquatorem intrà fpatium 10 feptimanarum, & ultrà Æquatorem, & in omnibus aliis mundi partibus intrà fpatium 8 mensium à publicatione præsentis Tractatûs computandum, & damna ab una aut altera parte illata reddentur.

#### IV.

Omnes li:teræ pignorationum,&
M vi

repressaliarum ante hac concessa nullæ declarantur, neque sas esto ejusmodi porto ab aliquo præsatorum Fæderatorum in præjudicium subditorum alterius expediri, nisi in casu manifesto denegatæ justitiæ, quæ denegatio pro testata non habebitur priusquam supplicatio ejus qui dictas expetit repressalias, ministro qui in loco ejus statûs contra cujus subditos contedentur existit communicetur, quo intra terminum 4 mensium de contrario edoceri, aut Justitiæ subsidium procurare queat.

V.

NEC subditi arresti constringentur ob ullam rem ad quam Majestas Sua tenebitur, nec etiam Dominorum Ordinum Generalium subditi, cum mercibus, & navigiis suis frequentare poterunt regiones, civitates, portus, arces & slumina unius, alteriusve ditionis, & ibidem vendere, emere omnis generis merces; quarum investio, aut evectio omnibus Suæ Majestatis, & alte memoratorum Dominorum Ordinum Ger

TRAITÉS, &c. 277

neralium subdictis interdicta non est, sic, ut permissum non sit, uni alterive concedere subditis suis immunitates, beneficia, & alias prærogativas, in præjudiciorum illorum, utque unius alteriusve partium subditi non teneantur majora onera, aut impositiones ratione suarum perfonarum, bonorum, mercium, navium, sub quocumque titulo solvere, quam ea quæ naturales unius, alteriusve subditi solvere obstrictis sunt.

#### V III.

NAVIBUS bellicis unius, alterius ve pateant aperta littora, vadosa, flumina, portus & ostia ad ibidem standum in anchoris tamdiu quam ipsis opus erit, absque visitatione omni, sub conditione ut hoc ipso moderate utantur, nec causam aliquam suspicionis per affectatam ibidem commorationem, dictorum locorum, & portuum gubernstoribus quos Capitanei memoratarum navium de causa adventus, & commorationis sua certiores reddent, præbeant.

#### IX.

NAVIBUS militaribus Majestatis Suæ, ut & altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium nec non utriufque fubditorum armis ad bellum instructis, prædas ab hostibus suis captas, quocumque ipfis placuerit, conducere integrum esto, in tantum ut ad jura ulla Thalassiarchiæ, ( Amirauté ) aut ulli alio præstanda obstrictæ minimè sint: contra iis, qui prædas ex Suæ Majestatis, aut altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium subditis secerunt, in portubus, & offiis fuis afylum haud præbeatur, sed si necessitate tempestatum, aut periculis maximis coactæ intraverint, curabitur ut quam citissimè fieri poterit ab hinc discedant.

#### X.

SUBDITI altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium foluti erunt jure Albinagii; ( Droit d'Aubaine ); fimiliter fine litteris TRAITÉS, &c. 279

naturalitatis liberè fortunarum suarum sedem figere valeant subdit altè memoratorum Dominorum Ordinum in omnibus civitatibus Regni commerciorum excerdendorum gratiâ, & generaliter subditi Provinciarum Belgii Fœderatarum, tam favorabiliter quam Majestatis subditi proprii, & naturales tractentur; specialiter verò sub taxatione quibus peregrini censebuntur non comprehendentur; atque universus tenor præsentis articuli quoad Regis subditos in Regionibus alte memoratorum Dominorum Ordinorum ditioni subjectis valebit.

#### X I.

ONUSTÆ ab uno Fæderatorum naves, si prope plagas alterius vi tempestatum remittentur, haud cogentur mercimonia sua exponere, nec teneantur illic jura ulla solvere, nisi tunc cum sua sponte mercimonia ibidem venum exposuerint.

#### XII.

Dominos navium, ipforum Nau-

cleros, Præfectos, milites, nautas, naves ipfas, ut & res quibus onustæ sunt, arrestis constringere, nec sub prætextu defensionis status sas erit; sub quo tamen non intelligentur arresta autoritate judiciali, ob debita aut alias justas causas obtenta.

#### XIII.

In omnium subditorum Galliæ ut & Provinciarum Belgii Fæderatarum potestate licitum esto suis navibus in alto vehere, & cum mercibus suis negotia exercere versès loca illorum qui jam hostes declarati sunt; quemadmodum etiam iisdem navibus suis in alto vehere, & cum mercibus suis negotia exercere poterunt ex locis eorum qui hostes alterutrius partium sunt, non solum recta ex locis hostibus versus locum neutralem, sed etiam ex loco hostili uno versus alium.

#### XIV.

COMMERCIUM hocce se extendet ad omnis generis mercimonia, exceptis mercibus interdictis.

#### X V.

Sub hujusmodi mercibus interdictis intelliguntur arma, & aliæbello inservientes res.

#### XXI.

CASU quo in navibus destinatis; ad cursum versus portus hostium reperientur res quæ pro interdistis declaratæ sunt, illæ sisco addicentur, sic tamen ut proptereà naves, ut alia bona & res in illis ipsis navibus repertæ, nullo modo in siscum redigi queant.

#### XXII.

PRETEREA conventum suit quod omnia ea quæ reperientur navi cuippiam hostium illata, etiamsi mercimonia interdicta non sint, unà cum omni eo quod in dicta navi reperietur, in siscum redigentur: quod ipsum, non solum si quando dictæ merces ante declarationem iisdem illatæ suerint; sed etiam si id post

præfatam Declarationem factum fuerit, obtinebit, si modo id sactum sit intra terminos sequentes; nempè quando illatæ funt in Mari Baltico, aut Oceano Septentrionali, ab hinc in Norvegià usque ad extrema ( de la Manche, intrà spatium quatuor septimanarum; aut in extremis præfatæ ( de la Manche ), usque ad Caput Šancli Vincentii, intrà spatium 6 feptimanarum, & ab hinc in Mari Mediteraneo, & usque ad Æquatorem, intrà spatium 10 septimanarum; & ultra Æquatorem, & in omnibus allis mundi plagis, intrà spatium 8 mensium; quemadmodum constitutum est quod navis libera immunes quoque reddet res illatas; insuper concordatum fuit, quod libertas illa, etiam ad personam sese extendet, ut hostes, si in libera navi reperientur, inde extrahi nequeant, modo militares homines non fuerint.

#### X X V.

CAPITANEI, & armaturæ navali operam dantes obstricti sunto præstare ante abitum suum cautionem TRAITĖS, &c. . 283

coram competentibus Judicibus ad fummam 15000 librarum turonen-fium de reparando ab uno quoque eorum in folidum ea quæ malè in itineribus fuis patrata erunt, & de violationibus præsentis Tractatus.

#### XXVI.

Si alieni Capitaneorum Gallicorum in prædam cedat navis mercibus interdictis onusta, Capitaneo sas non erit sacere ut cistæ, sarcinæ, aut aliæ arcæ aperiantur, aut aliænentur, priusquam in continentem, in præsentia Judicum Thalassiarchiæ allatæ. & ab iis in inventarium relatæ sint, nist merces illæ interdictæ solum modo partem quandam oneris navalis effecissent, ut Domino sive Patrono navis consultum visum suisset dicto Capitaneo tradere, & iter suum peragere.

# XXVII.

SENTENTIÆ quæ in causis captarum in mari prædarum serendæ erunt, secundum Justitiæ normam, à personis haud suspectis serantur.

#### XXVIII.

Sr quando Dominorum Ordinum Generalium aliquis ministrorum publicorum de hujusmodi sententiis conqueretur, Sua Majestas curet eastdem in suo Consilio revidere intra tempus; mensium ut intereà bona minimè vendentur, nisi id, cum consensu eorum quorum interest, ad præveniendum detrimentum mercimoniorum suorum siat.

#### XXIX.

Si quando actiones inter illos qui prædas in mari egerunt, & inter eos quorum eo nomine interest, intentatæ erunt, & illi quorum interest favorabilem sententiam obtinuerint, ea sententia sub cautione side jussorià non attenta appellatione executioni mandetur: at non contrà, & quid in præsenti articulo, ut & in antecedentibus dictum est, id ipsum quoque obtinebit apud Dominos Ordines Generales quoad prædas Suæ Majestatis subditis ereptas.

#### X X X.

In potestate Suæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium situm esto curare ut in ditionibus alterutrius tantus navium numerus, sive ad bellicum sive ad commerciorum usum extruatur, quantus ipsis conducere videbitur eodemque modo coëmere instructum bellicum; interponentqueautoritatem suam ut pretio justo emptio, venditioque celebretur, ut tamen neque Majestas Sua, neque Domini Ordines Generales eamdem permissionem sostibusunius alterius impertiri valeant, si memorati hostes aggressores suerint.

#### XXXI.

SI naves militares, aut mercatoriæ unius, alteriusve naufragium patiantur, dictæ naves, apparatus, & mercimonia, & id, quod confervatum erit, aut quod inde preveniet, si dictæ res utpote perituræ fuerunt venditæ, id omne, quoties intra annum & diem revocatum

erit, restituetur, dum modo impensæ justæ, & id quod inter Fœderatos determinetur pro jure conservationis, solutum erit.

#### XXXII.

MAJESTAS Sua, & Domini Ordines Generales non recipient in ullà aliquà fibi parente Regione ullos aliquos piratos, aut eos qui nulli certæ parti abdicti maria infertant; fed efficient ut illi puniantur, & naves eorum deprehendentur, & quæcumque in iis invenientur, proprietariis qui ea revocabunt reftituentur.

#### XXXIII.

INCOLIS & fubditis partis unius alteriusve integrum esto, uti opera hujusmodi advocatorum, procuratorum, notariorum, sollicitatorum qui ipsis boni videbuntur, iisque à Judicibus ordinariis adjungentur, si opus erit, & dicti Judices desuper requisiti erunt. Permissumque esto dictis subditis, & incolis libros mer-

TRAITÉS, &c. 287 catorios suos conscribere linguâ eâ quæ ipsis commoda videbitur.

#### XXXIV.

Domino Regi, ut & Dominis Ordinibus Generalibus liberum esto, in commodum suorum subditorum in Regnis & Statibus alterius negotia exercentium constituere Consules, qui juribus & immunitatibus iis competentibus fruentur; constitutioque eorum siet in locis quibus communi suffragio eos necessarios fore censebitur.

### XXXV.

MAJESTAS Sua, ut & Domini Ordines Generales, nequaquam permittent ut aliqua navis armis inftructa vi obtentæ commissionis alicui Principum, aut civitati à servitiis existens prædam capiat in portubus, ostiis, aut aliquo slumine quæ ad ipsos pertinebunt de unius alteriusve subditis.

#### XXXVI.

Si per negligentiam præsens trace

tatus minus observetur, aut eidem quis contravenerit, non committetur tamen, quin is in vigore suo omninò persistat, sic ut proptereà ad interruptionem Confæderationis non devenietur, sed transgressiones promptè reparentur.

#### XXXVII.

St posthac contigerit, ut amicitia rumpatur inter Coronam Franciæ, & Dominos Ordines Fæderatarum Provinciarum, tempus 9 mensium à ruptione inde, utriusque partis subditis detur, intrà quod ipsis integrum sit aliorsum se, cum suis substantiis, conferre.

#### XXXVIII.

PRÆSENS Tractatus perduret 25 annos à die fubfignationis.

#### ARTICULUS SEPARATUS.

STIPULATUM fuit ex parte Christianissimi Regis, & huic Ordines Generales assensi sunt, quod æqualitas

# TRAITÉS, &c. 289

litas quæ quoad fubditos unius alteriusve cum naturalibus circa materiam jurium & gabellarum juxta articulum vII observati debet, minimè derogaret gabeliæ quinquaginta festertium in Galliâ de qualibet tonnâ navibus peregrinis illatâ statutz, quod Dominorum Ordinum Generalium subditi eamdem solvere tenerentur; dicta gabella 50 festertium non exigetur à navibus Provinciarum Fæderatarum fubditorum nisi una vice pro quolibet itinere, si quando ex portubus regni sui solvens, ut naves sale onustæ solum modo dimidium dictorum 50 festertium pendant; sub hâc conditione, ut si Dominis Ordinibus Generalibus fuerit visum similem gabellum de navibus peregrinis apud se conftituere, excedere quoad Majestatis Suæ fubditos taxam quam in Galliâ solvunt, nequeant.



# SUMMARIA

PACIS Neomagensis, die 17 Septembris anno 1678, conclusa inter Ludovicum XIV Francia & Navarra Regem, & Carolum II, Hispaniarum Regem.

ARTICULUS PRIMUS.

PAX bona, firma, & perpetua amicitia erit.

#### IV.

REX Christianissimus potestati Regis Catholici restituat Carolo Regium, Binchium, Athum, Audenardam & Cortracum, cum suis dependentiis.

#### V.

REX Christianissimus se semet obstringit denuò tradere Ducatum Limburgensem, civitatem Gandavensem, fortalitium Rothenhusanum, regionem Varanam, urbem TRAITÉS, &c. 291 Leceviam, urbem Sancti Gileni, atque civitatem Puicerdam, in Catalonià, cum dependentiis.

#### VII.

Rex Christianissimus essiciat ut Regi Catholico restituantur omnes civitates, loca & fortalitia quæ in potestatem suam redegit, usque ad diem promulgatæ Pacis, in quibusquemadmodum Majestas Sua Catholica essiciet quoque, ut Majestati Suæ Christianissimæ restituantur omnia loca, fortalitia, arces quæ in potestatem suam redegit, ad diem promulgatæ pacis usque, in quibusquemque mundi partibus eæ sitæ sint.

#### XI.

REX Christianissimus gaudeat, non solum universo Comitatu Burgundiæ, vulgo (la Franche-Comté) dicto, ut & Civitatibus & ditionibus hinc dependentibus, sub quibus comprehensa sit urbs Vezontium, sed etiam civitatibus Valencena,

Bochanio, Condato, Cameraco, & Cambrecio, Aria, Fano Sancti Audomati, Ipris, Vifoviaco, Vastena prope Lyram, Properingua, Balliolo & Carleto, Bavaco, & Malobodio, cum suis dependentiis.

# XII.

DICTUS Comitatus Burgundiæ, civitates & ditiones ab eo dependentes sub quo civitas Vezontium comprehendatur, nec non præsatæ civitates & loca maneant penès Majestatem Christianissimam, & successores, irrevocabiliter & in perpetuum, cum summa potestate, aliisque juribus omnibus quæ antea ad Regem Catholicum pertinuerunt.

#### XIII.

MAJESTAS Sua Catholica fe obstringit obtinere à Domino Episcopo Leodiensi cessionem civitatis Dynanti, desuperque consensum Imperatoris, & Imperii, intra anni spatium à die ratissicationis tractatus Pacis quæ inter Imperatorem, &

Regem Christianissimum facienda erit, computandum. Positoque quod memorata Sua Majestas distam cessionem obtinere nequeat, ea tunc se obligat se restituram potestati Suæ Majestatis Christianissimæ civitatem Carolo-Montium.

Actum Noviomagi, die 17 Sept. anno 1678.



# TRACTATUS PACIS

INTER Reges Galliæ & Sueciæ, nec non univerfam Domum Brunsvico Luneburgensem, Cellis, die 26 Januarii, anno 1679, conclusus.

#### I.

SIT Pax inter Majestates, & Coronas Galliæ, & Sueciæ, & eorumdem successors, interque Celsitudines Suas Brunsvico Luneburgenses, Cellenses, & Guestobutanas, & eorumdem Successors, & universam Serenissimam Domum.

#### IV.

QUONIAM Tractatus Pacis Monafterii, & Ofnabruggis die 24 Octobris anni 1648 conclufus, fundamentumtranquillitatisImperii efto ambæ Coronæ, & Celfitudines Suæ Serenissimæ eundem pro norma haTRAITÉS, &c. 295 bent cum obligatione reciproca studium omne eo conferendi, ut dista

dium omne eo conferendi, ut dica Pax Vestphaliæ, sarta, tectaque conservetur.

#### VI.

PROMITTUNT Ceisitudines Suæ quod Regi & Coronæ Sueciæ restituent Ducatum Bremensem, cum omnibus suis dependentiis.

#### VIII.

Spondent Majestates Suæ Galliæ, & Sueciæ, quod copias militares, in ditiones ad Celsitudines Suas, aut Serenissimam Domum Brunsvico Luneburgensem pertinentes, intrare non permittunt: illa vero ex suâ parte transitum, quamdiù præsens bellum durabit, iis non concedet qui hostes sunt duarum Coronarum.

#### XIV.

AMBÆ Coronæ efficient ut præfens Tractatus illo quem cum Majestate Sua Imperiali, & Imperio eæ 296 ABREGÉ DES PRINC. inibunt, complectatur, & Sereniffima Domus Brunfvico Luneburgenfis eandem, inveniat fecuritatem, ac si illa conjunctim cum Suâ Majestate Imperiali eumdem pepigistet.

#### ARTICULI SEPARATI.

I.

MAJESTAS Sua Rex & Corona Sueciæ transferunt in præmemoratos Duces in perpetuum, cum omni potestate & juribus territorialibus:

- No. Præfecturam Doeverensem; & universum districtum, sive territorium quod inter slumina Virurgim; & Al. Alerum se extendit, & ad Ducatum Verdensem pertinet, ut tamen in illo districtu munimentum nullum extruetur, aut nulla de novo vectigalia à Celsitudinibus Suis & eorumdem successoribus illic stabiliantur.
  - 20. Præfeduram Tedhingausen.
- 3°. Omnia jura, reditus, summas principales, census & possessiones,

TRAITĖS, &c. 297 sive in ruribus, sive in silvis con-fistant, quibus Episcopi, & Capi-tulares, & post Pacem Vestphalicam Duces Bremenses, & Verdenfes ad præfens bellum ufque in territoriis, Dominiis Celsitudinarum Suarum subditis, gavisi sunt. Pollicetur quoque Majestas Sua quod ipfa procurabit Imperatoris, ac Imperii confensum ad omnia superius dicta; in specie vero ambæ Coronæ operam dabunt ut territoria, jura, & reditus à Suecia in Celsitudines translata ab Imperatore & Imperio, ipsis tanquam allodiala, ad minimum in qualitate feudi promiscui, & quemadmodum ea Suecia possedit,

#### III.

relinguantur.

DOMINUS Rex Christianissimus vult promittere, quemadmodum per præsentem articulum facit, semet curaturum ut suis Celstudinibus summæ trecentorum millium imperialium in civitate Hamburgensi, in argento valoris in ramo publico receptis, eo ipso tempore solva-

Nγ

293 ABREGE DES PRINC. tur quo restitutionem ditionum Bremensium in actum deducent.

#### ARTICULUS SEPARATUS.

QUONIAM concordatum est in Articulo decimo Tractatûs principalis, quod Majestates Suæ Serenissimum Domum Brunsvicensem & Luneburgensem tuebuntur contrà damna, quævis quæ ipsi ob causam Pacis cum Coronis consectæ à quopiam inferri poterunt; Majestates Suæ ampliùs per præsentem Articulum declarant, quod altè memorata Domus gaudeat particulari hâc tuitione contra Regis Daniæ, & Electoris Brandeburgici attentata,



# PROTESTATIO

LEGATIONIS Cæfareæ, ob Tractatum Cæfarea Gallicum.

POSTQUAM & rei æquitas, & variæ Christianissimi Regis ante hac factæ contestationes (forte protestationes) promittebant controversias quo Sacro Romano Imperio cum Sacrâ Regiâ Majestate Christianisfimî ratione decem Civitatum Unitatum, & immediatæ nobilitatis Alfatiæ, vassalorum trium Episcopatuum, Metenfis, Tullenfis, & Verodunensis, Episcopi & Diocesis Basilensis, Abbatiarum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis Congressu conveniri non posset ad placitum ante hac arbitrium remissum iri; non dubitaverat Legatio Cæsarea quin Legati Gallici id admissuri suissent. Cum vero eo induci non potuerint, maluit Legatio Cæsarea articulum

de renovando arbitrio omittere; quam paci moram poni, prius tamen potestate per hanc omissionem nihil Imperii juribus præjudicari. Noviomagi, die 3 Februario anno

1679.



# SUMMARIA INSTRUMENTI PACIS,

CÆSAREO-GALLICI, Neomagi, die 3 Februari, anno 1679, conclusi; inter Leopoldum Imperatorem, & Ludovicum XIV, annitente Carolo II, Britanniæ Rege, Plenipotentiarii fuerunt; Imperatoris, Johannes Episcopus Gurcensis, Gomes Khinsky à Stratmam, Regis Galliæ, Comes à Destrades, Colbert, Comes in Avaux, interventu; Hyde, Temple, Jenkius.

#### ARTICULUS II.

PAX Monasteriensis anno 1648 conclusa, pristino suo vigore resti-

#### IV.

REX Galliæ cedit in perpetuum Cæsari omne jus protectionis, per-

petui præsidii, & quidquid sibi virtute Pacis Monasteriensis in Castrum Philippiburgi competit.

#### V.

CÆSAR tam pro se, quam totà Domo Austriaca cedit Regi Galliæ, Castrum & Oppidum Friburgense, cum tribus ad illud spectantibus pagis, salvis tamen ejusdem civitatibus & privilegiis: reservatis etiam Episcopo Constantiensi jure Diocesano, reditibus, aliisque juribus.

#### VI.

PATEAT Brifaco Friburgum ordinarià vià innoxius transitus.

#### VII.

PLACUIT annonam ad vistum, quæ ex quocumque Brirgoviæ loco Friburgum inferetur, nullis alias autem merces non gravioribus vectigalibus onerari, quam si in aliâ Cæsari subjesta loca transferentur.

#### IX.

CURET Rex Galliæ, Cæsari restitui omnia documenta quæ Friburgi reperta sunt, quæ dictum Oppidum Friburgense concernunt, inter Commissarios conveniat quo in loco servari debeant.

#### X.

LIBERUM erit Capitulo Basileensi, uti & omnibus & singulibus Austriaci regiminis, & universitatis Friburgensis membris, imo etiam civibus & incolis domicilium sine detractione intrà annum transferre.

#### X II.

Dux Lotharingiæ restituatur in liberam possessionem statuum, & bonorum quæ Dux Carolus anno 1670 possidebat.

#### XIII.

URBS Nanceii, cum suo banno;

maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita; cum omnibus supremi Dominii juribus.

#### XIV.

UT eo liberior sit militi gallico transitus, viæ dimidiatam Lothinringiæ leucam in latum complectentes designentur; prima quæ, si desiderii, sano Nancesum, alia quæ
Nanceo, in Alsatiam, tertia quæ
ab ipsammet Nancei urbe Verovium
in Comitatu Burgundiæ; quarta demum quæ Nanceo ad urbem Metensem conducant.

### X V.

OMNIA loca, pagi, villæ, terræ, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis vi:s jacent, cum omnibus Supremi Dominii & proprietatis juribus, ad Regem Galliæ pertineant.

#### X V I.

URBS & præfectura Longivicenfis, cum Supremo Dominio & proTRAITĖS, &c. 305

prietate, maneat penès Regem Galliæ; in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Rex Galtiæ dicto Duci cedat in uno ex tribus Epitcopatibus ejus valoris præfecturam.

### X V I I.

VICISSIM Rex Galliæ cedit in compensationem Urbis Nancei supremum Dominium, & proprietatem Urbis Tullensis, & ejusdem suburbiorum.

#### XIX.

REX Galliæ renuntiet ad manum Summi Pontificis, juri nominandi Episcopum Tullensem, sibi à Summo Pontifice Clemente IX indulto, ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo, ad Sedem Apostolicam recurrere.

#### XXII.

RESTITUANTUR Domino Duci Archiva quæ in Gafophylacio Nanceaneo, & Barenfi, five alibi, ablata fuerunt.

#### XXIII.

CESAR confentit ut Princeps Franciscus Egon, Episcopus Argentinensis, ejusque Fratres plenè restituantur.

# XXIV.

RESTITUANTUR omnes utriusque partis vasalli & subditi.

#### XXVIII.

Controversia de Castro, & Ducatu Bullionensi, inter Episcopum Leodiensem, & Duces ejus nominis amicabili viâ, vel per arbitros terminetur.

### XXXV.

PACEM hoc modo conclusam promittunt utriusque partis Legati, respective ab imperatore & Imperio, & Rege Christianissimo, rati habitum iri intrà spatium octo Septimanarum à die subscriptionis computandum.

# SUMMARIA

# INSTRUMENTI PACIS.

CESAREO-SUECI, Noviomagi, die 3 Februarii 1679, conclust, inter Leopoldum Imperatorum ex una. & Carolum Suecorum Regem ex alterá parte.

ARTICULUS PRIMUS.

SIT Pax Christiana ac perpetua:

#### III.

Pax Vestphalica fit firma basis hujus pacificationis, Pragmatica Imperii Sanctio, & Lex fundamentalis.

#### $\mathbf{V}$ .

BELLUM quod Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi, & Ducibus Brunsvico Luneburgicis,

Osnabrugensi, Zellensi, & Guelpherbytano est componi, Imperator, & Imperium officia sua interponant, salva de hossibus mutuò non juvandis reciproca obligatione.

#### VII.

IMPERATOR pro Duce Gottorpiensi oslicia interponat, ut inter Regem Daniæ, & prædictum Ducem controversiæ componantur.

Acta hæc funt Noviomagi, die 5 Februarii, anno Domini 1679.



# RATIFICATIO

SACRÆ Cæfareæ Majestatis Tractatus Pacis Cæfareo-Gallico-Sueciæ commutata, Noviomagi, die 3 Februarii, anno Domini 1679.

Nos Leolpodus, verbo imperiali promittimus pro nobis, nostrisque successoribus, & Imperio Romano, cujus status, Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, memoratam Pacem in omnibus, & singulis Articulis vigore conclusi 23 mensis hujus sacti approbarunt, & ratiscarunt, omnes, & singulos Articulos firmiter servaturos. Datum Viennæ, die 19 Martis, anno 1679.



# RATIFICATIO

PACIS inter Majestates Imperialem & Christianissimam, die 3 Februarii 1679 sancitæ, à parte Galliæ, Noviomagi, die 19 Aprilis commutato.

#### Lupovicus.

EGATI nostri Extraordinarii, & Plenipotentiarii subsignaverunt, die 5 præsentis mensis Februarii in urbe Noviomago, cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis Dilectissimi Fratris Imperatoris Tractatus; eos, tam pro nobis, quam pro nostris successoribus ratificamus, datum in S. Germain ad Layam, die 26 Februarii anno 1679.



Domini Prasidis Canonis, Ministri Plenipotentiarii Serenissima Sua Celtitudinis Lotharingica, contrà Tractatum Pacis 3 Februarii 1679, Noviomagi conclusum, Mediatoribus, 20 Aprilis exhibita.

Serenissimæ Suæ Celsitudinis Lotharingiæ ad conventus de pace ejusdem nomine exponit, quemadmodum conditiones hactenus Tractatus in hâc urbe, die 5 mensis Februarii præcedentisiniti, in quantum ipsam eæ concernunt, haud acceptandæ videantur, ita protestari eam contra dictum tractatum, & omnia quæ pro ipso à duodecimo inde articulo ejusdem, usque ad vigesimum secundum inclusive spectata sunt, sic ut eidem ii nocere haud valeant.

Noviomagi, die 20 Aprilis, anno 1679

### TRACTATUS PACIS

INTER Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum ab unå, & Dominum Episcopum Monasteriensem, & Paderbonensem ab alterå parte, Noviomagi, die 19 Martii 1679, conclusus.

I.

PRINCEPS Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis desistet ab omnibus conjunctionibus, quibus antecessores sui, tam contra Majestatem Suam Christianissimam, quàm contra Regem & Coronam Sueciæse implicarunt.

#### II.

ALTO præfatus Princeps Episcópus se obligat, quod avocet omnes copias, quas antecessor suus à servitiis sive Regis Daniæ, sive Electoris Brandeburgensis habuit.

III,

#### III.

Dictus Princeps Episcopus pollicetur servare conditiones ad quas status Imperii Tractatu pacis Noviomagi, die proximè præcedentis mensis Februarii sub signato, comprehensi adstrictique sunt; Majestas vero Sua Christianissima se vicissim obligat ad efficiendum, ut memoratus Princeps Episcopus omnibus reciprocè, in savorem præsatorum Principum & statuum, in citato tractatu stipulatis gaudeat.

#### V.

MAJESTAS Sua curabit ut statim post ratificationem præsentis Tractatus, ipsi summa 100000 Imperalium Amsterdami, aut Hamburgi, in argento, in Banco publico vallente solvatur.



### TRACTATUS PACIS

INTER Sueciæ Regem, Regnumque ab unâ, & Episcopum Monasteriensem, & Paderbonensem ab alterâ parte, Noviomagi, die 19 Martii, anno 1679, conclusus.

O UANDOQUIDEM Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus Carolus Suecorum Rex nihil magis in votum habeat, quam ut pax quæ cum Sacrâ Cæsarea Majestate, & Imperio Noviomagi, die 26 Januarii 15 Februarii, anni currentis fancita est, etiam ad residuas partes extendi possit, & Reverendissimus & Cellissimus Princeps DominusFerdinandus Epifcopus Monasteriensis & Paderbornensis à suâ etiam parte testatum velit quâ promptitudine feratur ad conformandum fe cum Imperii capite, totoque corpore, adeoque ad illa diffidia fopienda quæ

inter Sacram Regiam Majestatem, & Suæ Celsitudinis prætatis predecesforem, quondam Reverendissimum ac Celsissimum Principem Dominum Christophorum-Bernardum, occasione nuperorum motuum exorta suerunt; factum pro inde esse laudabili Serenissimi & Potentissimi Principis, & Domini Caroli II, Magnæ Britanniæ Regis mediatione allaborante, ut in mutuas Pacis leges consenserint.

#### I.

SIT Pax Christiana inter Suam Regiam Majestatem, & illius hæredes & successores, Regnumque Sueciæ ab unâ, & Suam Celsitudinem Episcopum, Monasteriensem & Paderbornensem, ejusque successores ab alterâ parte.

### III.

RECIPITUR utrinque Pax Vestaphalica Osnuabrugis sancita, profirma bazi hujus Pacificationis.

#### IV.

OMNE id quod tempore horum O ij 316 ABREGÉ DES PRINC.
motuum in Ducatibus Bremensi, & Verdensi, armis Monasteriensibus occupatum suit, S. R. Majestati Regnoque Sueciæ restituatur eo tempore quo post ratissicatum hunc tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postulaverit.

### VI.

S. R. Majestas Celsitudini Suæ aut ejus successori 100000 Thalesorum imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit; in cujus solutionis securitatem in hypothecam constituit præsecturam Vildhaussen.



### TRACTATUS PACIS

INTER Majestatem Suam Christianissimam, & Regem Sueciæ ex und parte, & Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem Brandeburgensem ex alterå, in S. Germain ad Layam, die 29 Junii anno 1679, conclusus.

#### I.

SIT Pax & amicitia inter Regem Christianissimum, Regem Sueciæ & Electoralem Brandeburgensem.

#### IV.

TRACTATUS Monasteriensis, & Osunabrugensis anni 1648 repetiti censeantur in præsenti Tractatu, exceptis mutationibus quæ in sequentibus articulis allatæ erunt.

#### V.

ELECTOR Brandeburgensis promittit in manus Regis Sueciæ tradere O iii 318 ABREGÉ DES PRINC.
armis suis in Promerania occupata, nominatim Civitatem Stralsundensem, & Stettinum, & generaliter omnia ea quæ nunc possidet territoria-in Imperio Coronæ Sueciæ in Tractatu Westphaliensi, cessa.

### VII.

OMNES Ditiones à Coronâ Sueciæ ultra flumen Oderam possesses, sive eidem per Tractatus Westphalicos cessæ suissent, aut adjudicatæ per Tractatum Stettinensem, anni 1653 erant, pertinebunt post hac ad Electorem Brandeburgensem, cum superioritate omnimodâ exceptis solummodo Civitatibus, Dam & Golnau.

### VIII.

PENÈS Electorem Brandeburgenfem dicta Civitas Golnau pignoris loco pro fumma 50000 Imperialium relinquatur fub expressa hac conditione ut si quando Rex Sueciæ statuet dictam summam exsolvere, teneatur memoratus Electorrestituere dictam Civitatem.

### IX.

SICUT vi suprà mentionati Tractatus Stettinensis Elector Brandeburgensis adstrictus suit, ad divisionem vectigalium quæ in Portu Colblensi, & aliis oris Pomeraniæ ultrà Oderam recipiuntur cum Corona Succiæ saciendam, concordatum suit quod Rex & Corona Sueciæ renuntiet omni juri divisionis vectigalium quæ communia cum Electore Brandeburgensi habere poterit.

### X 1 I.

ODERA Fluvius, vi dispositionis in Traclatibus Westphalicis semper sub supremo dominio Regis, & Coronæ Sueciæ permaneat, nec integrum esto Electori Brandeburgensi exstruere ullum munimentum in districtu Regionum per præsentem Tractatum ipsi cessarum.

### XIII.

Post commutationem ratificationum à Christianistima Sua Majestate
Oiv

320 ABREGÉ DES PRINC.

cum Electore Brandeburgico factam, Majestas Sua efficiet ut copiæ suæ militares ascendent ex locis Ducatus Clivensis Principatu Mindano, Comitatu Mariæ, & Ravensbergæ, & aliis omnibus territoriis dicti Electoris, excepto exercitu mille equitum quem servabit in locis Vesalià & Lipstat, usque ad plenariam præsentis Tractatûs cum Rege Sueciæ executionem.

### X V I I.

MAJESTAS Sua Christianissima se obligat ad procurandum consensum à Rege Sueciæ in præsentem Tractatum, & pro omnibus iis quæ Celstudini Suæ Electorali vigore præsentis Tractatûs concessa suere, side justor manet.

### ARTICULUS SEPARATUS.

MAJESTAS Sua promittere vult quod curet ut Domino Electori, intrà terminum biennii, fumma 3000000 Coronatorum folvatur in terminis æqualibus de 3 mensibus in 3 menses.

# INSTRUMENTUM

P A C I S

GALLICO - SUECICO - DANICUM; conclusium Fontibellaquei (à Fontainebleau) die 2 Septembris 1679.

Postquam mutuus antiqui fœderis inter Galliam, & Sueciam nexus Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Ludovicum XIV Galliarum Regem, bello in septentrionalibus partibus orto implicarit, prædictufque Rex Christianissimus in ipsis hujus belli slammis fingularem fimper affectum ergà Serenissimum, ac Potentissimum Principem Christianum, Daniæ, & Norvegiæ Regem fervavit, & quia Regis Christianissimi rationes quoad præfens bellum à rationibus Serenissimi ac Potentissimi Principis, & Domini Caroli II, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis nullo modo separari queunt, Rex Chris322 ABREGÉ DES PRINC. tianissimus, tam suo, quam Sueciæ Regis nomine, reconciliandæ mutuo concordiæ, ergo, de pacis conditionibus cum præsato Daniæ Rege ineundis Tractatus in se suscepti.

I.

SIT inter supra dictos Rges, eorum successiones, ditiones, & subditos Pax.

IV.

TRACTATUS Roschildensis, Hasniensis, & Vestphalicus pristino vigori reddantur.

### V.

REX Daniæ pollicetur se Regi Sueciæ omnia loca, durante hoc bello armis suis occupata, restiturum; nominatim urbes Landscroniam Heisinburgum, Marstrand, Wirmariam, cum insulis Fugiæ, & Gothandiæ, & generaliter quadquid ditionum possidet, quæ per Tractatus Roschildensem, Hasniensem, & Vestphalicum Regi Sueciæ cesse

TRAITÉS, &c. 323 funt, aut quæ ante eofdem Tractatus ad Sueciam pertinuerunt.

#### VI.

VICISSIM Rex Sueciæ promittit fe Regi Daniæ restiturum quidquid Dirionum ad Regem Daniæ pertinentium occupaverit.

### XII.

Cum comitatus Rex ingensis ad Comitem ab Alfeld, Majestatis Daniæ Cancellarium spectans, occasione hujus belli, sisto Regis Christianissimi addictus suerit, præsatus Rex consensit quod prædicto Comiti Comitatus hic cum omnibus juribus quibus ante declarationem hujus belli fruebatur, restitui debeat.

### ARTICULUS SEPARATUS.

Cum Dux Slervici Holsatiæ Gottorpiensis Regem Christianissimum rogaverit, ut ossicia sua impenderet, ut in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad requisitionem Regis Christianissimi

324 ABREGÉ DES PRINC. consentit in restitutionem præsati Ducis in ipsius ditiones, & urbes in eo quo nunc statu inveniuntur, uti & in souverenitatem, quæ ipsi vigore tractatuum Roschildensis & Hastniensis competit.



### ARTICULI PACIS

INTER Reges Daniæ & Sueciæ; Lundini in Scania die 26 Septembris 1679 initæ.

Postquam duo præfati Reges in bello exorto impliciti fuissent, Carolus II, Rex Magnæ Britanniæ operam dedit ut extingueretur, & Legatos suos Noviomagum mitterent, attamen hoc ipfum in loco fuccessu caruerit, tandem eo se converterunt ut Regiæ Suæ Majestates confultius fore censueri Tractatus inter illos, Lundinum in Scania transferre, cumque eo ipfo tempore Serenissimus Princeps ac Dominus Joannes Georgius II, Saxoniæ Elector partibus mediationem fuam offeret, de felici exitu tandem amplius dubium restaret nullum, non obstante quod interea temporis conditiones Facis in Gallia 23 Augusti & 2 Septembris, anni hujus Tubsignatæ fuissent, tamen easdem utra326 ABREGE DES PRINC. rumque confensu sequenti modo plenius declarasset.

I.

SIT interutrumque, Regem & Regnum perpetua Pax.

### IV.

ROSCHILDENSIS, Hasniensis, & Vestphalici Tractatus vim suam habeant.

V.

UTRISQUE Regibus urbes & loca quæ ante bellum possederunt, & ab unius vel alterius Regis subditis hoc in bello occupata sunt, restituantur.

### VIII.

QUONIAM Sua Majestas Regia Daniædemonstravit in quantum immunitates suecicis navibus in Sund, Mari Baltico concesse variis abusibus causam præbeant, determinatum suit quod Regia Majestas Sueciæ ad diem 22 Febr. proxime inseTRAITĖS, &c. 327

quentis anni certos Commissarios mittere velit, qui cum Suæ Majestatis Regiæ Daniæ ad hoc deputatis Commissariis in aliquo à partibus utriusque denominatis locis compediantur, ibique, præsente Regis Galliæ ad hoc deputato Ministro, hinc exortas controversias componant ut nihil ominùs immunitates suecicis navibus competentes suo in vigore maneant, abusus vero tollantur.

### XI.

Quod limites inter Sueciam, & Norvegiam nondum adhuc determinati, à Commissariis determinentur.



### INTRUMENTUM

### PACIS

INTER Regem Suecia, & Ordines
Generales Fæderati Belgii, conclusa die 12 Octobris 1679, Noviomagi.

Postquam belli incendium etiam involvit Carolum Sueciæ Regem & Ordines Generales, ita ut se invicem pro hostibus gesserint, ea tamen mansit animorum inclinatio, ut ipso bello slagrante subditis suis plenam commerciorum & navigationis libertatem invicem concederint, unde sactum est mediatione Caroli II, Magnæ Britanniæ Regis, ut in mutuas Pacis leges consenserint tenore sequenti.

I.

SIT Pax perpetua inter Regem Regnumque Sueciæ, omniumque TRAITÉS, &c. 329 ejus ditionum, & Serenissimos Ordines Generales.

### IV.

INTER eosdem contrahentes inita fædera vigorem pristinum obtineant.

### VIII.

SERENISSIMUS Rex Magnæ Britanniæ huic Tractatui sit inclusus, ut executionem ejustdemsua guaran; tia stabilire possit.



### ARTICULI VIGINTI

ARMISTICII (Trèves) Vicennalis inter Sacram Imperialem Majestatem, & Sacrum Romanum Imperium ex unâ, & Regiam Majestatem Galliæ ex alterâ parte, de quibus Ratisbonæ transactum est, die 16 Augusti, anni 1684.

Cum pro comptandis differentiis quæ circa executionem Pacis, Noviomagi die quinta Februarii, anno millesimo, sexcentesimo septuagesimo nono, inter Leolpodum Imperatorem, & Ludovicum XiV, Franciæ Regem conclusa, intercesserunt, amicabilis transactus Francofurti ad Mænum institutus quidem suerit, sed ad exitum perduci non potuerit, è re autem communi esse visum sit eum nunc Ratisbonæ resumere, utrinque constituti Plenipotentiarii consenserunt, ut sequitur.

T.

S. CÆSAREA Majestas, & Imperium consentiunt in armistitium 20 annorum.

### II.

Hujus armisticii fundamentum fint Pacis Vestphalicæ, & Neomagensis instrumenta.

### III.

SIT vero amicitia inter S. C. Majestatem & totum Imperium ex una, & Sacram Christianislimam Majestatem ex altera, adeò ut illæ nullis hostilibus, reunionibus vendicationibusque nullo prætextu turbari queant.

### IV.

DURANTE hoc viginti annorum armisticio, Christianissima Majestas permaneat in possessimo Civitatis Argentinensis, cum fortalitio Kehl, ut & omnium quarumcumque ditionum, & locorum, quæ usque ad

### 332 ABREGÉ DES PRINC.

primum Augusti 1681 vigore sententiarum tribunalium, Metensis, Brisacensis, ut & Verontini in Imperio occupata sunt.

### V.

EXERCEAT Sacra Christianissima Majestas in iis locis jura superioritatis supremique dominii.

### VI.

RESTITUET vero Sacra Christianissima Majestas Imperio omnia loca quorum possessionem post primam Augusti 1681 sibi vindicaverit. Si quid sine autoritate distorum tribunalium, ante primam Augusti 1681, vià facti occupatum esset, id quoque Sacra Christianissima Majestas restituet.

#### VIII.

REX Christianissimus relinquit dominos proprietarios, eorumque successores, ac quoslibet, qui eidem juramentum sidelitatis præstiterunt in plenaria perceptione srustuum ad

### TRAITÉS, &c. 333

loca recensita proprie, & non ad superioritatem spectantium, ut & exercitio in ecclesiasticis, & politicis, prout instrumentis Pacis Monasteriens, & Noviomagensis dispositum est.

### IX.

CONCEDIT quoque Christianissima Majestas omnium locorum reunitorum incolis tum Catholicam Fidem profitentibus, quam Confessioni Augustanæ, aut Religioni Reformatæaddictis, liberum Religionis Exercitium, liberrimamque fruitionem omnis generis.

### X V.

In hoc armistici Trastatu comprehendantur Pacis Vestphalicæ consortes, & etiam Rex Catholicus.

Actum Ratisbonnæ, die 15 mensis Augusti anno 1684.



### TRACTATUS PACIS

INTER Regem Christianissimum ex una, & Rempublicam Gennensem ex altera parte, Versailliis, die 12 Februarii, anno 1685.

R Ex, sub datâ Majestati Suæ side, à Domino Archiepiscopo Rennucio Sanctitatis Suæ Nuntio Extraordinario, quod Gennenses sese omninò conditionibus ab ipsa demandatis submittere cupiant, Domino Colbert hoc efficiendi autoritatatem impertiebatur, ipse, cum Domino Marini, mandato Reipublicæ Gennensis munito, sequentes articulos concluserunt.

T.

Dux, qui nunc hoc munere fungitur cum quatuor Senatoribus, qui quoque in officio funt, circà finem proximi menfis Martii ad locum in quo Majestas Sua existet, pergent, & postquam ad audientiam suam, vestibus suis solemnibus induti, admissi erunt, dictus Dux, nomine Reipublicæ Gennensis tædium ex eo conceptum quod ea Majestatem Suam offenderit exprimet verbis submissis, quæ sincerum desiderium quo illa in posterum benevolentiam Majestatis Suæ promerendi tenetur, denotent.

### II.

Dux & Senatores quatuor post reditum Gennam exercitium munerum & dignitatum suarum iterum capessent, in tantum ut absentibus illis, aut etiam post reditum illorum, iisdem alios surrogare antequam tempus ordinarium sunctionum suarum exspiravit, sas non sit.

### III.

RESPUBLICA Gennensis intra menfis spatium omnes copias militires hispanicas exauctoret; renuntiet omnibus sexauctoret; renuntiet omnibus sexauctoret; renuntiet omnibus quæ à primo Januarii anni 1635 pactæ esse poterunt.

### 336 ABREGE DES PRINC.

### IV.

GENNENSES redigent trimestres fuas ad eumdem numerum, quo triennio abhinc instructi fuerunt.

### V.

CUMQUE Respublicæ Gennensis se obtulisset ad restituendum Majestatis Suæ subditis omne id quidquid rerum ad ipsos pertinentium recuperare potuit, Majestas Sua dictam obligationem ratam habuit, ut invicem aliarum indemnitatum præstata Respublica se se obstringeret, quemadmodum se obstringit, ad impendendum in reparationem Ecclesiarum, & Locorum Sacrorum quæ per globos Pyrotechnicos ruina, damnove assecta sunt, eam integram argenti summam quantam Sanctitas Sua adhoc sufficere censuerit.

#### VI.

Comiti fierco summa 10000 Coronatorum in Gallicâ monetâ persolvetur, TRAITÉS, &c. 337 perfolvetur, fine præjudicio jurium partibus competentium.

### VII.

QUONIAM Majestas Sua satisfactionibus supra expressis acquiescit Ducem & alios Senatores adeo savorabiliter excipere, ut ex eo redintegrationem benevolentiæ Regiæ denotare ipsis integrum erit.



## TRAITÉ

DE Paix & de Neutralité d'Italie, entre Sa Majèssé Très-Chrétiènne, & Son Altèsse Royale Monsseur le Duc de Savoie, conclu & signé à Turin ce 29 Août 1696, & délivré à la Haye aux hauts Alliès le 15 Août 1697.

I.

L y aura une Paix stable, entre le Roi, & son Royaume, Sa Royale Majèsté le Duc de Savoie, & sès Etats; Son Altèsse Royale se départ de tous Traités saits avec l'Empéreur, lès Rois & Princes, contenues sous le nom de la Ligue, & se charge de faire tout ce qu'il pourra pour obtenir dèsdites puissances, au moins de l'Empéreur & du Roi Catholique son Allié, la neutralité pour l'Italie jusqu'à la Paix géné-

rale; & faute par lès susdits Princes de donner le consentement à la neutralité d'Italie, Son Altèsse Royale s'engage avec le Roi à une ligue offensive & désensive jusqu'à la Paix Générale; Sa Majèsté promèt que la ville & citadèlle de Pignerol, & les Forts en dépendans seront démolis aux frais du Roi, & le tout sera remis entre lès mains de son Altèsse Royale, aussi bien que lès Domaines compris sous le nom du Gouvernement de Pignerol, pour lès tenir en Souveraineté.

Son Altèsse Royale s'engage tant pour lui que sès succèsseurs de ne saire rébâtir aucune dès sus-dites fortifications, ni en saire construire de nouvèlles, en quèlque lieu que ce soit cédé par le présent Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à son Altèsse Royale ou aux Habitans de Pignerol de sermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée, & sans fortifications; qu'en outre, Sa Majèssé remèttra à Sadite Altèsse Royale, s'ès Pays & Places conquises, Châteaux de Montmelian, de

Ρij

### 340 AEREGÉ DES PRINC.

Nice, Ville-Franche, Suze & autres, fans excèption, fans démolition, & dans leur entier, avec la quantité de munitions de guèrre, & de bouche & Artillerie, tout ainsi qu'elles étoient pourvues alors qu'èlles sont tombées entre lès mains de Sa Maje sté; ladite restitution dès Pays & Places d son Altesse Royale, & remise de Pignerol rafé se fera seulement après que lès Troupes Etrangères seront forties de l'Italie ; jusqu'à l'éxécution de ce que dessus, Sa Majesté veut bien, pour la plus grande fatisfaction de Son Altèsse Royale, lui faire remèttre deux Ducs & Pairs, pour rèster en ôtage entre lès mains de Sadite Altèsse Royale.

### II.

Le présent Traité sera confirmé dans celui de la Paix générale, aussi bien que ceux de Quérasque, de Munster, Pyrenées, & Nimégue, tant pour lès quatre cens quatrevingt-quatorze mille écus d'or qui sont mentionnés dans celui de MunsTRAITÉS, &c. 341

ter à la décharge de Son Altèsse Royale, dont le Roi demeurera toujours garant envers Monsieur le Duc de Mantoue, qu'en tout ce qu'ils contiènnent qui n'est point contraire au présent.

### III.

Que le mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse, fille de Son Altesse Royale, se traitera incessament, pour l'estetuer, lorsqu'ils seront en âge. Le contract de mariage sera considéré, comme partie éssentielle du présent Traité, dans lequel ladite Princèsse fera lès renonciations accoutumées avec promesse de ne rien prétendre au-delà de la Dot.

### V.

S A Majèsté promet, que lès Ambassadeurs de Savoie recevront à la Cour de France, tous lès honneurs que reçoivent lès Ambassadeurs dès Têtes couronnées, & que lès Ambassadeurs de Sa Majèsté dans toutes 342 ABREGÉ DES PRINC.

les Cours de l'Europe, fans nulle éxcèption, pas même de cèlles de Rome & de Viènne, traiteront aussi lès Ambassadeurs, & Envoyés de Savoie de la même manière que ceux dès Têtes Couronnées.

### VI.

Le commèrce d'Italie se sera comme il étoit établi avant cètte guèrre du temps de Charles Emmanuel II, Père de Son Altèsse Royale.

VII.

Son Altèsse Royale fera publier un Edit, par lequel elle ordonnera sous dès peines corporèlles aux Vaudois, de n'avoir aucune communication sur le fait de la Religion avec lès Sujèts du Roi, & s'obligera Son Altèsse Royale de ne point soussir , de la date de ce Traité, aucun établissement dès Sujèts de Sa Majèssé dans lès Vallées Protèssantes, sous couleur de Religion & de Mariage, ou d'autres raisons d'établissemens, héritage, ni TRAITÉS, &c. 343 autre prétéxte; Son Altèsse Royale s'oblige de ne sousserraice de la Religion prétendue réformée dans la ville de Pignerol & Tèrres cédées.

La convention d'une cèssation d'armes jusqu'à la Paix générale, a été saite entre Sa Majèsté Impériale, Sa Majèsté Catholique, & Son Altesse Royale le Duc de Savoie à Vigevano le 7 Octobre 1696.



### TRAITÉ DE PAIX

CONCLU à Ryswick le 20 Sèptembre 1697, entre lès Ambassadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majèssé Très-Chrétiènne, d'une part; & lès Ambassadeurs & Plénipotentiaires dès Seigneurs lès Etats Généraux dès Provinces-Unies dès Pays-Bas, de l'autre part, par la médiation du Très-Haut & Très-Puissant Prince Charles II, Roi de Suède; &, après sa mort, de cèlle du Très-Haut & Très-Puissant Prince Charles XII, Roi de Suède, son fils.

I.

Ly aura entre Sa Majèsté Très-Chrétiènne, & sès Successeurs Rois de France, & de Navarre, & sès Royaumes d'une part, & lès Seiz gneurs Etats Généraux dès ProvinTRAITÉS, &c. 345 ces-Unies dès Pays-Bas de l'autre, une paix bonne & inviolable.

### III.

Sı quèlques prises se sont de part & d'autre dans la Mer Balti-que, ou cèlle du Nord jusqu'au bout de la Manche dans quatre semaines, ou du bout de la Manche jusqu'au Cap de Saint Vincent dans fix femaines, & de là, dans la Mer Méditèrranée, & jusqu'à la ligne dans dix semaines, & au-delà de la ligne, & en tous lès autres endroits du monde dans huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lèsdites prises, & lès dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, feront portées en compte, & tout ce qui aura été pris fera vendu avec compensation de tous lès domages qui en seront provenus.

VI.

CEUX, sur lèsquels quèlques biens ont été confisqués, à l'occa346 ABREGE DES PRINC. fion de ladite guèrre, leurs héritiers, ou ayant cause, de quèlque condition ou Religion qu'ils puissent être, en prendront la possèssion, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice.

### VII.

MONSIEUR le Comte d'Auvergne sera remis dans la possèfsion du Marquisat de Berg-Ob-Zoom, sès appartenances & dépendances.

### VIII.

Tous lès Pays, Villes, Places, Tèrres, Forts, Isles, Seigneuries, tant au-dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris depuis le commencement de la présente guèrre seront rèstitués de part & d'autre, au même état qu'ils étoient pour lès fortifications lors de la Paix; & nommément le Fort & habitation de Pondichery sera rendu à la Compagnie dès Indes Orientales, établie dans le R, yaume de France.

#### XI.

Pour affèrmir d'autant plus ce Traité, il se sera comme se fait par celui ci, une renonciation, tant générale que particulière, sur toutes sortes de prétentions, tant du temps passé que du temps présent, quèlles qu'èlles puissent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre.

#### XIII.

SI par inadvèrtance, ou autrement, il subvenoit quèlque inobsèrvation du présent Traité, cètte Paix ne laissera pas de subsister; mais on réparera promptement lesdites contraventions.

## XIV.

ARRIVANT ci-après quèlque rupture entre la Couronne de France & lèsdits Seigneurs Etats généraux, il sera toujours donné neus mois de temps après ladite rupture aux Sujèts de part & d'autre, pour se P vi 348 ABREGÉ DES PRINC. retirer avec leurs effèts où bon leur femblera.

#### X V I.

COMME il importe à la tranquillité publique que la Paix conclue entre Sa Majèsté Très-Chrétiènne, & Son Altèste Royale le Duc de Savoie, le 9 Août 1696, soit obsèrvée, il a été convenu de la constirmer par ce présent Traité.



# TRAITÉ

DE Commerce, Navigation & Marine; eonclu à Riswick le 10 Sèptembre 1697, entre lès Ambassadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majèssé Très-Chrétiènne, d'une part; & lès Ambassadeurs & Plénipotentiaires dès Seigneurs lès Etats Généraux dès Provinces-Unies dès Pays-Eas, de l'autre part.

(Lès sept premiers Articles sont copiès d'après le Traité de Commèrce, conclu entre lèsdites Puissances à Nimègue le 10 Août 1678.)

#### VIII.

Lès Sujèts dès Etats Généraux ne pourront être traités plus mal, dans les Droits de Connétablie, d'Ancrage, du Sol Parisis, & autres Charges, soit sous le titre du Droit d'Etranger, ou autrement que lès

Sujèts mêmes de Sa Majèsté Très-Chrétiènne, qui ne seront pas Bourgeois dans lès lieux où lèsdits Droits se lèvent.

## IX.

IL fera pèrmis aux Sujèts dès Etats Généraux de porter dès marchandifes du Levant à Marseille, & autres Plac s pèrmises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans lès Vaisseaux François; & ni dans l'un ni dans l'autre cas, lès dits Sujéts ne seront assujétis au vingt pour cent, sinon sans lès cas où lès François y so sujèts.

## X.

IL fera pèrmis aux Sujèts dès Seigneurs Etats Généraux, a'apporter & débiter en France, & dans lès Pays conquis du harang falé, nonobstant tous Edits & Arrêts à ce contraires.

## XI.

L'on dépêchera réciproquement à la Douane, & aux Bureaux, les TRAITÉS, &c. 351 Sujèts de l'une, & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible.

#### XII.

L'ON fera un nouveau tarif commun, & suivant la convenance réciproque dans le temps de 3 mois; & cependant le tarif de l'an 1667, sera exécuté par provision; & en cas qu'on ne conviènne pas dans ledit temps dudit tarif nouveau, le tarif de l'an 1664, aura lieu pour l'avenir.

Lès Artic s XIII jusqu'à l'Article XXXVIII in livement, font conformes aux Articles VIII & suivans, jusqu'à l'Article XXXIII dudit Traité de Commèrce de 1678 : l'Article XXXIX déroge à l'Article XXXIV du sus suivant de conçu en cès tèrmes.

A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre; & si on jugeoit à propos d'envoyer dès Résidens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure que dans lès lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

Lès Articles XL, XLI, XLII, sont conformes aux Articles XXXV, XXXVI&XXXVII du sussitié de 1678. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tour ce qui pourroit empêcher dirèctement, ou indirèctement l'éxécution du présent Traité.

## ARTICLE XLIV.

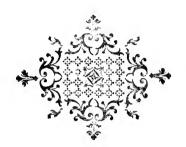
Le présent Traité de Commèrce, Navigation, & Marine, durera 25 ans, à commencer du jour de la signature.

## X L V.

SERA le présent Traité publié, vérifié, & enregistré où on a coutume de faire lès publications, vé-

rifications & enregistremens.

L'Article séparé de ce Traité déroge à l'Article séparé du susdit Traité de 1678. L'imposition de 50 sols par tonneau, établie en France sur lès Navires des Etrangers cessera entièrement à l'avenir à l'égard dès Navires dès Suiets dès Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne Pourra déformais être rétablie; éxcèpté feulement quand les dits Navires prendront dès marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France pour lès y décharger.



# TRAITÉ DE PAIX

Riswick, entre le Sérénissime & Trés-Puissant l'rince Guillaume III, Roi de la Grande-Bretagne. d'une part; & le Sérénissime & Très-l'uissant l'rince Louis XIV, Roi de France & de Navarre, d'autre part.

Potum fit, quod postquam bellum accensum inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Guillelmum III, Magnæ Britanniæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Ludovicum XIV, Dei gratia Regem Christianissimum eò perdustæres sunt, studio Potentissimi & Gloriossissimi memoriæ Principis Caroli XI Regis Sueciæ, & Successoris ejus Caroli XII, ut in mutuas Pacis leges convenerint.

Ī.

PAX sit perpetua inter Potentissi-

mum ac Serenissimum Principem Guillelmum III Magnæ Britanniæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Regem Christianissimum eorumque Successores, eorumque Regna.

#### IV.

REX Christianissimus spondet pro se & succefforibus suis, quod nulla omninò ratione perturbabit pradictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ in libera possessione reg-norum, regionum, terrarum, aut dominationum, vel dominiorum quibus in præsenti fruitur, honorem fuum idcirco oppignorans, fub fide & verbo Regis, quod nec Directè nec indirecte, alicui aut aliquibus ex inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britanniæ auxilium dabit, nec quoquo modo favebit conspirationibus, aut machinationibus, quas contrà prædictum Regem ubivis locorum excitare aut meditari possunt rebelles, & malevoli: idem vicissim spondet Dominus Rex Magnæ Britanniæ se facturum ergà

356 ABREGÉ DES PRINC. prædictum Regem Christianissimum pro se, & successoribus suis Regibus Magnæ Britanniæ.

#### V.

LIBER sit usus navigationis & commercii inter subditos dictorum Dominorum Regum, pro ut olim erat.

## VI.

RESTITUET Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britanniæ omnes regiones insulas, arces, & colonias quas possidebant Angli ante hujus belli declarationem; & vice versa Dominus Rex Magnæ Britanniæ restituet Domino Regi Christianissimo omnes regiones insulas, arces, & Colonias quas possidebant Galli ante ejustem belli declarationem.

## VIII.

CONSTITUENTUR ab utrâque parte Commissarii, qui possint determinare prætentiones quas affert

TRAITÉS, &c. 357 uterque Dominorum Regum in loca in finu Hudsoni fita.

## IX

OMNES litteræ, tam repressaliarum quam marcæ & contra marçæ, quæ hactenus concessæ fuerint, nullæ habeantur, nec ullæ in posterum concedantur, nisi illius, qui repressaliarum litteras sibi concedi petit, libellus supplex Ministro Regis, contrà cujus subditos litteræ postulantur, ibidem degenti editus fuerit; ut is intra 4 mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare ut ex parte rei actori satissat; si vero Regis illius contra cujus fubditos repressaliæ postulantur, nullus minister ibi degat, repressaliarum litteræ non concedantur nisi post spatium 4 mensium, computandorum à die quo libellus supplex Regi, contrà cujus subditos repressaliæ petuntur, aut ipfius confilio oblatus fuerit.

X.

OMNES naves, merces, aliaque

bona mobilia, quæ post subscriptionem & publicationem præsentis Tractatus, utrinque occupari poterunt, intrà spatium 12 dierum, in Maribus Britannicis & septentrionalibus; ultrà spatium 6 hebdomadarum à dictis Maribus usque ad Sancti Vincentii Promontorium, tum intrà spatium 10 hebdomadum ultra dictum Promontorium, Lineam Æquinoctialem, tam in Oceano, Mari Mediterraneo, quam alibi, denique intrà spatium 6 mensium trans terminos prædictæ lineæ per universum orbem occupantium maneant.

#### XI.

SI accidat per imprudentiam aut aliam causam, ut quivis subditus alterutrius Prædictorum Dominorum Regum committat aliquid quo præsens Tractatus effectum suum non sortiatur, Pax idcirco non interrumpetur, sed subditus iste solum modo de suo sacto proprio respondebit, & pænas persolvet.

#### XII.

SIN fopitæ simultates inter dic-

tos Dominos Reges aliquando renovantur, & in apertum bellum erumpant naves, merces, & bona quævis mebilia alterutrius partis quæ in ditione partis adversæ extare deprehendetur, fisco non addicentur; sed subditis semestre spatium hinc inde concedatur quo quidvis ex suis facultatibus quo libitum erit transferant.

#### X 1 I I.

QUANTUM ad Principatum Araufionensem, aliasque terras quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, articulus separatus Tractatûs Neomagensis inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum, 10 Augusti anni 1678 conclusi, effectum sortietur.

#### XIV.

TRACTATUS Pacis inter Regem Christianum & defunctum Electorem Brandeburgicum, ad fanum Sancti Germani in Laye, die 29 Junii 1679 conclusus, in pristino suo vigore manebit.

#### X V.

TRACTATUS inter Suam Majestatem Christianissimam & Celsitudinem Regiam Sabaudiæ 9 Augusti 1696 conclusus, consirmetur.

## X V I.

SERENISSIMUS ac Potentissimus Princeps Carolus Rex Sueciæ cum omnibus suis ditionibus, huic Tractatui sit inclusus.

## ARTICULUS SEPARATUS

Rex Christianissimus spondet quod liberum sit Imperatori, & Imperio usque ad primam diem mensis Novembris proximè sequentis, conditiones pacis à Rege Christianissimo propositas accipere, nisi aliter conventum suerit inter Cæsaream Majestatem & Imperium & Majestatem Christianissimam; & si intra præsixum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas conditiones, non licitum erit Regi Magnæ Britanniæ, vel directè vel indirectè huic tractatui contrà venire.

# TRAITÉ DE PAIX

ENTRE Sa Majesté Très - Chrétiènne & Sa Majesté Catholique, conclu par la médiation de Charles II, & Charles XII, Roi de Suede, à Riswick le 20 Septembre 1697.

T.

Ly aura bonne & durable Paix entre lès Rois Très-Chrétien, & Catholique, leurs Succèsseurs & Héritiers, leurs Royaumes & Sujèts; ils s'entraimeront comme bons Frères.

#### IV.

SERONT en la possession de Sa Majesté Chatholique les Places de Gironne, Roze, & Belver en l'état qu'èlles ont été prises, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée, & & toutes lès autres Villes, Places, Forts, Lieux & Chatellenies généralement quelconques qui font occupées par lès armes de Sa Majesté

Très Chrétiènne depuis le Traité de Nimégue dans la Principauté de Catalogne, où ailleurs en Espagne; sera ainsi remise de même au pouvoir & souveraineté de Sa Majèsté Catholique, la ville de Barcelonne, forts & fortifications en dépendans, avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la Paix.

V.

La ville & forterèsse de Luxembourg en l'état auquèl elle se trouve présentement sans y rien démolir, avec l'Artillerie quis'y est trouvée au temps de la prise; ensemble la Province de Luxembourg & Comté de Chyni, en toutes leurs consistances, seront remis au pouvoir, souveraineté & possèssion du Roi Catholique.

#### VI.

La Forterèsse de Charles-Roi sera parèillement remise au pouvoir & sous la Souveraineté de Sa Majèsté Catholique; sans y rien démolir, de même que l'Artillerie qui s'y est trouvée lors de la prise.

#### VII.

SERA remife aussi à la Souveraineté & possèssion de Sa Majèsté Catholique la ville de Mons, avec fès fortifications, dans l'état auquel elle fe trouve à préfent, ensemble l'Artillerie, qui s'y est trouvée au tems de la prise, & la banlieue & la Prévôté de la même Ville, en toute fa confistance; de même que la ville d'Ath dans l'état ou elle étoit au tems de sa dèrnière prise, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour ; ensemble la banlieue châtèllenie & annèxes de la Ville; à la résèrve dès lieux ci-après, savoir, le bourg d'Antoin, Vaulx, Gaurin, Ramcroix, Beders, Constantin, le Fief de Paradis, lèsquels derniers, étant dès enclavemens du Tournaisis, & ledit Fièf de Paradis, en tant qu'il contribue avec le village de Cain, Havines, Melle, Meurcour, le Mont de Saint-Andeberg, dit de la Trinité, Fontenay, Maubray, Hergnies, Camèlle, & Wihers, rèsteront en la souveraineté de Sa Majesté Très-Chrétiènne; la

364 ABREGÉ DES PRINC. Province de Hainault demeurant au furplus à Sa Majèsté Catholique.

## VIII.

SERA remise au domaine & posfèssion de Sa Majèsté Catholique, la Ville de Courtray dans l'état présent, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au tems de la dèrnière prise, ensemble la châtèllenie de ladite Ville & annèxes.

## XI.

LEDIT Seigneur Roi Très-Chrétien fera aussi rèstituer à Sa Majèsté Catholique, toutes lès Villes, Places, Forts, Châteaux, Postes que seis Armées peuvent avoir occupés jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icèlle, en quèlque lieu du du monde qu'èlles soient situées. Comme parèillement Sa Majèsté Catholique fera rèstituer à Sa Majèsté Très-Chrétiènne toutes lès Places, Forts, Châteaux, & Postes que seis Armées pourroient avoir occupés durant cètte guèrre jusquau jour de la publication de la Paix, en quelque lieu qu'ils soient situés.

#### X.

Tous lès lieux, Villes, Bourgs, Places, Villages, que le Roi Très-Chrétien a occupés, & réunis depuis le Traité de Nimègue dans lès Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainault, & autres Province dès Pays-Bas, selon la liste dès réunions produite de la part de Sa Majèsté Catholique, demeureront à Sa Majèsté Catholique, à la réserve dès 82 Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la liste d'éxcèption qui en a été fournie aussi de la part de Sa Majesté Très-Chrétiènne, & qui sont par elles prétendues pour raison dès dépendances dès Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cédées à Sa Majesté Très-Chrétienne par lès Traités d'Aix-la Chapelle & de Nimégue; à l'égard dèsquèls 82 Lieux on est demeuré d'accord qu'il sera nommé dès Commissaires de part & d'autre, tant pour régler auguel des deux Rois lésdits 82 Lieux, ou aucun d'iceux devront appartenir, que pour convenir des

Qijj

échanges à faire pour dès Lieux enclavés dans la domination de l'un & de l'autre, & en cas que lèsdits Commissaires ne puissent demeurer d'accord entre eux, leurs Majèstès en remèttront la décision au jugement dès Seigneurs Etats Généraux, moyennant quoi toute difficulté, tant à l'égard dèsdites réunions, que dès limites, demeureront entièrement assoupies.

#### X V I.

Tous lès Papiers, Lèttres, Documens, concèrnant lès Pays qui feront cédés & rèstitués, audit Seigneur Roi par le présent Traité, seront délivrés de part & d'autre dans 3 mois, même ceux qui auront été enlevés de la Citadèlle de Gand, & de la Chambre dès Comptes de l'Ile.

## XXI.

CEUX qui ont été pouvus dès Bénéfices par celui qui au tems de la collation, possédoit lès Pays où lèsdits Bénèfices sont situés, seront maintenus en la possèssion dèsdit Bénésices.

#### XXIII.

COMME il y a dès rentes affèctées fur la généralité de quèlques Provinces, dont une partie est possédée par Sa Majèsté Très-Chrétiènne, & l'autre par le Roi Catholique, chacun payera sa quote part; & seront nommés dès Commissaires pour régler la portion que chacun désdits Seigneurs Rois en devra payer.

## XXV.

S I quèlques prises se sont de part & d'autre dans la Mèr Baltique, ou dans cèlle du Nord, depuis Tornensé, en Norvège jusqu'au bout de la Manche dans 4 semaines; du bout de ladite Manche, jusqu'au cap de Saint-Vincent dans l'èspace de 6 semaines; & au-delà dans la Mèr Méditèrrannée, & jusqu'à la ligne dans l'èspace de 10 semaines; au-delà de la ligne & en tous autres endroits du monde dans l'èspace de huit mois à compter du jour que se sera la publication du présent Traité, lès prises qui se terme

Qiv

préfix feront rendus avec récompenfe de tous lès dommages qui en feront provenus.

## XXVI.

IL y aura en cas de rupture, un tèrme de 6 mois, pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer leurs effets, & pèrsonnes où bon leur sembleta.

## X X X.

Toutes lès procédures faites, & Jugemens rendus entre lès particuliers par lès Officiers de Sa Majèsté Très-Chrétiènne établis dans lès Places dont elle a joui en vèrtu du Traité d'Aix-la-Chapèlle, & qu'èlle a depuis cédé à Sa Majèsté Catholique, & dans cèlles qui appartiènnent au Roi Très Chrétien, en vèrtu du Traité de Nimégue, & dont il a été en possèssion depuis ledit Traité fortiront leur essèt; bien serat-il loisible aux parties de se pour-voir par révision de la cause.

## XXXI.

La Ville & Château de Dinant

TRAITES, &c. 369 feront remis par Sa Majèsté Très-Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liège en l'état, qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupés par lès armes de Sa Majèsté.

#### XXXII.

S A Majèsté Catholique sera remèttre l'Île de Ponsa dans la Mèr Mèditèrranée au pouvoir de Monseigneur le Duc de Parme.

## XXXIII.

IL a été trouvé bon de confirmer, & comprendre dans le présent Traité la Paix conclue à Turin, le 29 Août 1696, entre Sa Majesté Très - Chrétiènne, & Son Altèsse Royale le Duc de Savoie.

## XXXIV.

S.A Majèsté Suédoise, sès Royaumes & Etats seront compris dans le présent Traité.

## XXXVII.

SERA le présent Traité publié, vérissé & enregistré, tant au grand Conseil,& autres Conseils & Cham-

bres dès Comtes du Seigneur Roi Catholique; comme semblablement ledit Traité sera publié, vérisiè en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlements du Royaume de France, &c.

## XXXVIII.

LE Seigneur Roi Très-Chrétien, en présence de tèlles pèrsonnes qu'il plaira au Seigneur Roi Catholique députer, jurera solèmnèllement, sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Mèsse, & sur son honneur d'obsèrver tous lès articles du présent Traité; & le semblable sera fait par Sa Majèssé Catholique en présence de tèlles pèrsonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien.

## ARTICLE SÉPARÉ.

On est encore convenu que Sa Majèsté Très Chrétiènne accordera à l'Empéreur, & à l'Empire, jusqu'au premier du mois de Novembre prochain pour accèpter lès conditions de Paix proposées en dèrnier lieu par Sa Majèstè Très - Chrétiènne.

## SUMMARIA

TABULARUM Pacis inter Imperatorem
Leopoldum Primum, & S. R. Imperium ex unâ, & Regem Galliæ
Ludovicum XIV, ex alterâ parte,
in Palatia Rysvicensi in Hollandiâ,
die 30 Octobris anni 1697, conclusæ.

Annittente Suecorum Rege, præfentibus fuffragantibus, & confentientibus, S. R. Imperii Electorum, Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiariis.

#### ARTICULUS I.

Sit vera amicitia inter Suam Cæfaream Majestatem Sa. R. Imperium ab una, & S. R. Majestatem Christianissimam ab altera parte.

#### II.

SIT perpetua utrinque amnistia.

## III.

PACIS hujus fundamentum fit Pax Westphalica & Neomagensis.

Q vi

#### IV.

RESTITUANTUR S. Cæsareæ Maj. & Imperio, ejusque Statibus à S. Regiâ Maj. Christi. quævis tam durante bello, & via facti quam unionum, seu reunionum nomine occupata loca, & jura extrà Alsatiam sita, Religione tamen Catholicâ Romanà in locis sic restitutis, in statu quo nunc est remanente.

#### VI.

NOMINATIM restituendus Elector Trevirensis, & Episcopus Spirensis in urbem Trevirensem.

## VIII.

RESTITUANTUR à Rege Chist. D. Electori Palatino, omnes ditiones, spectatim urbs & præsectura Germenshein, illâque comprehensæ præposituræ, & sub-præsecturæ, cum omnibus documentis litterariis, de Juribus D. Ducissæ Aurelianensis convenit, ut res secundum formulam compromissi, à S. Cæs. Maj. & S. R. Maj. Christianissimâ tanquam arbitris juxtà leges, & constitutiones Imperii decidatur; illis vero in

fententia discordibus Papæ, tanquam super arbitro decidenda deseratur, non minus tamen interea amicabilis dispositio, & compositio inter partes tentetur, & donec ressinem accipiat annua summa 200000 librarum Turonensium à D. Electore D. Ducissæ Aurelianensi solvatur.

#### IX.

RESTITUATUR Sueciæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni Ducatus Bipontinus cum appartinentiis, & dependentiis, iifque juribus quibus Comites Palatini gaudere potuerunt ad normam Pacis Westphalicæ.

## X.

VELDENTIA & quæ sub nomine Principatûs Lauteracensis defunctus Princeps Leolpodus Ludovicus posfederat restituantur, salvis cujuscumque prætendentium juribus.

#### XI.

MAGNO Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Vormatiensi reddantur commendæ, loca, redirus, & jura; fruaturque dicus Ordo ratione Commendatorum, & bono-

rum sub dominio gallico sitorum; iisdem juribus, & immunitatibus, quibus Ordo S. Joannis Jerosolimitani gaudere consuevit.

## XII.

REDDATUR Episcopo Leodiensi, castrum & oppidum Dinantense, in statu quo tempore occupationis suit.

## XIII.

RESTITUATUR Domus Wurtenbergica ratione Principatûs, seu Comitatus Monpelgardensis in eum statum, jura, prærogativas, ac in specie in eam immediatitatem ergà S. R. Imperium, quâ ante hâc gavisa est, & qua cæteri Imperii Principes gaudeant annullatâ penitùs vassalitii recognitione Coronæ Gallicæ 1681 sassa.

Restituantur quoque in liberam possessionem, tam seudorum suorum Burgundicorum, Clerval & Passavant, quam Dynastiarum Granges, Hericours, Blamons, Chatelot & Clermont, terrarumque in comitatu Burgundiæ, & Principatu Monpelgardiensi sitarum, cum omnibus juribus eo modo prout ante

TRAITÉS, &c. 375 Pacem Neomagensem possederant.

#### XIV.

GAUDEAT etiam Domus Marchica Badensisomni Beneficio Pacis hujus.

#### X V.

RESTITUANTUR eodem modo Principes & Comites Nassovienses, Hanovrienses, & Leinengenses, omnesque cæteri S. Reg. Imperii status.

## X V I.

IMPERATOR, & Imperium cedunt Regi Christianissimo, ejusque in Regno Successoribus urbem Argentinensem, & quidquid adillam civitatem in finistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate, & dominio; eaque omnia, & singula, absque ulla reservatione, cum omnimoda jurissistione, & superioritate in perpetuum Galliæ Coronæ incorporata intelligantur, ad cujus cessionis validitatem Imperator & Imperium derogant omnibus Imperatorum Sacrique Romani Imperii constitutionibus, derogant, & consuetudinibus, etiam juramento sirmatis, nominatimque Capitula,

tioni Cæsareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum, & jurium Imperii prohibetur, in que hunc finem dictam urbem Argentinensem ab Imperii matricula expungi placet.

## X V I I.

LIBERUM maneat ejus urbis incolis, inde domicilium aliò cum mobilibus fuis, fine ullo impedimento, detractione, aut exactione intrà annum à ratihabità Pace, post quinquennium verò præstitis præstandis transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per ie, vel per alios administrare; eadem quoque facultas retinendi, vel per fe vel per alios administrandi, aut alienandi omnibus aliis Imperii membris, aut fubditis mediatis vel immediatis, maneat, qui bona, reditus, debita, actiones vel jura in dicta urbe, ejusque appertinentiis habent, salva etiam sit jurisdictio ecclesiastica iis ad quod antiquitùs spectavit, nec eam, ejusve exercitium impedire unquam liceat.

#### X V I I I.

VICISSIM Rex Galliæ restituet

Imperatori & Imperio munimentum Khel, integrum munimentum verò de la Pile, cæteraque in ipio Rheno exstructa sumptibus Regis Galliæ, folo æquabuntur à neutrâ parte posthac reædificanda; fluminis autem navigatio, aliusve usus utriusque partis subditis, aut qui alias illac commeare, navigare, aut merces transvehere volent, æque patebit; nec quicquam ab alterutrà parte illic, aut alibi unquam fiet, quo flumen divertatur, aut ejus cursus, aut navigatio difficilior red-datur; multo minus nova telonia, Portoria, aut Pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, navesque quæ transeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera, feu merces exponere, vel merces recipere cogentur.

## X 1 X.

CEDIT quoque Rex Galliæ Imperatori & Serenissimæ domui Austriacæ urbem, & arcem Friburgensem, & quæcumque munimenta ibidem, aut alibi per Brisgoviæ districtum erecta, aut restaurata, in statu

quo nunc funt, absque ullà demolitione, aut deterioratione, cum villis Lehen, Mezhausen, & Kischfart, cumque omni jure prout per Pacem Neomagensem cessa suerunt, ut & archivo.

## X X.

TRANSFERT similiter in Imperatorem & Domum Austriacam Rex Galliæ Brifacum integrum in moderno statu, cum omibus dependentiis in dextrâ parte Rheni sitis, iis quæ in sinistrâ Rheni parte sunt interque ea, fortalitio le Mortier dicto Regi Galliæ relictis; urbs tamen quæ nova dicitur, in eâdem sinistrâ Rheni ripâ sita, ut & pons, ac munimentum Insulæ Rheni modificatum solo æquabitur à neutra parte ullo tempore modificanda.

#### XXII.

REDDATUR Imperatori & Imperio, Philipoburgum illæsum, cum munimentis ei in dextrâ parte junctis, Episcopatus Spirensis jure refervato; munimentum verò quod in sinistrum latus sluvii ædificatum est, unà cum ponte destruetur.

## XXIII.

CURABIT Rex Galliæ folo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextrâ ripâ & Infulâ Rheni exstructâ fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo, pons quoque illic Rheno super structus destructur.

## XXIV.

DESTRUENDUM similiter munimentum quod in dextrâ parte Rheni ædificatum est è regione fortalitii Fort-Louis nuncupati, ipso fortalitio, & insula penes Regem Galliæ remanentibus; solum vero munimenti destructi, Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum, destruetur etiam ea Pontis; pars quæ illuc ab Insula pertingit.

#### X X V.

Demolienda prætereà à Rege Galliæ munimenta, post pacem Neomagensem castro Tarbacensi addita, nec non fortalitium Mont-Royal ad Mosellam à nullo post hac reædisicanda, relicta tamen in pristino statu arce Trarbacensi, & unà cum

380 ABREGE DES PRINC. urbe, & appertinentiis prioribus possessoribus plenaria restituenda.

#### X X V I.

EADEM quoque demoliendi ratio obtineat in munimentis arci Hyrburgenfi additis, post quæ destructa arx hæc & reliqua ad Rheni Wildgravios spectantia bona illis reddantur.

## X X V I I.

IDEM etiam de destruendis munimentis arci Ebemburgensi adjectis, eaque Baronibus de Sikingen cum reliquis ad illos spectantibus bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

## XXVIII.

Dux Lothariæ restituetur in plenariam possessionem eorum statuum, locorum & bonorum quæ patruus e;us Dux Carolus anno 1670 possidebat, exceptis mutationibus explanandis.

### XXIX.

RESTITUET Rex Galliæ Duci urbem Nanceii, cum omnibus appertinentiis, ea conditione ut integris vallis, & propugnaculis urbis vefemper notificatione tempestiva, &

TRAITÉS, &.c 381

teris, uti & portis urbis novæ, hujus valla & propugnacula impenfis S. R. Majestatis solo æquentur, nullo tempore reparanda.

## XXX.

EVACUABIT Rex Galliæ castrum Bitsch, uti & castrum Homburg, destructis prius monumentis amplius non reparandis.

## XXXII.

RESERVAT sibi Rex Galliæ, fortalitia Saarlouis, cum dimidiâ leucâ in circuitu.

## XXXIII.

URBS quoque & Præfectura Hongroicensis, cum suis pertinentiis, maneat penès Regem Galliæ: in prædictæ urbis & præfecturæ permutationem Rex Galliæ aliam D. Duci cedet in uno ex tribus Episcopatibus.

## X X X I V.

PATEAT semper regio militi ad loca limitanea pergenti, aut inde redeunti, transitus innoxius per ditionem D. Ducis, prævia tamen ut transiens miles via ordinaria, & brevissima utatur annonamque, ac

alia necessaria à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis viis, & locis quæ Regi Galliæ per pacem Neomagensem reservata suerunt.

## XXXVII.

RESTITUANTUR Duci Archiva.

#### XL.

MANEAT antique usus commerciorum inter Lotharingiam, & Ditionem Metensem, Tullensem, & Virodunensem.

## XLIV.

D. CARDINALIS de Furstemberg restituetur in omnia jura & prærogativas quæ S. R. Imperii Principibus & membris competunt, tam ratione Episcopatûs Argentinensis à dextra parte Rheni, quam Abbatiæ Stalvelvensis aliasve; frueturque cum agnatis plenâ amnestià, eademque amnestià gaudebunt ex Canonicis Coloniensibus ii qui partes illius secuti, & Canonicatibus, Dignitatibus & Benesiciis privati suerunt.

#### X L V.

LANDGRAVII Haffiæ Rheinfel-

TRAITĖS, &c. 383

denses in arcem Rhinsels, totumque Comitatum inferiorem Catimelibocensem reponantur, salvis juribus Landgravio Hasso Casselano competentibus.

#### X L V I.

RESTITUENTUR omnes utriusque partis vasalli, & subditi in omnia jura, bona mobilia & immobilia; ita tamen ut nihil ratione fructuum ad diem usque ratificatæ pacis perceptorum repetere possint: similiter peti non ampliùs possunt debita, merces, & mobilia sisco addicta.

## XLVIII.

Pax conclusa Augustæ Taurinorum 29 Aug. 1696, inter Regem Galliæ & Sabaudiæ Ducem, exactè observetur.

#### L.

REDDANTUR prætered omnia archiva, non ea tantum quæ ad loca Imperatori & Imperio, ejusque membris restituenda pertinent, sed & omnia illa quæ ex camera, & ube Spirensi, alibique in Imperio ablata sunt.

#### LIV.

UTRIQUE contrahentium parti liceat pacem hanc fœderibus, munimentis in proprio folo extruendis, præsidiisque sirmare.

## LVI.

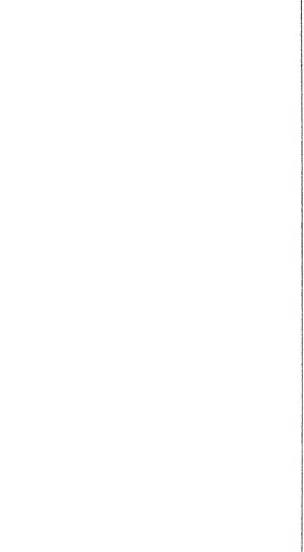
PACE hâc comprehendentur, præter nominata jam Imperii membra, etiam reliqui Electores, Principes, & membra Imperii, interque ea Episcopus Basilensis, tum & tredecim Helvetiorum cantones, cum eorum Fæderatis.

Acta sunt hæc 30 die Octobris, anno Domini 1697.

ARTICULUS SEPARATUS.

Ut in proponendis & decidendis D. Ducissa Aurelianensis prætensionibus habeatur ratio, 200000 librarum Turonensium solutio stat, ea lege, ut ea cum prætentionibus, si quæ ab arbitris eidem adjudicarentur compensanda, vel si nihil aut minus ei debere decideretur, restituenda veniant.

Fin du Tome premier De de la seconde Partie de la Bibliothèque Politique.





# PLEASE DO NOT REMOVE CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

## UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

JX 132 M3 1778 Ptie.2 t.1

La Maillardière, Charles Trançois Lefèrma

Abregé des prinipaux traités conclus depuis le commencement du quatorziéme siècle jusqu'à présent

